

LE SYSTÈME
des
Mandats Territoriaux
1796-1797

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 16 Juin 1920, à 15 heures 30

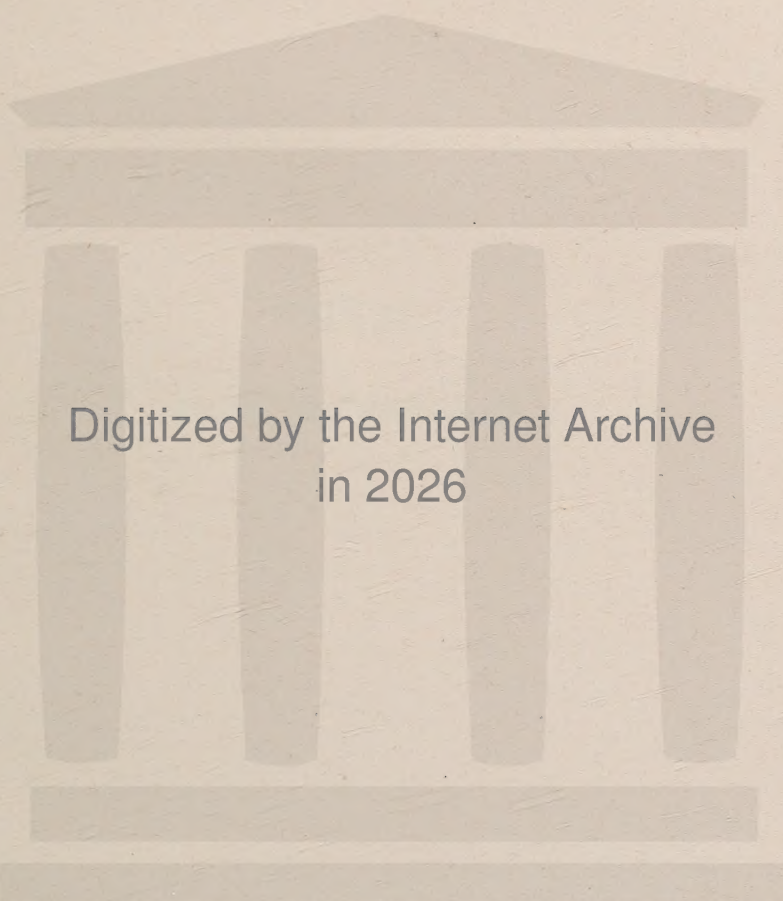
PAR

P.-L. ROUSSEL

Président : M. DESCHAMPS, professeur.
Suffragans { MM. TRUCHY, professeur.
ALLIX, professeur.

LIBRAIRIE
DE LA SOCIÉTÉ DU
RECUEIL SIREY
Anne Mon LAROSE & FORGEL
LÉON TENIN, Directeur
22, rue Soufflot, PARIS, 5^e

1920



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

LE SYSTÈME
des
Mandats Territoriaux
1796-1797

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 16 Juin 1920, à 15 heures 30



PAR

P.-L. ROUSSEL

Président : M. DESCHAMPS, professeur.
Suffragants { *MM. TRUCHY, professeur.*
 { *ALLIX, professeur.*

LIBRAIRIE
DE LA SOCIÉTÉ DU
RECUEIL SIREY
Anne Mon LAROSE & FORCEL
LÉON TENIN, Directeur
22, rue Soufflot, PARIS, 5^e

1920

A LA MÉMOIRE DE MES PARENTS

PRÉFACE

Dans l'histoire financière de la Révolution, les mandats territoriaux passent bien souvent inaperçus. La brièveté de leur existence, la date même à laquelle ils furent émis, à la veille de la faillite générale des assignats, leur coexistence avec ceux-ci, font considérer fréquemment leur système comme un simple épisode de la formidable crise que le seul nom de ces derniers évoque, avec une plus ou moins grande précision, dans tous les esprits. Comment s'étonner de cette assimilation ? Lorsque, moins d'un an après la création des mandats, fut entrepris le grand travail de restauration financière, les législateurs englobèrent l'un et l'autre papier dans les mêmes mesures de liquidation, opérèrent à leur endroit de manière identique, les considérèrent en un mot comme des effets de même nature, sinon de même valeur. Et cependant quels espoirs ses créateurs avaient fondé sur ce nouveau plan régénérateur des finances qui devait apporter, dans toute l'activité nationale, un admirable renouveau ! Jamais peut-être une réforme ne donna lieu à un tel mouvement d'opinions à des discussions d'une portée si haute. Au moment où la France allait sortir victorieuse de sa grande tragédie politique, où elle triomphait déjà de ses ennemis du dehors, le système des mandats territoriaux apparaît vraiment comme la suprême et vaine tentative pour éviter, ou, tout au moins, pour masquer la banqueroute dont l'éventualité, chaque jour, se précisait. « La véritable responsabilité de la catastrophe, dit

M. Stourm (1), remonte plus haut, à la première assemblée qui, en pleine paix, par crainte de l'impopularité des Impôts, créa les assignats. Celle là mérite justement les sévérités de l'histoire, car, de parti pris, libre dans son choix, elle préféra les déplorables illusions du papier-monnaie aux salutaires procédés d'une administration régulière. Pour jouir des avantages immédiats d'une apparente abondance, elle sacrifia lâchement les budgets et l'honneur même de ses successeurs. » Ce que nous voulons simplement mettre en lumière dans cette étude sur le système des mandats, c'est l'évolution de la doctrine et de la législation pendant ces quelques mois de crise qui précéderent la débâcle définitive du papier-monnaie, l'impossibilité de la tâche entreprise, ses raisons primordiales d'insuccès. Rien de plus. Nous ne pouvions aller plus loin sans refaire le procès des assignats eux-mêmes, et sans ouvrir un nouveau débat sur tous les systèmes financiers qui ont le papier-monnaie pour base.

Au moment où nous achevions de réunir les éléments de cette modeste contribution à l'étude de notre histoire financière, la guerre a éclaté. Il nous était impossible de prévoir que les conséquences économiques du formidable bouleversement dont notre malheureux pays est sorti si glorieux et si endeuillé donneraient à certaines de nos citations un si troublant aspect d'actualité. Si tentant que puisse être un rapprochement, nous ne le ferons pas : notre histoire, qui nous a montré si souvent des gouvernements obligés de faire plier les théories économiques les plus vérifiées devant la nécessité immédiate d'assurer à n'importe quel prix le salut du pays, nous apprend aussi à conserver une confiance inébranlable dans les inépuisables ressources de l'énergie de notre race, dans la clarté incomparable du bon sens et du génie français.

(1) *Les finances de l'ancien régime et de la Révolution*, II, 329.

INTRODUCTION HISTORIQUE

I. — Les Assignats.

Rien, dans le décret des 19-21 décembre 1789 (1), ne pouvait laisser prévoir l'effroyable banqueroute à laquelle devait conduire le système qu'il inaugurerait. Il mettait en vente « les domaines de la couronne, à l'exception des forêts et maisons royales dont S. M. voudrait se conserver la jouissance, ainsi qu'une quantité de domaines ecclésiastiques suffisante pour former ensemble la valeur de 400 millions » (art. 10). Les assignats dont il ordonnait l'émission jusqu'à concurrence de cette valeur en biens nationaux, dans l'achat desquels ils étaient admis « de préférence » (art. 12) ne constituaient donc qu'une simple obligation hypothécaire à ordre, portant un intérêt de 5 0/0, et d'un caractère expressément temporaire : « il sera éteint desdits assignats, déclarait l'article 12, soit par la vente des biens nationaux, soit par les rentrées de la contribution patriotique (2), et par toutes les autres recettes

(1) B. H. E. R., 1911, p. 44, n° 9.

(2) Décrétée le 6 octobre 1789 par la Constituante, sur la proposition de Necker, la Contribution patriotique avait été fixée au quart du revenu net au-dessus de 400 francs, plus une taxe de 2,50 0/0 sur les bijoux et le numéraire. Son versement était réparti sur trois ans, et la déclaration était volontaire. Devant le peu d'empressement du public, on fut obligé, de 1790 à 1795 de recourir à une série de mesures de contrainte qui restèrent d'ailleurs sans résultats appréciables. V. à ce sujet : P. E. Hughes, « Etude dans le département de l'Hérault d'un impôt extraordinaire sur le Revenu sous la Révolution (1789-1795), d'après des documents inédits », 1918, in-8°, Montpellier, imp. Firmin et Montane.

extraordinaires qui pourront avoir lieu, 120 millions en 1791, 100 millions en 1792, 80 millions en 1793, 80 millions en 1794, et le surplus en 1795. »

Sous la pression des faits, la législation révolutionnaire devait enlever peu à peu au mot « assignat » son acception première, et détourner à peu près complètement cette valeur de sa destination. Créés tout d'abord, en effet, pour « rembourser la dette de l'Etat envers la Caisse d'Escompte et parer aux dépenses de l'année courante (1) », les assignats furent assimilés à la monnaie métallique par le décret du 17 avril 1790 (2) qui abaissait en même temps leur taux à 3 0/0.

Les lois du 8 octobre (3) et du 18 novembre (4) de la même année, en supprimant tout intérêt et en ordonnant qu'ils seraient stipulés au porteur et non à ordre, opérèrent leur transformation en véritable papier-monnaie. Mais la somme primitive de 400 millions fut rapidement dépassée et les besoins croissants du trésor firent succéder les émissions aux émissions. La monnaie métallique se cacha et fit prime, malgré les efforts des pouvoirs publics pour enrayer l'agiotage. En vain la Convention décréta le cours forcé : les quantités de plus en plus considérables de papier en circulation entraînèrent fatalement son avilissement. « Les incertitudes et les contradictions de la loi pendant la fin de la Convention, écrit M. Camille Bloch, sont le résultat de la situation prodigieusement embarrassée du Trésor, dont les besoins sont immenses, et qu'il faut satisfaire avec la seule monnaie abondante, c'est-à-dire le papier, alors qu'inversement la masse énorme de papier en circulation engendre une dépréciation écrasante (5) ». Pour enrayer la crise, on cherche à diminuer l'abondance des assignats. Le brûlement des coupures retirées par suite de ventes ou de rentrées quelconques ne semble pas avoir eu une importance

(1) Note de M. Camille Bloch, B. H. E. R., 1911, p. 16.

(2) B. H. E. R., 1911, p. 46, n° 14.

(3) *Id.*, p. 68, n° 44.

(4) *Id.*, p. 75, n° 55.

(5) Note de M. Camille Bloch, *id.*, p. 24.

suffisante pour influencer sur les cours. La démonétisation pure et simple des assignats « à face royale » (1) réalisée par une série de dispositions échelonnées entre le 9 juin 1793 et le 14 avril 1794, ne peut rendre au public la confiance dans la « vraie monnaie républicaine ».

On fut obligé de consacrer purement et simplement le fait de la dépréciation. Le décret du 3 messidor an III (21 juin 1795) (2) « portant établissement d'une échelle de proportion pour les paiements et recettes, calculée sur les progrès de l'émission et de la rentrée des assignats » inaugura ce système. Le cours du papier-monnaie était alors inférieur à 1 0/0. Il devait descendre encore.

On voit dans quelles conditions financières déplorables le Directoire succéda à la Convention, et quelles difficultés il rencontra, dès le premier jour, pour subsister. Il lui fallait en effet subvenir aux dépenses d'une guerre sans merci contre l'Europe coalisée, et faire face en même temps aux obligations d'une popularité dangereuse. La foule parisienne, sans travail la plus grande partie du temps (le commerce et l'industrie n'existant pour ainsi dire plus), perpétuellement agitée, ne se privait point de réclamer des mesures rigoureuses contre les accapareurs et les agioteurs qui l'affamaient, de manifester bruyamment contre le renchérissement croissant des denrées, contre l'inaction du gouvernement. Il était absolument impossible de persister dans le système des assignats ; ils allaient bientôt ne plus valoir que leur poids de papier.

La cessation des émissions fut décidée. Le brisement de la planche, décrété le 23 décembre 1795 (3), fut effectué en grande solennité, et au milieu de l'enthousiasme général, sur la place Vendôme, le 19 février suivant. « Mais, dans l'intervalle du 23 décembre 1795 au 19 février 1796, on s'était hâté de tirer un dernier lot de 12 milliards d'assignats. Ce n'était

(1) C'est-à-dire « portant l'effigie ou l'écusson du ci-devant roi », émis jusqu'en 1792.

(2) B. H. E. R., 1911, p. 360, n° 612.

(3) *Id.*, p. 396, n° 656. — Duv., IX, p. 25.

pas un moyen d'arrêter la dépréciation (1) ». Du moins cette dernière émission, même au cours des assignats qui perdaient sur la place plus de 200 0/0 put suffire pendant quelque temps aux besoins de l'Etat, indépendamment d'ailleurs des obligations à court terme de toute nature qu'il contractait. Mais ce n'étaient là que des mesures provisoires. Le Directoire crut avoir trouvé dans le système de l'Emprunt forcé et des Rescriptions un moyen plus efficace et plus durable de subsister et de faire face à ses dépenses.

II. L'Emprunt forcé et les Rescriptions.

Suivant la loi du 19 frimaire an IV (10 décembre 1792) (2) il était fait « un appel de fonds, par forme d'emprunt, sur les citoyens aisés ». Cet emprunt, qui devait porter sur le quart le plus imposé ou le plus imposable des citoyens de chaque département (art. 1 et 2) était fixé à 600.000.000 en valeur métallique. Il pouvait être payé soit en numéraire, soit en matières d'or et d'argent, soit en grains appréciés au cours de 1790, soit en assignats pour le centième de leur valeur nominale (art. 7). C'était pour le gouvernement un moyen de se procurer des ressources indispensables. C'était aussi un procédé pour retirer de la circulation, en les acceptant pour une valeur bien supérieure à celle qu'ils avaient dans le public, les assignats dépréciés, et ainsi, espérait-on, pour relever le cours des autres. Cette dernière préoccupation, qui ne cessa jamais de rester au premier plan pour les législateurs du Directoire, se manifeste dans un grand nombre de lois et d'arrêtés.

(1) Stourm, *Les finances de l'Ancien Régime et de la Révolution*, tome II, p. 325. — L'article 1^{er} du décret du 2 nivôse (23 décembre), s'exprimait ainsi : « Les assignats existant ou à mettre en circulation ne pourront excéder quarante milliards ; les planches seront brisées dès que la fabrication relative à cette somme sera terminée ou même lorsque les deux tiers de l'Emprunt forcé seront rentrés, quoi qu'à cette époque ces quarante milliards ne fussent pas encore fabriqués. »

(2) B. H. E. R., 1911, p. 395, n° 651.

Une loi du 3 nivôse an IV (24 décembre 1795) (1) additionnelle à celle du 17 frimaire sur l'Emprunt forcé, fixe au 15 nivôse pour la Seine et au 30 pour les autres départements le délai d'admission des assignats sur le pied de 400 capitaux pour un en paiement du dit Emprunt. Les assignats ainsi rentrés doivent être barrés, annulés et brûlés.

Par les motifs qu'il invoque dans son préambule, l'arrêté du 15 nivôse suivant (5 janvier 1796) (2) est particulièrement intéressant : « Considérant qu'un des principaux objets de la loi du 3 nivôse était d'opérer un prompt retirement d'assignats pour en relever le crédit, — qu'un des moyens d'y parvenir est d'accepter en paiement l'assignat au-dessus du cours, ce qui intéresserait la majorité des citoyens à l'augmentation de sa valeur, — que, de même qu'il est quelquefois de l'intérêt du trésor de négocier du papier contre du numéraire et du numéraire contre du papier, il est, dans les circonstances actuelles, d'un intérêt majeur et même d'un besoin absolu pour la trésorerie de négocier une partie de l'emprunt payable en numéraire contre des assignats que l'on ferait brûler pour assurer d'autant plus la valeur de ceux qui lui restent à émettre » il prolonge jusqu'au 30 nivôse, pour Paris et le département de la Seine, le délai d'acceptation des assignats, mais sur des bases spéciales. Jusqu'au jour fixé, les percepteurs et la Trésorerie nationale peuvent « accepter par négociation des assignats au cours, en faisant remise de 30 capitaux sur le nombre de ceux qui exprimeront le cours de l'assignat. Ainsi par exemple, si l'assignat est 200 capitaux pour 1, il sera reçu sur le pied de 170 » (art. 2). L'article 4 ajoute que la négociation ne pourra jamais se faire de manière qu'on accepterait l'assignat au-dessus de la centième partie de sa valeur. Il ne se fera plus de remise lorsqu'il aura atteint ce cours ». Enfin « tous les assignats provenant de cette négociation seront barrés, annulés et brûlés, conformément à l'article 1^{er} de la loi du 3 nivôse, comme provenant de l'emprunt forcé ».

(1) B. H. E. R., 1911, p. 396, n° 659.

(2) *Id.*, p. 397, n° 664.

Devant l'effet à peu près nul de cette loi, on fut obligé de proroger encore le délai après le 30 nivôse. L'arrêté du 27 nivôse an IV (17 janvier 1796) (1) porte qu'à partir de cette date l'emprunt forcé sera payé moitié en numéraire, matières d'or et d'argent ou grains, moitié en assignats au cours de la veille de la Bourse de Paris pour le département de la Seine, et au cours pris dix jours auparavant pour les autres départements (2), et une circulaire du ministre des Finances du 30 nivôse (3) prescrit aux administrateurs de département de donner à cet arrêté « la plus grande publicité » et de veiller à ce que les assignats provenant de ces rentrées « soient biffés par les receveurs et percepteurs en présence des prêteurs ».

Une fois de plus l'espoir du législateur fut trompé ; ses efforts pour sortir d'une situation aussi angoissante restèrent vains. La lenteur de la rentrée de l'emprunt forcé le mit dans l'obligation de revenir au système primitif. Tandis que le cours des assignats est publiquement à moins de 1/250 de leur valeur nominale, la loi du 19 ventôse (9 mars) (4) détermine de nouveau une époque jusqu'à laquelle ils pourront être reçus à raison de 100 capitaux pour 1 en paiement de l'emprunt. Le terme du délai est fixé au 30 ventôse pour le département de la Seine, au 1^{er} germinal pour les départements éloignés de Paris de moins de 50 lieues, au 30 germinal pour les autres. « Ce délai passé, les assignats ne doivent plus être reçus que sur le pied de 110 capitaux, et d'un capital de plus par jour de retard ». Nous n'insisterons pas sur une série de cas (paiement de la contribution foncière, de certains baux, etc...) dans lesquels ils étaient même admis pour leur valeur nominale (5).

Toute cette législation au jour le jour, caractéristique de la gêne du gouvernement et de son angoisse devant la difficulté

(1) B. H. E. R., 1911, p. 400, n° 673.

(2) Cf. arrêté du 21 nivôse (11 janvier), *id.*, p. 399, n° 666.

(3) *Id.*, p. 401, n° 675.

(4) *Id.*, p. 413, n° 705.

(5) V. notes de M. Camille Bloch, *id.*, p. 25.

de se procurer des subsides chaque jour plus problématiques, se complique encore du fait de l'existence d'un autre papier-monnaie, gagé lui-même sur les rentrées de l'Emprunt forcé.

D'abord limité aux paiements effectués par la Trésorerie nationale aux fournisseurs de la République (1), le système des *Rescriptions* fut élargi par l'arrêté du 1^{er} nivôse an IV (22 décembre 1795) (2). Ces rescriptions étaient des bons, valeur métallique, à un, deux ou trois mois de date gagés sur les produits de l'Emprunt forcé. Emises par la Trésorerie nationale, elles étaient acquittées par les caisses des départements sur lesquels elles étaient tirées et étaient reçues pour comptant dans les caisses de la République. Leur total ne pouvait excéder 30 millions en valeur métallique (3).

Malgré la brièveté de leur délai de remboursement, les rescriptions n'obtinrent pas la confiance du public. La rentrée de l'Emprunt forcé, qui les garantissait, paraissait à tous douteuse, effectivement le Trésor n'en avait obtenu qu'une dizaine de millions, au lieu de six cents millions prévus (4). Dès le 12 pluviôse, le nouveau papier perdait 15 0/0 (5), le 20, on entendait dire que son cours était à 40 0/0 et qu'il serait bientôt aussi discrédité que les assignats (6).

Il devait en effet baisser encore, malgré les efforts des pouvoirs publics. Les rapports de police sur l'opinion populaire nous montrent jour par jour la foule parisienne convaincue que l'énorme dépréciation venait uniquement des agioteurs, des contrefacteurs, « gens ennemis de la République », des paysans « avides et accapareurs ». Ce même peuple qui réclamait avec tant de véhémence l'exacte application des lois était-il bien certain de leur efficacité ? On peut en douter. Il semble

(1) Arrêtés des 28 et 30 frimaire, an IV. B. H. E. R., 1911, p. 395, n^{os} 652 et 653.

(2) B. H. E. R., 1911, p. 395, n^o 654.

(3) *Id.*, p. 399, n^o 669.

(4) A. Schmidt, *Paris pendant la Révolution*, III, p. 152.

(5) A. Schmidt, *Tableaux*, III, p. 84.

(6) *Id.*, III, p. 94.

nien que tout le monde commençait à être las des assignats, des rescriptions, des billets douteux à gage illusoire, de cette « monnaie carrée » qui prétendait représenter des richesses fantastiques et n'avait aucune valeur d'échange utile. Et cependant c'est encore à un papier monnaie que le Directoire allait avoir recours pour essayer de restaurer son crédit, de retarder la débâcle, de limiter, sinon d'empêcher la banqueroute menaçante.

CHAPITRE I

LA PRÉPARATION ET LA DISCUSSION DE LA LOI SUR LES MANDATS TERRITORIAUX

Dans les quelques pages qui précèdent, nous n'avons essayé de dégager que les traits principaux de l'abondante législation par laquelle le Directoire, après les autres gouvernements révolutionnaires, s'efforça de se procurer des ressources tout en défendant son crédit. Aussi profondément typique que soit ce simple exposé, nous croyons que l'étude des discussions parlementaires qui aboutirent à la création des mandats territoriaux est d'un intérêt plus puissant encore. « La loi du 28 ventôse, écrit M. Schmidt, ne fut parachevée qu'après bien des hésitations et des oscillations (1) ». Tout le débat sur les finances, qui occupe en ventôse an IV la plus grande partie des séances au Conseil des Cinq-Cents, met en pleine lumière l'acuité de la crise, politique autant qu'économique, provoquée par l'agonie des assignats. C'est l'existence du régime, c'est la continuation même de l'œuvre révolutionnaire qui est mise en jeu par la ruine du système financier. Et les membres de l'Assemblée le défendent de toute leur conviction, de toute leur foi, désespérément. Dans leur recherche passionnée d'une solution, ils ne veulent pas sentir le peu de solidité du terrain sur lequel ils marchent, mais derrière les paroles volontairement pleines de confiance, on devine l'incertitude et l'angoisse. Comment vivre ? Comment fournir au Gouvernement les moyens de poursuivre

(1) *Paris pendant la Révolution*, III, p. 153.

sa tâche ? Les jours passent, et les difficultés augmentent sans cesse. « On ne comprendrait pas, dit encore M. A. Schmidt, que l'Etat ait réussi à prolonger son existence du 19 février (date du brûlement de la planche aux assignats) jusqu'au 18 mars (création des mandats) s'il n'avait contracté des dettes flottantes, laissé des créanciers impayés et ajourné ses paiements, en faisant entrevoir dans l'avenir les trésors qu'allait procurer le nouveau papier-monnaie (1) ». Cette phrase laisserait entendre que la création des mandats fut la réalisation d'un plan logiquement construit et dressé de longue main. Peut-être les membres du Directoire en avaient-ils l'idée longtemps avant de soumettre leur proposition aux législateurs. Mais ceux-ci semblent bien s'être ralliés à cette solution, d'ailleurs très voisine de conceptions souvent formulées, comme en avouant leur impuissance à résoudre le problème qu'ils discutaient chaque jour.

Le débat sur les assignats s'était engagé au début de ventôse an IV au Conseil des Cinq-Cents. Saisi par un message du Directoire d'un projet de création d'une Banque dont le gouvernement lui-même accepterait le patronage après en avoir provoqué l'organisation, les représentants l'avaient repoussé. Ils ne croyaient pas que les opérations de cet établissement dussent « faciliter le service du Trésor public, soutenir le crédit des assignats et relever le crédit particulier (2) ». Bien au contraire, ils se rangèrent à l'avis de Bentabole : « A-t-on bien examiné, dit-il, les inconvénients attachés à cette émission d'une nouvelle monnaie ? Ne craint-on pas qu'elle achève la ruine de celle dont le gage est assuré, et qui repose sur la loyauté nationale (3) ? » — « Tous nos soins, ajouta Bailleul, toute notre sollicitude doivent être consacrés à redonner à notre assignat-monnaie le crédit qu'il a perdu (4) ». Ainsi la question était nettement posée, et le Conseil allait l'aborder dès le len-

(1) *Paris pendant la Révolution*, III, p. 153.

(2) Cinq-Cents, 3 ventôse, *Moniteur* du 8 ventôse, an IV.

(3) *Id.*

(4) Cinq-Cents, 3 ventôse *Moniteur* du 9 ventôse.

demain. Rendre le crédit aux assignats, et leur rendre le crédit en assurant leur gage, tel fut le thème de la discussion.

Devant quelle masse de papier en circulation se trouvait-on ? Dans la séance du 4 ventôse, Camus, au nom de la commission des finances, présenta sur cette question un long rapport. Il débutait par une étude historique du système des assignats. Simples titres de créance sur les domaines de la nation, leur crédit se maintint jusqu'au jour où les circonstances forcèrent à en émettre au delà des bornes fixées. Mais l'inquiétude et sa conséquence la dépréciation provoquées par cette pratique devaient disparaître, puisque les planches étaient brisées et les quantités fabriquées connues. D'après les registres de la Trésorerie nationale, il évaluait qu'il avait été créé en tout pour 45.531.000.000 de papier monnaie (1). Jusqu'au 1^{er} ventôse le brûlement ou la démonétisation devaient en avoir supprimé pour plus de 6.000.000.000. Il en devait donc rester seulement un peu plus de 39.000.000.000. « Mais, ajoutait-il, les rentrées de l'Emprunt forcé ne sont pas connues encore d'une manière certaine. Le ministre des Finances, d'après les renseignements qui lui parviennent assure que celles qui se sont opérées jusqu'à ce jour peuvent être évaluées à dix milliards. En ajoutant les rentrées qui peuvent encore s'opérer, on peut assurer que la masse de la circulation sera réduite dans peu de jours à vingt milliards ou vingt-cinq milliards tout au plus » (2). A ces sommes, il opposait des évaluations des richesses nationales. Les forêts à elles seules, qui n'avaient pas été comprises d'abord dans le gage affecté aux assignats, représentaient d'après lui une valeur supérieure à trois milliards.

Malgré quelques contradictions, dont certaines étaient tout à fait fantaisistes, ce chiffre de trois à quatre milliards était généralement admis comme estimation des biens nationaux. C'est sur lui que s'appuyèrent à peu près tous ceux qui, dans les séances suivantes, présentèrent des projets destinés à assurer

(1) Cependant le décret du 2 nivôse, an IV, fixait la limite d'émission des assignats à 40 milliards. V. p. 6, note 1.

(2) *Moniteur* du 9 ventôse, an IV.

e re èvement du papier monnaie discrédité. Ils furent fort nombreux. Nous ne noterons que les opinions les plus intéressantes.

Bondin voyait dans le recouvrement de l'Emprunt forcé qui, porté à 600.000.000 valeur métallique, absorberait quarante milliards d'assignats et ferait rentrer deux cents millions, valeur réelle, dans les caisses du trésor, un moyen facile de rétablir le crédit (1). D'après Thibault, la dépréciation n'était que l'effet d' « un préjugé funeste et de la disparition d'une confiance » qu'il était aisé de rétablir. La mise en vente des biens nationaux seule pouvait être efficace, car il était impossible de prévoir combien l'emprunt forcé ferait rentrer d'assignats, certaines régions l'acquittant en numéraire, d'autres en denrées (2).

Beffroy élevait plus haut le débat. Pour lui, la « versatilité de la législation » était une des causes qui influait le plus sur le crédit. La vente des biens nationaux pouvait absorber tous les assignats, et peut-être même serait elle rémunératrice pour le Trésor. Mais pour en arriver là, il était indispensable de « prouver la fidélité du Gouvernement à ses engagements » et de « rétablir dans tous les esprits l'idée sublime et vraie de la loyauté française. » Il faut donc avant tout, disait-il, « rapporter toutes les lois qui ont ôté à l'assignat son caractère de monnaie nationale, en l'avalissant devant le métal (3) ».

Des remèdes plus héroïques encore étaient proposés. « Il faut, dit Lakanal, faire rendre des comptes rigoureux des sommes énormes qui ont été mises à la disposition de ces ministres et de ces commissions que j'ai vues se succéder pendant la Révolution avec la rapidité des météores dans un orage affreux et qui usent avec tant d'habileté et de persévérance du conseil donné jadis à Périclès par Alcibiade : cherchez plutôt les moyens de ne rendre point compte que de le rendre » (4).

(1) Cinq-Cents, 5 ventôse, *Moniteur* du 10 ventôse.

(2) *Id.*

(3) *Id.*

(4) *Id.*, 6 ventôse, *Id.*, 11 ventôse.

Lauthenas émit même l'idée de créer une tontine nationale (1).

Généralement, les procédés qui rencontraient le plus de faveur de la part de la majorité étaient toujours ceux qui avaient déjà inspiré la législation antérieure. Ils consistaient dans l'accélération du paiement de l'Emprunt forcé, la prompte rentrée des contributions arriérées, la réalisation « du grand acte de justice » (2) que devait être la mise en vente des domaines nationaux, enfin la destruction définitive de toutes les coupures qui, par suite de ces diverses opérations, feraient retour aux caisses de l'Etat. Le cours forcé des assignats, la répression de la contrefaçon et de l'agiotage, la fermeture de la Bourse, et surtout l'interdiction d'exporter du numéraire ou des matières d'or et d'argent étaient beaucoup plus controversées.

Mais il est d'autres projets qui méritent ici une place à part. S'ils n'obtinrent pas le succès qu'espéraient leurs auteurs, ils présentent néanmoins pour nous un intérêt tout spécial, car ils offrent des points de ressemblance nombreux avec le système des mandats territoriaux. Il s'agit de ceux qui tendaient à la création, par timbrage, d'une classe d'assignats privilégiés.

La première proposition de ce genre fut présentée par Gay-Vernon aux Cinq-Cents, dès le 5 ventôse.

« Je propose, dit-il, de faire timbrer trois milliards d'assignats et de les hypothéquer spécialement sur les trois milliards de biens nationaux. J'affecte deux de ces milliards aux besoins du gouvernement, ils seront déposés dans une caisse à trois clefs d'où ils ne pourront sortir que par une loi : le troisième milliard, représentatif d'un milliard valeur métallique, servira à retirer tous les autres assignats. Or, comme, après le paiement de l'Emprunt forcé, il ne restera, dans la supposition la moins favorable que 20 milliards d'assignats en circulation (3) il est évident que les citoyens ne donneront dans le retirement

(1) Cinq-Cents, 16 ventôse, *Moniteur*, 20 ventôse.

(2) Discours d'Isnard, Cinq-Cents, 6 ventôse, *Moniteur*, 11 ventôse.

(3) Nous avons vu que c'était le chiffre donné par Camus, rapporteur de la Commission des finances, dans la même séance.

des vingt milliards d'assignats que vingt capitaux pour un, tandis qu'aujourd'hui, dans leurs achats et transactions, ils donnent 250 capitaux pour un. Chaque propriétaire d'assignats recevrait donc une valeur réelle douze fois plus forte que ce qu'il donnerait. Mais, dira-t-on, ce sont toujours des assignats ! — Mais des assignats dont le gage est certain, visible et productif... Je sentirais la faiblesse de mes raisonnements si la planche aux assignats existait encore, mais elle est brisée pour toujours. Le nombre ne pourra donc en augmenter, ni le gage diminuer ; dès que les besoins de la République et le commerce n'exigeront plus, par le retour du numéraire, la circulation des assignats, le gage sera vendu et consacré à son retirement ». Le système se complétait de peines sévères frappant comme « traitres à la Patrie » ceux qui refuseraient « un signe bien préférable à l'or » (1).

Le projet de Monnot était plus simple encore. Il consistait à hypothéquer sur les forêts nationales autres que celles mises à la disposition du Directoire, trois milliards d'assignats revêtus d'un nouveau timbre, qui auraient dans la circulation la valeur de la monnaie métallique. Sur ces trois milliards, deux cents millions seraient prélevés et serviraient au remboursement des assignats déjà en circulation à raison de cent capitaux pour un (2).

Enfin Dubois Crancé présentait un véritable plan de réorganisation des finances, qui supposait lui aussi essentiellement le timbrage d'une certaine quantité d'assignats. On devait, d'après lui, commencer par retirer de la circulation, en activant la rentrée de l'Emprunt forcé et des contributions arriérées, et en mettant en vente au plus tôt ceux des biens nationaux (maisons et usines) sujets à détérioration, la plus grande quantité possible de papier-monnaie. Cela fait, en prélevant sur toutes les coupures restant sur le marché un droit de timbre proportionnel, on en réduirait la masse à trois milliards. Ces derniers assignats seraient alors revêtus d'un timbre spécial,

(1) Cinq-Cents, 5 ventôse. *Moniteur*, 10 ventôse.

(2) Cinq-Cents, 9 ventôse. *Moniteur*, 14 ventôse.

et endossés, de la main de commissaires désignés à cet effet, pour leur valeur réelle. Pour assurer cette valeur, il serait fait une vérification de tous les domaines nationaux disponibles, avec leur estimation exacte, valeur de 1790. Et de tous ces biens on prélèverait une quantité déterminée, valeur de 3 milliards de 1790, « applicable spécialement et en masse à tous les assignats restant en circulation. » Ainsi, « correspondant désormais pour une valeur égale aux biens nationaux qui leur seront affectés » ces assignats timbrés, devenus « une valeur réelle, transmissible, aussi solide que toutes les propriétés des citoyens, mais encore nécessaires aux transactions d'une immense population » devaient avoir jusqu'à la paix cours forcé de monnaie et être admis « pour leur valeur nouvellement désignée, dans toutes les transactions des particuliers, et dans toutes les caisses publiques (1) ». Pour compléter son système, Dubois Crancé n'avait garde d'oublier de réclamer les peines les plus rigoureuses (la déportation en l'espèce) contre tout « ennemi de la République » qui refuserait de recevoir en paiement des assignats ainsi consolidés.

Le Conseil des Cinq-Cents jugea ce projet suffisamment important pour en ordonner l'impression et le renvoi à une Commission d'étude (2), mais les idées de Gay-Vernon et de Monnot avaient été déjà mal accueillies par la majorité des représentants. Ils n'y voulaient voir qu'une façon d'avouer la banqueroute ou de discréditer davantage encore la monnaie républicaine.

Eschassériaux se fit l'interprète de l'opinion générale. Le 15 ventôse, il vint affirmer la nécessité de ne retenir du projet que les idées de nature à « concourir au rétablissement des assignats ». Il était urgent d'écarter celles qui « n'ayant encore pour elles aucune expérience, et présentant, avec une exécution incertaine, beaucoup de dangers, pourraient tromper l'espérance du législateur (3) ». En conséquence, le projet de

(1) Cinq-Cents, 7 ventôse. *Moniteur*, 12 ventôse.

(2) *Id.*

(3) *Id.*, 15 ventôse. *Id.*, 20 ventôse.

résolution qu'il soumettait à son tour excluait définitivement tout système basé sur la création d'une classe quelconque d'assignats privilégiés. Il n'en fut d'ailleurs adopté que deux points particuliers. L'un, relatif au recouvrement de l'Emprunt forcé, devint la loi du 19 ventôse, an IV (9 mars 1796) que nous avons eu l'occasion de signaler déjà (1). L'autre, voté le 17 ventôse, décidait la réouverture de la vente des biens nationaux jusqu'à concurrence d'un milliard (2).

En somme, la discussion s'éternisait. Il fallût qu'une intervention du gouvernement vint provoquer une décision.

Les 2 et 3 nivôse (23 et 24 décembre) précédents, il avait été mis à la disposition du Directoire, pour qu'il pût assurer le service public et surtout faire face aux dépenses militaires, un ensemble de biens nationaux représentant environ 800 millions, valeur métallique (3). Mais le gouvernement n'avait pu encore

(1) V. p. 6 ().

(2) Cinq-Cents, 17 ventôse. *Moniteur*, 20 ventôse.

(3) 2 Nivôse, an IV (23 décembre 1795). *Loi qui autorise la vente de bien dépendants des domaines nationaux*. — Le Directoire exécutif fera procéder dans la forme ordinaire, devant les administrateurs de département, à la vente des bois dépendant des domaines nationaux, d'une contenance moindre de quinze mille ares (trois cents arpents environ), séparés et éloignés des autres bois et forêts d'un kilomètre au moins (cinq cents toises environ). — Ces ventes seront faites en numéraire ou en assignats suivant que le Directoire le jugera le plus utile, et le prix en sera payé un tiers comptant, les deux autres tiers en deux paiements égaux dans les deux mois suivants : il sera versé à la Trésorerie nationale pour être employé aux dépenses publiques (Duvergier, IX, 26). — 2 nivôse, an IV. *Loi qui autorise le Directoire exécutif à traiter pour trente ans de la jouissance de plusieurs forêts nationales*. — Art. 1^{er}. Le Directoire exécutif est autorisé à traiter de la jouissance des forêts ci-devant royales de Fontainebleau, Compiègne, Laigle et Halatte, pour un espace de trente ans, à la charge pour les acquéreurs de se conformer aux aménagements et aux dispositions des lois. Les fonds provenant de ces traités seront versés à la Trésorerie nationale, pour être employés au service public (Duv., IX, 26, 27). — 3 nivôse, an IV. *Loi qui ordonne la vente de plusieurs maisons et parcs dépendant de la ci-devant liste civile, ou provenant des ci-devant princes émigrés*. Le Directoire exécutif fera procéder dans la forme ordinaire, d'après les divisions et subdivisions.

en tirer aucune utilité. Dans leur séance du 17 ventôse (7 mars), les Cinq-Cents furent saisis par un message (1) des difficultés que traversait le ministère des Finances. Deux raisons l'empêchaient de réaliser les ressources prévues : d'abord la qualité des domaines choisis, et en second lieu les formalités prescrites pour leur vente qui devait être effectuée « dans la forme ordinaire ». « Faute, disait ce message, de pouvoir vendre ces biens en suivant des moyens plus conformes à l'intérêt public, et de pouvoir disposer de domaines moins étendus, mais plus recherchés, le Directoire ne pourra continuer plus longtemps à assurer le service public ». Le Conseil ne put se dissimuler la gravité de la situation et chargea sa Commission des Finances d'étudier d'urgence la question (2).

Deux jours après, Defermont, rapporteur, prit la parole. « Vous avez entendu avec attention, dit-il, la lecture du message du Directoire exécutif sur la nécessité de lui donner un nouveau moyen de pourvoir aux dépenses publiques. La Commission des finances s'est occupée de l'examen de ce message, et je viens aujourd'hui vous présenter son opinion. Elle a eu des conférences avec le ministre des Finances et avec des membres du Directoire. Elle s'est convaincue que, sans s'écarter des mesures de sagesse qui sont nécessaires pour relever le crédit des assignats, il fallait faciliter le service public en assu-

qui seront jugées les plus utiles et devant les administrations de département, à la vente des maisons et parcs de Saint-Cloud, Meudon, Vincennes, Madrid, Bagatelle, Choisy, Marly, Saint-Germain, Maisons, Carrières, le Vésinet, Rambouillet, Chambord, Chantilly, Chanteloup, Le Pin, et de toutes les autres maisons et parcs dépendant de la ci-devant liste civile ou provenant des ci-devant princes émigrés, à l'exception seulement des maisons principales de Versailles, Fontainebleau et Compiègne, destinés à des établissements publics. — Ces ventes seront faites en numéraire ou en assignats suivant que le Directoire le jugera le plus utile, les prix en seront payés un tiers comptant et les deux autres tiers en deux paiements égaux dans les deux mois suivants ; ils seront versés à la Trésorerie nationale pour être employés aux dépenses publiques. (Duv., IX, 27).

(1) *Moniteur*, 22 ventôse.

(2) *Id.*

rant les dépenses. Il est absolument indispensable, dans le moment où la vente des domaines nationaux vient d'être rouverte, de mettre entre les mains du Directoire une partie de ces domaines suffisante pour continuer la guerre (1) ». En conséquence, le rapporteur présentait deux projets correspondant au double désir du gouvernement. Nous laisserons de côté le premier qui, relatif au mode des ventes, offre peu d'intérêt de notre point de vue. Le second, au contraire qui propose les « moyens nouveaux d'assurer le service » est pour nous d'une importance capitale.

Les lois des 2 et 3 nivôse étaient rapportées ; les domaines mis par elles à la disposition du Directoire, réunis à tous les autres qui formaient le gage des assignats : la vente des biens de la nation portée de 1.000.000.000 à 1.800.000.000. Les fonds nécessaires aux dépenses publiques seraient fournis par l'émission de 600.000.000 (valeur métallique) de *mandats* qui, déposés à la Trésorerie nationale, n'en sortiraient que pour les crédits ouverts aux ministres. Les porteurs de ces mandats pourraient se présenter devant l'administration du département où serait situé le bien qu'ils voudraient acquérir, et ce bien leur serait adjugé au prix d'une estimation faite par deux experts, l'un nommé par l'acquéreur, l'autre par l'administration départementale. En cas de contestation, il serait nommé un troisième expert par le Département. Le prix de l'acquisition devrait être payé moitié dans les 24 heures, moitié dans le mois (2).

Pour la première fois, le mot de « mandats » était prononcé devant les représentants. Mais il nous faut surtout retenir de l'analyse du projet qu'il contient en germe tout le système que la loi du 28 ventôse se borna à perfectionner et à développer. Continuation des « mesures de sagesse nécessaires pour relever le crédit des assignats », création d'un papier-monnaie nouveau, simplification de la procédure de vente des biens nationaux affectés à son gage, telles étaient ses caractéristiques.

On serait porté à croire, après avoir vu l'hostilité des Cinq-

(1) Cinq-Cents, 19 ventôse. *Moniteur*, 23 ventôse.

(2) *Id.*

Cents envers toutes les propositions d'émission ou de création par timbrage d'assignats spéciaux et privilégiés, qu'ils allaient réserver le même accueil à un plan financier qui offrait avec ces précédents une aussi grande parenté (1). Ils furent beaucoup moins sévères, et il est permis de s'en étonner. Dans leur pensée, était-ce le seul mot d'assignat, évocateur de trop de ruines et de déceptions douloureuses, qui supportait tout le poids d'une défaveur à laquelle échappait, par suite d'une étrange illusion, le fond du système ? Faut-il voir au contraire dans cette attitude, une marque de déférence à l'égard de mesures ouvertement inspirées par le Directoire ? Les deux sentiments durent conduire au résultat. La résolution fut votée telle qu'elle avait été proposée, non d'ailleurs sans avoir été violemment et brillamment combattue.

Bentabole voyait dans le projet les plus grands dangers, les inconvénients les plus graves. « On veut, dit-il, faire le service avec les mandats. N'est-il pas à craindre que ce ne soit là qu'une ressource momentanée ? Vous destinez les mandats à l'achat de domaines nationaux sur le pied de la valeur métallique : n'est-il pas à craindre que l'agiotage qui épie toutes vos opérations pour s'en emparer, ne cherche à discréditer les mandats ? Une fois discrédités, l'agioteur les achèterait sur la place à bas prix, et ainsi, avec quelques millions en numéraire, on vous enlèverait pour six cents millions de biens nationaux... Mettre en concurrence l'assignat avec un nouveau papier monnaie, est-ce relever le crédit de l'assignat ? N'est-ce pas plutôt en achever la dépréciation (2) » ? « De quelque manière que vous considériez les mandats, fit à son tour remarquer Bailleul, ce n'est qu'une nouvelle espèce d'assignats, des assignats avec privilège ». Et il s'attacha à montrer l'inefficacité de la réforme :

(1) Au début même de la séance du 20, un projet de Dubois-Crancé proposant de rembourser en valeur métallique tous les assignats en circulation à cent capitaux pour un et de les remplacer dans les transactions par 1.500.000.000 d'autres assignats qui auraient nominativement la valeur métallique, fut encore écarté par la question préalable (*Moniteur*, 24 ventôse).

(2) Cinq-Cents, 20 ventôse, *Moniteur*, 24 ventôse.

« déjà les rescriptions qui remboursables sur le produit de l'Emprunt forcé, présentaient réellement un gage plus certain que les domaines nationaux, perdent considérablement. Personne ne peut garantir que les mandats auront plus de crédit. Au contraire, si les porteurs de mandats enlèvent tout ce qu'il y a de plus précieux en matière de biens nationaux, c'est un tort considérable fait aux porteurs d'assignats... N'aurait-il pas mieux valu vous occuper des moyens de relever le crédit de votre papier actuel, que d'en créer un nouveau ?... Jeter au hasard pour 600.000.000 de papier nouveau dans la circulation, sans savoir quel en sera le sort, quels effets il produira, me paraît une mesure hasardée et dangereuse (1) ».

Ces opinions, malgré leur sagesse, malgré l'évidence des faits invoqués, ne purent conquérir l'assemblée. Dubois Crancé soutint le projet gouvernemental de toute son autorité en finances, présentant comme transitoire le système nouveau. « Loin d'anéantir le crédit, loin d'altérer le gage de l'assignat, il le renforce. » En procurant 600.600.000, il permet de vivre plusieurs mois, d'assurer le service. Pendant ce temps la commission des finances pourra terminer ses opérations, évaluer exactement la valeur des domaines et la masse des assignats en circulation ; « on pourra alors déterminer sa valeur et asseoir un plan de finances sur des données certaines »... Il ne s'agissait que d'assurer le service pendant quelques mois, la Commission a trouvé la solution ». Il terminait en affirmant sa confiance dans le relèvement du crédit des assignats (2).

A la suite de Dubois Crancé, Perrin apporta de nouveaux arguments en faveur des mandats. Il ne voyait en eux que des « cédules hypothécaires » dont les acquéreurs de domaines nationaux s'empresseraient de faire usage, de sorte qu'ils ne sauraient servir de nouvel aliment à l'agiotage (3). Et Thibault, pour qui ils étaient simplement des « lettres de changes tirées sur les domaines nationaux » exposa même la théorie d'un

(1) Cinq-Cents, 20 ventôse, *Moniteur*, 24 ventôse.

(2) *Id.*

(3) *Id.*, *Moniteur*, 25 ventôse.

procédé que nous verrons plus tard largement mettre en pratique : l'échange des assignats contre les mandats (1).

Au cours de cette discussion, le Conseil eut à s'occuper d'un projet, présenté par Auger, relatif au mode d'aliénation des domaines nationaux. Les 21 articles en furent adoptés presque sans débat. Nous nous bornerons à noter ici les dispositions qui font intervenir le nouveau papier-monnaie.

Les ventes de domaines nationaux, ordonnées par les résolutions des 17 et 20 du même mois, jusqu'à concurrence de dix huit cents millions, valeur métallique, devaient être faites sur enchères à extinction de feu, « à l'exception néanmoins de tous ceux de ces biens qui, suivant la résolution portant création de 600.000.000 de mandats, pouvaient être aliénés sur estimation aux porteurs de mandats ». Le montant de l'adjudication devait être acquitté, un tiers en mandats reçus pour leur valeur métallique, les deux autres tiers en assignats reçus sur le pied de 30 capitaux pour un (2).

La résolution créant les mandats, et dont nous donnons ci-dessous le texte complet (3) ne devait pas, dans sa forme pre-

(1) Cinq-Cents, 20 ventôse. *Moniteur* 25 ventôse.

(2) Cinq-Cents, 21 ventôse. *Moniteur*, 25 ventôse.

(3) *Art. 1.* Les lois des 2 et 3 nivôse, qui mettent à la disposition du Directoire exécutif des Domaines nationaux, sont rapportées, et ces domaines sont réunis aux autres domaines nationaux servant de gage aux assignats. *Art. 2.* — La vente fixée à un milliard par la résolution du 17 de ce mois, sera portée à 1.800.000.000. *Art. 3.* — Le Directoire exécutif fera fabriquer des mandats à la concurrence de 600.000.000. Ces mandats seront versés à la Trésorerie nationale et n'en pourront sortir que pour les crédits ouverts aux ministres. *Art. 4.* — Tout porteur de ces mandats pourra se présenter à l'administration du département de la situation du domaine national qu'il voudra acquérir, et le contrat de vente lui en sera passé sur le prix de l'estimation qui en sera faite, à la condition d'en payer le prix en mandats, moitié dans les 24 heures du contrat, et l'autre moitié dans le courant du mois. Le contrat sera passé dans la décade, au plus tard, du jour de la clôture de l'estimation. *Art. 5.* — L'estimation sera faite par experts, l'un nommé par l'administration de département, l'autre par le soumissionnaire, et en cas de partage, le tiers sera nommé par l'administration. *Art. 6.* — En aucun cas,

mière, être mise à exécution. Les Cing-cents la votèrent le 20 ventôse (10 mars). Dès le 23, ils reçurent des Directeurs un second message, qui nous montre bien quelle part importante prirent ceux-ci dans la direction de ce long débat. Tels qu'ils venaient d'être créés, les mandats n'étaient pas complets, le système adopté n'était qu'une demi-mesure. Le gouvernement voulait davantage, il attendait tout de l'innovation qu'il avait suggérée, et il exprimait nettement sa pensée aux représentants.

« Citoyens législateurs, disait le message, votre résolution du 20 de ce mois, relative à la création de mandats territoriaux, est une de ces mesures grandes et heureuses qui, aux époques les plus critiques de la Révolution, opérèrent le salut de la République, mais elle lui deviendrait funeste si vous ne vous hâtiez d'y ajouter le complément qui lui est indispensable, celui de donner cours forcé aux mandats... ». C'est le seul moyen d'éviter que l'agiotage se saisisse des nouveaux papiers comme des anciens, dépouille la nation de ses domaines et prive le gouvernement des ressources qu'on a voulu lui procurer et dont il a un si pressant besoin. Sans cours forcé, c'est à la fois la ruine du système établi et celle de toutes les espérances. Au contraire il est aisé de voir « que c'est l'agiotage lui-même qui va trouver sa mort dans la création du mandat devenu monnaie forcée, et qu'en vingt quatre heures le gouvernement va tripler la valeur actuelle des assignats. » Il suffit pour cela que l'on fixe entre la valeur des assignats et celle des mandats la proportion de 1 0/0, que l'échange puisse être fait à bureau ouvert, et le mandat ayant la même valeur que l'argent, la valeur des assignats est triplée. On brûlera les assignats ainsi retirés, et peu à peu ensuite leur valeur pourra être améliorée, jusqu'à rétablissement de l'équilibre. Mais il

l'estimation faite par ces experts ne pourra être inférieure à celles qui auraient été faites antérieurement. *Art. 7.* — Tous les mandats provenant des ventes de Domaines nationaux seront biffés en présence des parties payantes, par les receveurs, et ensuite brûlés de la même manière que les assignats (*Moniteur*, 23 ventôse, an IV).

faut pour cela les peines les plus énergiques contre ceux qui tenteraient de discréditer le papier-monnaie (1).

La Commission des finances, chargée d'examiner ce message, avertit dès le lendemain le Conseil de l'achèvement de son étude. Mais pour la discussion, on revint sur la décision pourtant votée d'enthousiasme à l'ouverture de l'important débat dont nous venons de noter les principales phases. Quelles considérations poussèrent l'assemblée à se former en Comité général, et à se relever ainsi de son engagement « de mettre au grand jour tout ce qui concernait les dépenses publiques » ? Les législateurs redoutèrent-ils, de la part des tribunes, des manifestations hostiles à un projet qui n'était généralement pas approuvé (2) ? Dans tous les cas, ils donnèrent leur adhésion aux idées du Directoire. Lorsque, le lendemain 27 ventôse, à 4 heures de l'après-midi, la séance fut rendue publique, la création des mandats était virtuellement chose faite, et l'on donna lecture de la résolution qui, approuvée le lendemain par le Conseil des Anciens, devint la loi du 28 ventôse an IV (18 mars 1796), fondamentale du système dont nous allons étudier l'économie et la destinée (3).

(1) Cinq-Cents, 23 ventôse, *Moniteur*, 27 ventôse.

(2) V. Schmidt, Tableaux (21 ventôse, an IV), III. p. 122.

(3) *Moniteur*, 1^{er} germinal.

CHAPITRE II

ÉTUDE DE LA LOI DU 28 VENTÔSE AN IV. — COMPARAISON ENTRE LES
ASSIGNATS ET LES MANDATS. — LES PROMESSES DE MANDATS. —
LA LÉGISLATION SUR LA FABRICATION DES MANDATS TERRITORIAUX
ET LES FORMES D'ACQUISITION DES DOMAINES NATIONAUX.

« De quelque manière que vous considériez les mandats, ce n'est qu'une nouvelle espèce d'assignats, des assignats avec privilège » avait dit Bailleul aux Cinq-Cents, le 20 ventôse. L'examen de la loi sur les mandats nous montrera le bien fondé de cette opinion. Nous aurons l'occasion de relever, entre l'assignat et le mandat en même temps que des différences importantes, de profondes analogies. Essentiellement, ce sont des valeurs gagées sur les biens nationaux. Mais l'étendue de ce privilège et les procédés par lesquels il est mis en œuvre varient considérablement. Cette situation spéciale du nouveau papier-monnaie domine non seulement la loi du 28 ventôse, mais encore toutes les dispositions qui vinrent ensuite la compléter. Ce sont les avantages attribués aux mandats dans l'acquisition des biens nationaux que sans cesse nous verrons mettre en lumière et rappeler dans les discussions, les déclarations, les proclamations. C'est l'étendue, l'importance de leur privilège qui les individualisent, et permettent de voir en eux le moyen de sauver les finances publiques. Sans doute, sous l'influence de circonstances contre lesquelles le gouvernement essaya en vain de lutter, l'assignat et le mandat devaient finalement se confondre dans la même dépréciation. Quoi qu'il en soit, l'innovation sur laquelle le Directoire fondait tant d'es-

poirs peut bien apparaître à l'origine comme un système complet et logique, malgré les vices primordiaux que nous avons déjà signalés et dont nous trouverons des conséquences à chaque étape de notre étude.

Nous avons vu quel pressant besoin de ressources avait poussé le Directoire à sortir coûte que coûte d'une situation sans issue. Les assignats n'avaient plus aucune valeur ; les rescriptions s'étaient heurtées à une défiance à peu près absolue, la vie économique du pays était complètement arrêtée. Le préambule de la loi du 28 ventôse an IV fait bien ressortir l'acuité de la crise (1). Il constate « que, dans toutes

(1) *Loi portant création de 2 milliards 400 millions de mandats territoriaux*, 28 ventôse an IV-18 mars 1796.

(B. H. E. R. 1911, p. 414, n° 709. Duv., IX, p. 74).

Le Conseil des Cinq-Cents, considérant que dans toutes les parties de la République, l'industrie et le commerce sont entravés par le défaut de confiance dans le principal signe d'échange ; que le discrédit des assignats a rompu tout rapport entre les obligations particulières et les moyens de les libérer ; qu'il en est résulté, dans l'acquit des contributions, dans le paiement des loyers et fermages, et dans toutes les transactions, un embarras nuisible à tous les intérêts.

Considérant que la dépréciation des assignats prend sa source dans leur trop grande abondance, dans la disproportion entre la quantité en émission et la valeur du gage, dans les exagérations de la malveillance et les manœuvres de l'agiotage ; qu'il faut y porter un prompt remède, et prendre toutes les précautions propres à garantir pour l'avenir de pareils inconvénients,.... prend la résolution suivante.

Art. 1^{er}. — Il sera créé pour 2 milliards 400 millions de mandats territoriaux.

Art. 2. — Ces mandats auront cours de monnaie entre toutes personnes dans toute l'étendue de la République, et seront reçus comme espèces dans toutes les caisses publiques et particulières.

Art. 3. — La forme de ces mandats, et les précautions pour constater que la fabrication n'excédera pas les 2 milliards 400 millions, seront réglées de la manière la plus convenable et la plus sûre : il sera fait dans deux jours un rapport à ce sujet.

Art. 4. — Les mandats emporteront avec eux hypothèque, privilège et délégation spéciale sur tous les domaines nationaux situés dans toute l'étendue de la République, de manière que tout porteur de ces mandats pourra se présenter à l'administration de département de la situation du

les parties de la République, l'Industrie et le Commerce sont entravés par le défaut de confiance dans le principal signe d'échange, que le discrédit des assignats a rompu tout rapport entre les obligations particulières et les moyens de les libérer » et qu'il en est résulté un embarras nuisible à tous

domaine national qu'il voudra acquérir, et le contrat de vente lui en sera passé sur le prix de l'estimation qui en sera faite, à la condition d'en payer le prix en mandats, moitié dans la première décade, et l'autre moitié dans les trois mois.

Le contrat sera passé dans la décade, au plus tard, du jour de la clôture de l'estimation.

Art. 5. — La valeur des biens à vendre sera fixée sur le pied de 1790 et calculée à raison de 22 fois leur revenu net, pour les terres labourables, prés, bois, vignes et dépendances, d'après les baux existant en 1790.

À défaut de baux, la valeur de ces biens sera fixée d'après le montant de la contribution foncière de 1793, en prenant pour revenu net, quatre fois le montant de cette contribution et en multipliant cette somme par 22.

Art. 6. — Les maisons, usines, les cours et jardins en dépendans seront également évalués sur le pied de leur valeur en 1790, calculée à raison de 18 fois leur revenu net, d'après les baux existant en 1790.

À défaut de baux, l'estimation sera faite par experts, l'un nommé par l'administration de département, l'autre par le soumissionnaire, et, en cas de partage, le tiers sera nommé par l'administration.

En aucun cas, l'estimation faite par les experts ne pourra être inférieure à celles qui auront été faites antérieurement.

Art. 7. — Ne sont pas compris dans les domaines nationaux hypothéqués aux mandats les bois et forêts au-dessus de trois cents arpents et les maisons et édifices destinés par la loi à un service public.

Art. 8. — Sur les 2 milliards 400 millions de mandats, il sera employé la quantité nécessaire pour retirer, à raison de trente capitaux pour un, tous les assignats qui restent en circulation. Sur le surplus, il sera remis 600 millions à la Trésorerie nationale, et le reste sera déposé dans la caisse à trois clefs.

Art. 9. — Tous les porteurs d'assignats les échangeront contre des mandats dans les trois mois de la présente.

Art. 10. — Les coupures d'assignats de 50 sous et au-dessous seront échangés successivement contre la monnaie de cuivre, au fur et mesure de la fabrication, au dixième de leur valeur nominale.

Art. 11. — Les assignats qui rentreront par l'échange contre des

intérêts. C'est dans le but de porter un prompt remède à tous les inconvénients provenant à la fois de la disproportion entre la quantité d'assignats émis et la valeur du gage et des manœuvres frauduleuses de l'agiotage, que l'on créait pour 2.400.000.000 de mandats territoriaux.

La proclamation par laquelle, dès le 29 ventôse le Directoire présentait aux citoyens le nouveau papier-monnaie, est dans le même sens, des plus éloquentes. « Français, dit-elle, vos législateurs viennent de créer un nouveau signe monétaire, basé tout à la fois sur la justice et sur la nécessité impérieuse de pourvoir aux besoins immenses de l'Etat. Ils ont su concilier l'intérêt de la République avec celui des particuliers, ou plutôt c'est dans cet intérêt particulier même qu'ils ont trouvé des ressources naturelles et abondantes pour le gouvernement, et tels seront toujours les calculs de la vraie, de la seule politique. Enfin, après une guerre si terrible, après tant de secousses violentes, la nation se trouve tout à coup reportée,

mandats, ou contre la monnaie de cuivre, seront biffés en présence de celui qui les remettra, pour ensuite être brûlés dans la forme ordinaire.

Art. 12. — Les mandats qui rentreront par la vente des domaines nationaux seront aussi biffés en présence du payeur, pour être ensuite brûlés.

Art. 13. — Il sera annexé à la présente un tableau des domaines nationaux destinés au gage des mandats.

Art. 14. — Il ne pourra, sous aucun prétexte, être créés de nouveaux mandats sur le même gage.

Art. 15. — La vente des monnaies d'or et d'argent entre particuliers est prohibée ; la commission est chargée de présenter un projet de loi d'exécution à ce sujet.

Art. 16. — Il n'est pas dérogé, par la présente, à la loi du 19 de ce mois sur l'emprunt forcé ; il ne pourra être acquitté qu'en assignats à cent capitaux pour un, avec la progression déterminée par la même loi en cas de retard.

L'art. 17 concerne le mode d'exécution de la loi qui réserve un milliard aux défenseurs de la patrie.

Art. 18. — Les résolutions prises par le conseil, le 20 et 21 de ce mois, sur les mandats et la vente des biens nationaux, sont rapportées.

Art. 19. — Il sera rédigé une instruction pour l'exécution de la présente.

par la création des mandats territoriaux, au même état de fortune et de moyens qu'elle eut dans les premiers jours de la Révolution. Pour faire fructifier ces moyens, pour recouvrer le même degré d'opulence et de splendeur, il ne faut que la même latitude de confiance envers les représentants de la nation, la même obéissance aux lois, la même union fraternelle entre les citoyens, que celles qui régnaient alors... Que la loi sur les mandats territoriaux soit fidèlement observée, et la France sort de sa Révolution heureuse et triomphante ; que cette loi soit méprisée, et un profond abîme se creuse sous nos pas... (1) »

Ne nous demandons pas jusqu'à quel point le Directoire était en droit d'invoquer les grands principes de justice, dans le moment où précisément il avouait une banqueroute de plus de quarante milliards et si son appel à la confiance avait beaucoup de chances d'être entendu. N'insistons pas non plus sur l'état misérable de ce peuple à qui l'on demandait sans cesse de nouveaux sacrifices. Mais nous devons noter le rapprochement que le gouvernement suggérait lui-même entre la création des mandats et celle des assignats.

Ce sont les mêmes sentiments auxquels il est fait appel dans la proclamation du 29 ventôse, an IV et dans celle du 30 avril 1790 (2). Ce sont aussi les mêmes difficultés auxquelles il faut faire face. Mais en six ans, l'« abîme » s'est encore creusé. Pour aussi beaux qu'ils soient, les mots par lesquels on essaie encore de calmer les souffrances et de faire renaître l'espoir, risquent de ne plus être entendus.

Le Directoire ne crut pas du moins devoir rééditer dans sa Proclamation au sujet des mandats la dissertation sur le papier-monnaie que nous trouvons dans l'« Adresse de l'Assemblée nationale aux Français » lors de la première émission d'assignats. On craignait alors que le souvenir des tentatives désastreuses de Law n'influât fâcheusement sur l'accueil réservé aux nouveaux billets, et l'on voulait justifier abondam-

(1) B. H. E. R. 1911, p. 416 n° 710.

(2) *Id.* p. 50, n° 17.

ment leur création. On expliquait comment il fallait « remplacer promptement la monnaie métallique, disparue du commerce » et rien de plus. Evidemment les assignats ne représentaient que le produit des ventes des biens nationaux et ces ventes n'étaient pas réalisées, mais le fait de les délivrer avant que ces biens ne soient aliénés ne changeait rien à leur nature. C'était une simple anticipation, mais indispensable, une anticipation sans laquelle ni le Trésor public, ni ses créanciers, ni les particuliers ne pourraient sortir de la « crise dangereuse » qu'il était « si important de faire cesser ».

« L'Assemblée nationale n'a fait céder aucun principe aux lois de l'impérieuse nécessité. Elle a examiné les assignats-monnaie sous tous les rapports avant de se déterminer. Elle n'a écarté les vaines déclamations sur les anciens abus du papier-monnaie qu'après la plus exacte analyse de son projet. Elle a considéré que l'or et l'argent monnayé eux-mêmes ont deux valeurs différentes, l'une comme marchandise, l'autre comme signe des échanges. La première pouvant varier suivant la rareté ou l'abondance, qui toujours élèvent ou abaissent le prix de toutes les denrées, il fallait que la loi leur imprimât une seconde valeur immuable, pour ne pas multiplier les embarras dans le commerce. L'exacte correspondance de ces deux valeurs serait pour la monnaie le point de perfection, ainsi le signe légal des échanges doit toujours être aussi rapproché qu'il est possible d'une valeur réelle égale à la valeur de convention. Voilà pourquoi un papier-monnaie sans valeur effective (et il ne peut en avoir aucune s'il ne représente des propriétés spéciales) est inadmissible dans le commerce pour concourir avec les métaux qui ont une valeur réelle et indépendante de toute convention. Voilà pourquoi le papier-monnaie qui n'a eu pour base que l'autorité a toujours causé la ruine des pays où il a été établi, voilà pourquoi les Billets de Banque de 1720, après avoir causé les plus grands malheurs, n'ont laissé que d'affreux souvenirs. L'Assemblée nationale n'a pas voulu nous exposer à ce danger, aussi, lorsqu'elle donne aux assignats une valeur de convention obligatoire, ce n'est qu'après leur avoir assuré une valeur réelle, une valeur

immuable, une valeur qui leur permet de soutenir avantageusement la concurrence avec les métaux eux-mêmes ».

Dans la proclamation du 29 ventôse, nous ne trouvons rien de cette théorie à la fois si juste et si spécieuse. Mais le principe de la parfaite « loyauté » du papier-monnaie garanti par les biens nationaux n'était-il pas resté à la base de toute la politique financière de la Révolution ? On ne s'était pas lassé de le répéter, de le développer sous toutes les formes possibles. Malgré les ruines, malgré les pires désastres, il était toujours à l'honneur, et nul ne songeait à le discuter. Si les assignats avaient fait faillite, la faute en était imputable d'abord aux émissions exagérées, ensuite aux agioteurs, aux contrefacteurs, aux malveillants, mais aussi et surtout à un vice essentiel. Ce vice consistait dans les formalités imposées aux porteurs d'assignats pour l'acquisition des domaines nationaux, formalités qui enlevaient à ce papier-monnaie la caractéristique d'être « gagé sur des propriétés spéciales ». C'était la juxtaposition, pour ainsi dire, du papier-monnaie et du bien-fonds qui le garantissait qui constituait la grande innovation de la loi du 28 ventôse, c'était la raison qui faisait croire à son efficacité.

« Le mandat territorial, dit l'article 4, emporte avec lui hypothèque, privilège et délégation spéciale sur tous les domaines nationaux situés dans toute l'étendue de la République. » Tandis que le porteur d'assignats ne pouvait acquérir qu'aux enchères, il suffit au porteur de mandats « de se présenter à l'administration de département de la situation du domaine national qu'il voudra acquérir, et le contrat de vente lui en sera passé, sur le prix de l'estimation qui en sera faite (1), à la condition d'en payer le prix en mandats, moitié dans la première décade, et l'autre moitié dans les trois mois. » Voilà la modification essentielle sur laquelle la proclamation ne manque pas d'insister : « Les mandats territoriaux ont un précieux

(1) Les articles 5 et 6 déterminaient les garanties données à l'acheteur dans cette estimation. V. le texte de la loi du 28 ventôse, an IV, *supra* page 26 en note.

avantage que n'avaient point les assignats et dont le défaut a causé la chute de ceux-ci. Cet avantage est la faculté attribuée au mandat de pouvoir être réalisé à tout instant, sans concurrence, sans enchères, sans entraves, par l'appréhension immédiate et incontestable du domaine nationale sur lequel la porteur aura fixé son choix, dans toute l'étendue de la République. C'est un Banque territoriale, dont le fonds est notoire, dont les billets sont échangeables à bureau ouvert, et dont le garantie est fortifiée par l'autorité de la loi, qui leur donne cours de monnaie. Il a fallu prévenir ainsi les criminels efforts de l'agiotage et de la malveillance, qui sans cesse attachés à convertir en poison les remèdes les plus salutaires, n'auraient pas manqué d'avilir et d'accaparer ces nouveaux signes avant que la masse des citoyens eût pu être éclairée sur leur valeur effective. » L'art. 2 de la loi donne en effet cours forcé de monnaie aux mandats « entre toutes personnes, dans toute l'étendue du territoire » et ordonne qu'ils seront reçus « comme espèces » dans toutes les caisses publiques et particulières.

Ainsi les mandats territoriaux trouvaient leur justification dans leur privilège unique, dans le fait qu'ils donnaient à leurs porteurs un droit tout à fait particulier, et d'une étendue dont on ne peut méconnaître l'importance, sur des immeubles d'une valeur bien supérieure à la somme à laquelle s'élevait leur émission. Nous sommes bien forcés de constater que, de ce point de vue, rien ne pouvait logiquement s'opposer à leur succès. Mais il est impossible d'oublier les conditions dans lesquelles ils furent émis. Il faut voir, derrière les motifs exposés à la fois dans le Préambule de la loi et dans la Proclamation qui la suivit, la réalité des faits, et aussi les vraies préoccupations du gouvernement. L'histoire des assignats et des rescptions nous ont éclairé sur les uns, et les travaux préparatoires de la loi du 28 ventôse ne peuvent nous laisser aucun doute relativement aux autres. Le Directoire ne voyait dans les mandats qu'une suprême chance de salut. L'émission d'un papier ayant la même valeur que la monnaie métallique devait d'abord et surtout, lui fournir les ressources dont il manquait.

Mais en même temps, ce nouveau papier devait servir à la mise en mouvement d'un système complet de restauration des finances. Grâce à lui, on allait pouvoir épuiser les assignats dépréciés, les retirer de la circulation, leur rendre peut-être, par la diminution de leur quantité, un nouveau crédit. Pour cela, l'art. 8 de la loi décidait : « sur les 2.400.000.000 de mandats territoriaux, il sera employé la quantité nécessaire pour retirer, à raison de 30 pour un, tous les assignats restant en circulation ». Cet échange devait être terminé dans un délai de trois mois (art. 9). La loi du 19 ventôse an IV ou relative au paiement de l'emprunt forcé en assignats seulement, était par ailleurs expressément maintenue (art. 16). Mais les mandats eux-mêmes n'étaient que temporaires. Il était prévu que leurs détenteurs s'empresseraient de faire usage du privilège unique qui leur était conféré, et que les achats de biens nationaux deviendraient rapidement très importants. Les mandats ainsi utilisés devaient être définitivement retirés de la circulation, biffés en présence de leurs porteurs, brûlés ensuite (art. 12).

Ce système était, comme toute, extrêmement simple, mais la gêne financière du Directoire était si grande que, dans une inconcevable aberration, il donnait puissance de monnaie à un papier qui n'existait pas autrement que dans un texte législatif. Devant l'opinion qui devait sanctionner leur création, on vantait la valeur des mandats. On adressait au public des appels pressants pour qu'il leur fit confiance, on faisait ressortir les raisons qui avaient provoqué la ruine des assignats, on ne craignait pas d'accuser les gouvernements précédents d'avoir fait montre de faiblesse, d'avoir trahi leur parole en décrétant des émissions exagérées. Sans prononcer le mot, on constatait la banqueroute. Il semble que dans de telles conditions, on eût dû se soucier de donner au nouveau signe d'échange, en l'assurant fortement, toutes les chances de réussite, et cela dès le premier jour. Tout au contraire, la loi du 28 ventôse renvoyait à plus tard le soin de régler des points de la plus haute importance.

Les biens nationaux affectés au gage des mandats territo-

riaux devaient être déterminés (art. 13) par un tableau annexé à la loi. Cette publication fut retardée. Toutes les mesures concernant le type des mandats, leur fabrication, leur protection contre la contrefaçon et la falsification, la garantie de limitation de leur émission à la quantité prévue par la loi restaient à édicter. Rien non plus n'était précisé relativement au détail des formalités à accomplir pour l'acquisition des biens nationaux qu'ils représentaient, ni aux conditions dans lesquelles devait s'opérer leur échange contre les assignats. La loi du 28 ventôse an IV formulait des principes, posait des bases; dans la réalité, elle n'organisait rien.

Et cependant sa mise en vigueur était urgente, quelques semaines devaient suffire pour prendre toutes les décisions utiles. Du moins, en attendant, fallait-il vivre. Le Directoire était dans l'obligation absolue de recourir à des mesures transitoires. Elles furent l'objet des deux lois du 29 ventôse an IV.

La première (1) rééditait simplement un procédé déjà employé lors de la création des assignats. L'article 16 de la loi du 17 avril 1790, concernant « le nombre, la forme et la fabrication des assignats » portait qu'en attendant cette fabrication, « le receveur de l'extraordinaire serait autorisé à endosser, sous la

(1) *Loi qui autorise la Trésorerie nationale à délivrer des promesses de mandats* (29 ventôse an IV — 19 mars 1796.)

Le conseil des Cinq Cents, considérant qu'il est instant de prendre toutes les mesures nécessaires pour la plus prompte exécution de la loi du jour d'hier, portant création de mandats territoriaux,... prend la résolution suivante.

Art. 1^{er}. — En attendant la fabrication des mandats, la trésorerie nationale est autorisée à donner des promesses de mandats qui auront cours comme les mandats, à la charge d'être endossés, pour en constater la vérité, par ceux qui les feront circuler.

Ces promesses seront échangées aussitôt que la fabrication des mandats le permettra.

Art. 2. — La résolution du 17 de ce mois, relative à la vente des biens nationaux à la concurrence d'un milliard, est rapportée.

Art. 3. — Le tableau des biens nationaux affectés à l'hypothèque spéciale des mandats sera annexé à la loi à rendre pour l'exécution.

(Duv., t. IX, p. 76.)

surveillance de deux commissaires de l'Assemblée, les billets de la Caisse d'escompte destinés à être envoyés dans les provinces, seulement en y inscrivant les mots : *promesse de fournir assignat* (1) ». Les dites promesses devaient avoir cours comme les assignats, à la charge d'être endossées à nouveau par ceux qui les transmettraient dans les provinces et les y feraient circuler. Elles devraient être retirées aussitôt après la fabrication des coupures définitives.

On fit de même pour les mandats. Il était « l'instant de prendre toutes les mesures nécessaires pour la plus prompte exécution de la loi portant création des mandats territoriaux ». Aussi, en attendant leur fabrication, autorisait-on purement ou simplement la Trésorerie nationale à délivrer des *promesses de mandats* devant avoir cours comme ces derniers. Ainsi que les promesses d'assignats, les promesses de mandats étaient soumises à la formalité de l'endossement par leurs détenteurs successifs. Enfin on prévoyait leur échange contre les mandats, dès que la fabrication de ces derniers le permettait.

La seconde loi du 29 ventôse (2) avait une portée plus géné-

(1) B. H. E. R. 1911, p. 46, n° 14.

(2) Arrêté du Directoire exécutif, qui règle le mode suivant lequel les ministres ordonnanceront sur la Trésorerie nationale (29 ventôse an IV — 19 mars 1796.).

Le Directoire exécutif... sur le rapport du ministre des finances, arrête ce qui suit.

Art. 1^{er}. — A partir de ce jour, les ministres n'ordonnanceront sur la Trésorerie nationale qu'en espèces, et non en assignats valeur nominale. Ils y requiront les ordonnances non encore acquittées qui ont été expédiées en assignats valeur nominale.

Art. 2. — Les sommes énoncées aux ordonnances qui seront délivrées sur la Trésorerie seront acquittées, soit en *promesses* de mandats territoriaux, soit en assignats à raison de 30 capitaux pour un.

Art. 3. — Les rescriptions qui sont dans la circulation et celles qui avaient été préparées pour le service, feront provisoirement office de promesses de mandats territoriaux ; elles auront en conséquence cours forcé de monnaie, conformément à la loi du 28 ventôse an IV, et seront échangées contre les mandats territoriaux au fur et à mesure de leur fabrication.

Art. 4. — Les arrérages de rentes perpétuelles et viagères et des pen-

rale. Elle réglait le mode suivant lequel les ministres devaient ordonnancer sur la Trésorerie générale. A partir du jour de sa publication, cette opération devait être libellée en espèces et non plus en assignats valeur nominale ; les sommes ordonnancées devaient être acquittées soit en promesses de mandats, soit en assignats à 30 capitaux pour un. Ainsi cette loi inaugurait la mise en pratique du nouveau système. Mais elle nous intéresse surtout par une de ses dispositions. Pour faire provisoirement office de promesses de mandats, elle admettait les *Rescriptions* sur le produit de l'Emprunt forcé, dont nous avons déjà signalé l'échec.

Déjà rien ne garantissait le public contre une émission in-considérée de promesses de mandats, rien ne prouvait qu'il n'en serait pas mis en circulation une quantité supérieure à celle fixée par la loi, et voici qu'on lui substituait un papier qui n'avait jamais obtenu aucun crédit, en lui attribuant une valeur d'échange égale à celle du métal. Quelles que soient les belles paroles avec lesquelles on présentait l'opération, il devait fatalement en résulter des doutes et des confusions de nature à jeter le discrédit sur le système tout entier (1).

sions qui n'auraient pas encore été acquittées par la Trésorerie nationale, soit pour le dernier trimestre de l'an III, soit pour les années antérieures, continueront à l'être en assignats valeur nominale. Il sera à cet effet mis en réserve, sur les assignats restant au trésor public, une somme suffisante pour subvenir au paiement des dits arrérages, au moment où ils seront réclamés.

(B. H. E. R. p. 418, n° 712).

(1) Une circulaire du ministre de la justice aux administrateurs de département, sur le paiement en numéraire par les receveurs de l'enregistrement, des exécutoires décernés par les tribunaux, est particulièrement évocatrice d'un état d'esprit (2 germinal an IV — 22 mars 1796).

« Le ministre des Finances, citoyens, vient de me faire part des plaintes qui lui ont été portées par les administrateurs de l'enregistrement, sur ce qu'une partie des tribunaux et des juges de paix se permettaient, pour les différents frais de procédures criminelles et correctionnelles, de décerner des exécutoires *payables en numéraire* par les receveurs de l'enregistrement, il me fait en même temps connaître tous les dangers qu'entraîne ce mode de paiement et combien il est urgent d'y remédier.

« Vous savez, citoyens, que le *visa* des administrations de département

Il existait une autre raison de dépréciation, infiniment plus grave et plus profonde, puisqu'elle apparaissait dans les termes même de la loi du 28 ventôse.

L'article 8 déclarait que sur les 2.400.000.000 de mandats, il serait employé la quantité nécessaire pour retirer à raison de 30 capitaux pour un, tous les assignats restant en circulation. Le rapport établi entre les assignats et les mandats était donc de 30 à 1. Or, nous avons vu que les premiers étaient acceptés, dans les caisses de la République, en paiement de l'emprunt

n'est point une pure formalité ; qu'avant de l'apposer aux exécutoires délivrés par les tribunaux, elles sont tenues de s'assurer si les lois y ont été observées ; loin de trouver dans aucune des dispositions qui autorisent les juges à désigner en numéraire le paiement des frais dont il s'agit, il n'a pas dû, au contraire, échapper à votre attention que, suivant le véritable esprit de la loi, ce paiement ne pouvait être effectué qu'en assignats. C'est la conséquence évidente des divers arrêtés pris, soit par le comité des finances de la Convention, soit par le Directoire exécutif, pour augmenter les taxes originaires, lorsque leur quotité a été reconnue insuffisante par l'effet du renchérissement survenu dans le prix des denrées. Je ne vous retracerai point ici les dispositions de ces arrêtés ; ils vous ont été successivement adressés ; ils doivent servir de bases à la vérification des états de frais et de dépenses judiciaires soumis à votre examen. En agir autrement serait de votre part un excès de pouvoirs infiniment répréhensible et qui, de plus, engagerait votre responsabilité, puisque, aux termes des lois existantes sur la matière, vous êtes garants des sommes que vous feriez indûment payer.

« A ces motifs puissants pour exciter votre vigilance en cette partie, j'ajouterai que du mode de paiement en espèces métalliques il résulte les inconvénients les plus graves ; le premier, d'apporter le désordre dans la comptabilité de la Régie nationale de l'enregistrement ; le second de frustrer le gouvernement d'une ressource que lui offrent les fonds de cette nature. Aux yeux des républicains jaloux de conserver et d'affermir leur liberté, cette ressource est trop précieuse pour qu'ils puissent se permettre d'y porter la plus légère atteinte : ne doivent-ils pas plutôt s'empresser de réunir leurs efforts pour rendre aux assignats le crédit que leur ont enlevé la malveillance et l'agiotage ?

« Ainsi, j'attends de votre amour pour la Patrie autant que de votre attachement à vos devoirs que vous maintiendrez avec le plus grand scrupule la règle invariablement suivie jusqu'ici pour le paiement des frais de poursuites criminelles et correctionnelles. »

(B. H. E. R. 1911. p. 419, n° 713).

forcé, pour le centième de leur valeur nominale. C'était même là un maximum, un cours de faveur, puisque ce rapport pouvait être augmenté en cas de retard de la part des prêteurs. Si donc nous nous en tenons à ces chiffres officiels (et nous savons que, dans la réalité, le cours des assignats était beaucoup plus bas) nous arrivons à cette conclusion : si 100 livres en assignats valent 1 livre en numéraire et 3 livres 1/2 en mandats, 100 livres en mandats ne vaudront que 33 livres en numéraire. Or la loi indiquait expressément que les mandats seraient émis en valeur métallique. La contradiction était évidente. Le Directoire ne s'y arrêta cependant pas. « Les législateurs, dit A. Schmidt, s'étaient fait ce raisonnement plein d'illusions : si les mandats ont cours de monnaie valeur au pair et si 30 livres en assignats valent 1 livre en mandats, le cours des assignats s'élèvera forcément à 3 1/3 0/0. Le public pouvait s'arrêter à cette conclusion inverse : 100 livres en mandats sont légalement l'équivalent de 3.000 livres en assignats, mais 3.000 livres en assignats au cours de 8 sous 0/0 valent 12 livres en numéraire, par conséquent 100 livres en mandats ne valent en réalité pas plus de 12 livres en monnaie (1) ». Ces raisons ne tardèrent pas à entrer en jeu.

Et cependant la Proclamation dont nous avons déjà cité de nombreux passages voyait bien dans la nouvelle monnaie l'unique moyen de salut et s'achevait dans un hymne d'espérance. Elle en appelait à la volonté, à la confiance des « hommes libres ». Elle voulait les pénétrer de cette grande vérité que « le salut de tous, le salut de chacun » résidait dans la stricte exécution de la loi sur les mandats territoriaux.

« Qu'aucune infraction ne soit faite à cette loi, et bientôt une rosée bienfaisante vivifiera le sol heureux que nous adjugea la nature, la France sortira de sa déplorable langueur, l'agiotage dévorant cessera d'exercer ses ravages, l'activité du commerce et des arts renâîtra, les routes et les canaux seront tirés de leurs ruines, les fonctionnaires publics seront indemnisés de leurs pénibles travaux, les longues souffrances des créan-

(1) *Paris pendant la Révolution*, III, p. 158.

ciers et des pensionnaires de l'Etat seront allégées, le sort douloureux de nos intrépides frères d'armes sera enfin amélioré, et la félicité nationale, qu'un esprit de vertige avait cru devoir séparer de l'honnêteté publique et des vertus sociales, reprendra vie dans les sources immortelles et fécondes de toute prospérité » (1).

Malgré qu'ils soient d'une date bien postérieure à celle de la loi fondamentale du 28 ventôse, nous publions ici les trois textes qui règlent la fabrication, la forme des mandats, et le détail des formalités de l'acquisition des domaines nationaux. En ce qui concerne surtout les deux premiers, leur intérêt est en effet d'ordre plutôt documentaire : la chute des mandats fut un fait accompli avant que l'on ait eu le temps d'échanger les titres provisoires contre les titres définitifs, nous emploierons d'ailleurs indistinctement dans la suite, l'expression de « mandat » ou celle de « Promesse de mandat », suivant en cela l'usage courant.

* * *

Loi contenant instruction pour l'exécution de celle du 28 ventôse an IV qui crée les mandats territoriaux. 6 Floréal, an IV, (25 avril 1796).

(Duvergier, tome IX, p. 97-106. — *Mon.* 11 Floréal, an IV).

Le Conseil... considérant la nécessité d'assurer promptement, par une instruction, l'exécution de la loi du 28 ventôse,... prend la résolution suivante :

L'instruction dont la teneur suit est adoptée, et sera exécutée dans toutes ses dispositions.

Instruction

Le corps législatif a, par la loi du 28 ventôse, créé les mandats territoriaux ; les plus puissants motifs ont dicté cette loi ; l'intérêt de tous commande son exécution ; et pour la faciliter, pour prévenir

(1) B. H. E. R. 1911, p. 416, n° 710.

toutes les difficultés, il faut donner aux mesures d'exécution les développements nécessaires.

L'art. 4 de la loi du 28 ventôse porte « que les mandats emporteront avec eux hypothèque, privilège et délégation spéciale sur tous les domaines nationaux situés dans toute l'étendue de la République, de manière que tout porteur de ces mandats pourra se présenter à l'administration du département de la situation du domaine national qu'il voudra acquérir, et le contrat de vente lui en sera passé sur le prix de l'estimation qui en sera faite ».

Il faut rappeler d'abord quelles sont les propriétés nationales affectées aux mandats ; 2° établir les formalités à suivre par les porteurs de mandats qui désirent les convertir en domaines nationaux ; 3° ce que devront faire les administrateurs de département pour les évaluations, les estimations et les fixations de prix ; 4° comment se formera le titre translatif de propriété, et quelles seront les obligations imposées aux acquéreurs, et la manière dont ils seront tenus de les acquitter.

§ 1^{er}

La loi du 28 ventôse affecte aux mandats *tous les domaines nationaux situés dans toute l'étendue de la République*. Elle ne fait exception que des bois et forêts au-dessus de trois cents arpents, et des maisons et édifices destinés par la loi à un service public.

Les administrations de département prononceront dans la décade, lorsqu'il s'élèvera des difficultés sur la question de savoir si l'objet soumissionné doit ou non être compris dans ces exceptions.

Les domaines nationaux se divisent en deux classes : la première comprend les biens ruraux ; la seconde les maisons, moulins et usines ; et on distingue dans ces biens ceux qui sont indivis, ceux qui sont tenus à bail emphytéotique, ceux qui sont grevés d'un usufruit.

Les biens indivis ne sont pas moins susceptibles d'être vendus que les autres : ils peuvent être soumissionnés et aliénés en totalité, si le prétendant-droit n'a pas formé sa réclamation dans les délais que la loi lui prescrivait ; ils peuvent être aliénés pour la portion appartenant à la République, si les droits de copropriétaire ont été réclamés et reconnus ; l'acquéreur entrera alors dans tous les droits de la nation, et partagera en son lieu et place avec le co-propriétaire.

Quant aux biens tenus à bail emphytéotique, on ne peut prendre

les baux pour règle d'évaluation : mais ces biens doivent être évalués d'après la contribution, ou estimés par experts, dans les cas où les rôles et matrices des rôles de contribution foncière ne fourniraient pas moyen de faire l'évaluation.

Enfin la valeur des biens grevés d'usufruit sur une ou plusieurs têtes, sera réglée à la moitié du prix auquel le bien aurait été évalué s'il n'eût pas été grevé d'usufruit, toutes les fois que le plus jeune n'aura pas atteint l'âge de cinquante ans ; et lorsque l'usufruitier sera plus avancé en âge, la valeur des biens grevés d'usufruit sera réglée aux trois quarts.

Tous les domaines nationaux sont vendus quittes de toutes charges et hypothèques, et il ne peut être reçu d'oppositions qu'autant que les opposants prétendraient qu'un domaine présumé national est leur propriété patrimoniale, et, en ce cas, l'administration du département prononcera dans la décade.

Les domaines nationaux sont vendus tels qu'ils sont, mais les fruits et fermages seront partagés comme les loyers des maisons, de manière que le fermier ou le cultivateur comptera au receveur des domaines du quart, du tiers ou de telle autre portion de ses prestations annuelles, suivant qu'à l'époque de la vente il se sera écoulé un tiers, un quart ou telle autre partie de l'année, à compter de l'époque fixée pour l'entrée en jouissance du fermier. Ainsi les porteurs de mandats pourront facilement reconnaître les domaines nationaux sur lesquels leurs soumissions peuvent être faites ; on ne pourra leur opposer aucune exception que celle portée dans la loi du 28 ventôse dernier, et dans la présente instruction.

§ II

La loi du 28 ventôse autorise tout porteur de mandats à se présenter à l'administration du département de la situation du domaine qu'il voudra acquérir, et porte que le contrat de vente lui en sera passé sur le prix de l'estimation qui en sera faite.

Le porteur de mandats doit trouver, tant auprès des corps administratifs et municipalités que dans les bureaux des préposés de la régie des domaines, tous les renseignements qui pourront lui être utiles : ils ne pourront lui être refusés. Le corps législatif ne croit pas avoir besoin de provoquer à cet égard le zèle et le patriotisme des fonctionnaires publics : tous doivent sentir ce que commande l'intérêt général.

Les administrations de département ne doivent pas même attendre

les soumissions pour faire faire un état circonstancié des biens nationaux de leur territoire, et en fixer le prix d'après les baux de 1790, ou d'après la contribution à laquelle ils ont été imposés en 1793, afin qu'à chaque instant les porteurs de mandats puissent prendre connaissance des biens qui leur sont affectés et de leur évaluation.

Mais la facilité donnée aux porteurs de mandats ne doit pas être une source d'abus ; il faut prévoir ceux qu'on vit naître dans les premiers temps de l'adjudication des domaines nationaux. Alors des hommes d'une insolvabilité notoire se présentaient aux enchères, et contractaient des obligations qu'ils étaient hors d'état de remplir ; ils cherchaient à mettre à contribution ceux qui voulaient sérieusement acquérir : ils entravaient les opérations des corps administratifs. On verrait ces mêmes hommes multiplier leurs soumissions, pour ensuite les céder avec avantage ou les laisser sans exécution.

Tous ceux qui de bonne foi voudront acquérir, et qui, d'après la loi du 28 ventôse dernier, doivent être porteurs de mandats, et fournir le paiement de la moitié des prix dans la décade de l'acte de vente, ne se plaindront pas qu'on exige d'eux, avant la soumission, la consignation du quart au moins du prix présumé des objets qu'ils voudront soumettre ; et cette précaution suffira pour écarter les spéculateurs avides, et pour donner à la République une garantie de l'exécution des soumissions ; elle préviendra aussi les contestations entre ceux qui prétendraient à un même objet.

Cette consignation se fera entre les mains du receveur des domaines nationaux du chef-lieu du département, en mandats ou en promesses de mandats. Mais dans le cas où elle serait au-dessous du cinquième, et qu'il se serait présenté postérieurement un autre soumissionnaire pour le même objet, qui aurait fait la consignation prescrite du quart au moins, celui-ci obtiendra la préférence de l'adjudication.

Les soumissions seront faites d'après le modèle annexé à la présente ; elles pourront comprendre un ou plusieurs objets d'acquisition, mais on formera autant de lots particuliers d'évaluation ou d'estimation qu'il y aura de corps de ferme ou de métairies ; et toutes les fois qu'il y aura des sous-baux, on formera un lot particulier des objets compris dans chaque sous-bail, et celui-ci servira de base à l'évaluation de ce qu'il comprendra (A).

Dans les cas où il n'y a point de baux, les lois précédentes recommandaient aux corps administratifs de diviser, autant que la nature

des objets pouvait le permettre. On pourra donc faire des soumissions pour de médiocres portions des domaines qui ne sont pas affermés, et ces soumissions ne pourront être rejetées qu'autant que les corps administratifs trouveraient que le corps de la propriété en serait dénaturé, et que l'intérêt de la nation serait évidemment compromis si elles étaient admises.

§ III

Les principales obligations de l'administration de département commencent au moment où le porteur de mandats se présente pour faire sa soumission. Il sera tenu par chaque administration un registre pour l'enregistrement des soumissions, et ce registre sera coté, paraphé et formé suivant le modèle annexé au présent (B).

Les soumissions seront reçues et enregistrées dans l'ordre que se présenteront les porteurs de mandats avec leur quittance de consignation.

Il n'en sera reçu que trois jours après la publication de la présente instruction au chef-lieu du département : les soumissions faites auparavant sont regardées comme non avenues.

Lorsque le même jour, plusieurs soumissionnaires se seront présentés, et auront fait des consignations pour le même objet, le sort décidera de la préférence entre eux.

Lorsqu'un soumissionnaire se présentera pour plusieurs objets, il sera tenu de diviser et de spécialiser sa consignation sur chaque corps de ferme ou sous ferme ou métairie.

Aussitôt que la soumission sera enregistrée, l'administration s'occupera des moyens de fixer le prix de l'objet soumissionné.

Le prix du bail se compose de tout ce que le fermier s'est obligé de fournir, de faire ou d'acquitter, de quelque nature que soit l'obligation, dès qu'elle était onéreuse au fermier. S'il doit des grains, on doit les évaluer d'après les prix qu'ils valaient en 1790 ; s'il est obligé à d'autres redevances, on doit de même en fixer le prix de 1790, ou d'après les mercuriales, pour ce qui s'y trouve apprécié, ou d'après une estimation d'experts pour les autres objets, et composer du tout le prix du bail sur lequel le capital sera fixé.

On ne doit pas omettre aussi d'ajouter au prix du bail les pots de vin payés par les fermiers, et de vérifier avec soin s'il existe des contre-lettres que le fermier n'aurait pas déclarées, parce qu'alors elles doivent, comme les pots de vin, être ajoutées au prix du bail.

Enfin il faut ajouter aussi au prix du bail les impositions, char-

rois, corvées et toutes autres redevances, ainsi que les dîmes, cens et droits féodaux supprimés, etc., dus en 1790, et qui étaient à la charge du fermier.

Les baux existant en 1790 font la base des évaluations pour tous les biens qui s'y trouvent compris, de quelque classe qu'ils soient : s'il n'y a point de baux, les biens ruraux sont évalués d'après la contribution foncière, et, les moulins, maisons et usines sont estimés.

Dans les cas où il n'est pas besoin du ministère d'experts, l'administration doit s'occuper, dans le plus court délai, de fixer le prix de l'objet soumissionné ; et, dans tout autre cas, elle doit accélérer le travail des experts.

Si un même bail comprend des biens des deux classes, il faudra faire procéder par experts à une ventilation ou estimation des objets affermés confusément, pour, d'après la fixation du prix de chaque classe, former le capital de chaque portion suivant la classe à laquelle elle appartient.

A défaut de bail authentique en 1790, la contribution doit servir de base d'évaluation pour les biens ruraux ; mais il faut que le rôle ou la matrice du rôle ne confonde pas des biens non compris dans une même soumission, sans quoi on serait réduit à l'estimation par experts.

L'évaluation prescrite d'après la contribution de 1793 doit avoir pour base la totalité de cette contribution, tant en principal que sous additionnels.

Si le préposé de l'enregistrement reconnaît que la contribution foncière est inférieure à la proportion légale, il pourra réclamer l'estimation du domaine soumissionné, et l'administration pourra l'ordonner.

Dans tous les cas d'évaluation sur la contribution foncière, ou d'estimation par experts, faute de baux authentiques, s'il se trouve des baux sous-seing privé ou emphytéotiques, quoiqu'ils ne doivent pas servir de base aux évaluations, les évaluations sur la contribution foncière, ou les estimations d'experts, ne pourront être inférieures à celles qui auraient eu pour base les baux sous-seing privé ou les baux emphytéotiques ; elles ne pourront aussi, dans aucun cas, être inférieures aux estimations qui ont été faites précédemment.

La contribution foncière ne peut servir de base pour l'évaluation des maisons, moulins et usines ; aussi lors même que la contribu-

tion foncière sert de base à l'évaluation d'une ferme, les bâtiments doivent en être estimés, et le prix ajouté au montant de l'évaluation.

Tous les bois tant de futaie que baliveaux sur taillis ne pouvant être considérés comme faisant partie des biens afferlés, ni être évalués sur la contribution foncière, parce qu'ils ne produisent pas un revenu annuel, seront estimés en fonds et superficie.

Les taillis le seront de même toutes les fois qu'ils ne seront pas compris dans un bail qui en donne la coupe au fermier ; en ce dernier cas, il sera seulement procédé à l'estimation des baliveaux et arbres de réserve, dont le prix sera ajouté au prix du bail.

Dans tous les cas d'estimation par experts, elle ne pourra être inférieure au capital que fournirait l'évaluation d'après la contribution foncière.

Les cheptels, semences, et autres avances faites aux colons par les propriétaires, seront toujours estimés et leur valeur payée en sus des autres objets compris dans la soumission.

Les bois au-dessous de trois cents arpens doivent être à la distance de plus de mille toises des forêts, pour ne pas être censés en faire partie.

Les biens qui dépendront de quelques maisons ou bâtiments y attachés ou servant à leur exploitation, ne pourront être vendus qu'avec lesdites maisons ou bâtiments, toutes les fois que la vente séparée pourrait nuire à l'intérêt de la République.

L'administration du département appellera le directeur des domaines pour assister et donner ses renseignements lors du règlement d'évaluation du prix des biens soumissionnés ; et il sera tenu d'y assister, ou d'y faire assister un autre préposé qui signera le procès-verbal que rédigera l'administration du département. Le procès-verbal sera fait d'après le modèle annexé au présent (C).

S'il faut procéder à une estimation d'experts, l'un est nommé par le soumissionnaire, l'autre par l'administration : et en cas de partage entre eux, l'administration nomme un tiers. On ne prescrit dans le choix aucune condition ; il suffit qu'ils méritent la confiance. Ils ne sont assujettis à aucun serment : mais, avant de commencer leurs opérations, ils se rendront chez le Commissaire du Directoire près de la municipalité de la situation des biens, et lui exhiberont leur commission.

Ledit commissaire et les experts se transporteront ensuite sur le bien, constateront sa situation, sa consistance, fixeront le revenu de

ce bien en 1790, et le capital sera formé en multipliant ce revenu par 22 ou par 18, suivant la nature des biens. Leur procès-verbal sera rédigé d'après le modèle annexé (D).

Les vacations des experts seront réglées par l'administration du département, et payées sur les deniers consignés par le soumissionnaire. Il sera alloué au commissaire la moitié de la vacation d'un expert, laquelle lui sera payée de même.

Les experts recevront leur commission du département, et seront tenus de commencer leurs opérations dans la décade, de les continuer sans interruption et de les terminer au plus tard dans le mois ; sauf, en cas de maladie, à demander leur remplacement : faute à eux de se conformer à cette disposition, il sera nommé d'autres experts ; et les premiers ne pourront plus être nommés pour remplir ces fonctions, et ne pourront demander aucun salaire pour les opérations qu'ils auront commencées.

Toutes les fois que l'administration décidera que l'objet soumissionné n'est pas susceptible d'être aliéné, la somme consignée par le soumissionnaire lui sera remboursée de suite sans frais. Cette restitution sera faite de même dans tous les cas où l'administration du département rejettera une soumission.

Les administrations de département seront tenues de prononcer sur le rejet ou l'admission des soumissions dans la décade au plus tard de leur date. Elles ne pourront admettre une nouvelle soumission sur les objets sur lesquels elles en auront rejeté une première, mais, si leur décision est réformée par l'autorité supérieure, la première soumission aura son effet, et, à défaut par le soumissionnaire de la remplir, il en pourra être reçu une seconde.

S'il était possible que les administrations négligeassent de remplir avec activité et avec zèle les fonctions qui leur sont déléguées, elles seront responsables du retard et des indemnités qui pourraient être dues aux soumissionnaires.

§ IV

L'évaluation réglée par l'administration du département, ou l'estimation terminée par les experts, le procès-verbal de règlement servira de base à l'acte de vente, qui sera passé dans la forme ordinaire entre l'administration du département et le soumissionnaire, d'après le modèle annexé au présent (E).

L'acquéreur paiera, en sus du prix fixé par le procès-verbal d'évaluation ou d'estimation, tous les frais faits, lesquels seront compo-

sés ; 1^o des vacations d'experts et commissaire, papiers et enregistrement des procès-verbeaux, et enregistrement des actes de vente ; 2^o d'un demi pour cent du montant du prix principal, dont deux tiers seront employés en indemnités au profit, tant des administrateurs que des commissaires du Directoire exécutif, et du directeur ou préposé de la Régie présent, et l'autre tiers en salaires et gratifications aux secrétaires et commis de l'administration.

Les préposés à la recette des domaines nationaux sont chargés de suivre les recouvrements du prix des ventes, qui ne pourra être fait qu'en mandats ou promesses de mandats.

Les adjudicataires qui ne paieront pas le prix de leurs acquisitions à chacune des époques fixées par leur contrat, en seront déchus du plein droit, sans aucune formalité ; le contrat est déclaré non avenu, et la restitution des sommes par eux payées ne leur sera faite qu'après avoir vérifié s'ils n'ont point détérioré les biens, et à la déduction de tous les frais et d'une amende du vingtième du prix principal de l'adjudication, outre les dommages-intérêts qui pourraient résulter des dégradations.

Les receveurs des domaines nationaux ne pourront annuler les mandats ou promesses de mandats avant le contrat de vente ; ils seront tenus d'annuler à cette époque tout ce qui formait le prix de l'adjudication, et les feront passer à la Trésorerie nationale qui les fera brûler dans la forme ordinaire.

Le primidi de chaque décade, le commissaire du pouvoir exécutif auprès de chaque administration de département enverra au ministre des Finances l'état des soumissions et des ventes, et des sommes payées à compte ou pour solde.

Suivent, sous les rubriques A. B. C. D. E. les modèles des différents actes de soumission, d'évaluation et de vente prescrits par cette instruction.

* *

Loi qui détermine le type des mandats territoriaux, 6 floréal an IV (25 avril 1796).

(Duv., IX, p. 106).

Art. 1^{er}. — Il sera fait deux timbres secs pour servir de type aux mandats territoriaux.

2. — Le premier timbre représentera un citoyen recevant la

monnaie républicaine des mains de Minerve, éteignant sous ses pieds le flambeau de la discorde ;

Le second, Cérès, associant à ses travaux un citoyen qui vient échanger la monnaie républicaine contre une propriété rurale.

3. — Le ministre des Finances, sous les ordres du Directoire exécutif, fera exécuter ces timbres.

4. — Les deux timbres seront appliqués sur les mandats de cinq cents francs, et un seul sur les autres coupures.

*
* *

Loi qui détermine les coupures des mandats territoriaux, et les opérations relatives à leur fabrication, 7 floréal an IV (26 avril 1796).

(Duvergier, IX, p. 106-108).

Art. 1^{er}. — Les deux milliards quatre cents millions de mandats, créés par la loi du 28 ventôse dernier, seront composés comme suit :

En mandats de	500 francs		700.000.000
»	100 »		500.000.000
»	50 »		400.000.000
»	20 »		300.000.000
»	5 »		300.000.000
»	1 »		200.000.000
Total			2.400.000.000

Le texte des mandats sera formé des mots : *Mandat territorial de francs, créé par la loi du 28 ventôse an IV de la République.*

PREMIÈRE PARTIE. — Fabrication du papier.

2. — Le ministre des Finances, sous les ordres du Directoire exécutif, surveillera et activera la fabrication des mandats, les commissaires qui y seront préposés et passera tout marché et convention avec les fabricants et artistes.

3. — Le papier pour la confection des mandats sera d'une nature facile à distinguer de tous les autres papiers, et il ne sera fabriqué que dans deux manufactures.

4. — Les formes pour sa fabrication seront faites sous la surveillance du commissaire à la confection des mandats et ne pourront être terminées qu'en présence de l'archiviste du Corps Législatif et de

l'un des commissaires de la Trésorerie nationale ; il en sera dressé procès-verbal, et elles seront enveloppées, ficelées et cachetées, et remises ou expédiées au commissaire près la papeterie.

5. — Le Directoire exécutif nommera un commissaire près de chaque fabrique, pour la surveillance de la fabrication du papier, et chaque commissaire tiendra un registre sur lequel sera constatée, jour par jour, la quantité de rames qui auront été fabriquées, relevées, préparées et refondues.

6. — Le commissaire tiendra aussi un journal général de toutes les opérations de sa papeterie : la fabrication, la préparation, la refonte des feuilles viciées, et autres procédés, y seront relatés jour par jour.

7. Le commissaire tiendra un registre particulier pour l'expédition et l'envoi du papier aux archives du Corps législatif.

8. — Les ouvriers qui seront employés à la fabrication du papier-mandat contracteront avec le fabricant l'engagement de ne sortir de la fabrique qu'après l'entière fabrication du papier : il leur sera accordé à la fin du travail une gratification, d'après le compte qu'en rendront le fabricant et le commissaire.

9. — L'ouvrier qui s'évadera avant la fin de sa fabrication sera poursuivi et mis en état d'arrestation jusqu'à l'expiration de son engagement.

10. — Quiconque détournera dans la fabrique une feuille de papier-mandat sera puni, par voie de police correctionnelle, de deux ans de détention ; et celui qui introduira dans les ateliers de fabrication, des compagnons étrangers ou voyageurs, connus sous le nom de *pays* ou autres, sera puni de six mois d'emprisonnement.

DEUXIÈME PARTIE. — Envoi et dépôt.

11. — Les papiers fabriqués seront, à fur et à mesure de leur préparation, envoyés, cordés et cachetés par les commissaires près les papeteries, aux archives du Corps Législatif, pour y être déposés.

12. — Il sera en conséquence préposé par l'archiviste un commis pour recevoir lesdits dépôts dans le local qui y sera destiné ; il en sera dressé procès-verbal en double, tant sur le registre tenu à cet effet aux archives, que sur celui tenu par les commissaires à chaque papeterie.

TROISIÈME PARTIE. — Confection des mandats.

13. — Il sera nommé par le Directoire exécutif un commissaire à la confection des mandats, chargé de faire imprimer et timbrer le papier-mandat et de diriger et surveiller, sous les ordres du Ministre des Finances, tous les travaux y relatifs.

14. — Le commissaire se transportera aux Archives nationales, toutes les fois que l'ordre de son travail lui rendra le papier nécessaire ; il y sera procédé, en sa présence et celle du commissaire de la Trésorerie nationale qui y sera appelé, ainsi que du préposé par l'archiviste, au comptage du papier qui lui sera délivré ; l'acte en sera rédigé en triple, sur trois registres à deux colonnes ; il contiendra le nombre des feuilles délivrées, et pour quelles coupures de mandats et la date du jour ; il sera signé de l'archiviste, du commissaire de la Trésorerie et celui à la confection des mandats ; chacun d'eux aura son registre.

15. — La colonne laissée en blanc sera réservée pour dresser procès-verbal des feuilles défectives ou fautes tant aux imprimeries qu'aux timbres, que le commissaire à la confection sera tenu de rapporter, chaque décade, aux archives, et dont il sera dressé procès-verbal dans la même forme que celle prescrite par l'article précédent, à côté du procès-verbal de délivrance.

16. — Le commissaire à la confection des mandats déposera chaque jour, à la Trésorerie nationale, les feuilles propres à être mises en circulation ; il en sera fait un comptage contradictoire entre ce commissaire et les commissaires de la Trésorerie nationale, et rapporté procès-verbal en double sur deux registres tenus à cet effet.

17. — Les commissaires de la Trésorerie nationale remettront, dans les vingt-quatre heures de sa date, copie de chaque procès-verbal aux archives du Corps législatif, pour être annexée aux registres de remise du papier.

18. — Le commissaire à la confection des mandats ne sera déchargé des feuilles par lui remises aux archives, qu'autant que les versements par lui faits à la Trésorerie nationale, et les rapports faits aux archives égaleront la somme du chargement.

19. — A mesure que la confection des mandats d'une coupure sera terminée, il en sera rédigé procès-verbal aux archives du Corps législatif, par l'archiviste, l'un des commissaires de la Trésorerie nationale, et le commissaire à la confection des mandats, sur leurs

registres respectifs ; et les papiers fautés, défaits ou bouts de série de cette coupure, restitués aux archives, seront ensuite brûlés dans la forme ordinaire.

20. — Les poinçons, matrices ou autres pièces servant immédiatement, soit à la multiplication, soit à l'application des signes caractéristiques du mandat ne seront exécutés, frappés ni fondus que sous les yeux du commissaire à la confection, et dans le local qui lui aura été destiné.

21. — Aucune pièce servant à la multiplication des signes ne sera terminée par les graveurs, et trempée, si elle est d'acier, qu'en présence de l'archiviste et de l'un des commissaires de la Trésorerie nationale : il en sera dressé procès-verbal ; et chaque pièce ainsi rendue parfaite sera cachetée du sceau national.

22. — Si cette pièce est un poinçon original, elle sera portée de suite aux Archives de la République ; elle y sera reçue par procès-verbal signé de l'archiviste, de l'un des commissaires de la Trésorerie nationale, et de celui à la confection des mandats ; et, toutes les fois qu'on aura besoin d'en faire usage, il sera de même dressé procès-verbal de sa sortie.

23. — Il ne sera frappé aucune matrice, il ne sera multiplié en général aucun élément de fabrication, sans l'aveu des mêmes commissaires et sans un procès-verbal de leur part.

24. — Ils rapporteront procès-verbal du nombre des contre-épreuves qui auront été frappées ou multipliées pour chaque poinçon original, et ils apposeront leur cachet sur chaque contre-épreuve.

25. — Les cachets posés sur chaque contre-épreuve ou matrice, ne pourront être levés qu'en présence des mêmes commissaires, qui assisteront à la multiplication des signes, et dresseront procès-verbal de la quantité que l'on aura frappée, fondue ou polytypée.

26. — Aussitôt que la confection d'une coupure de mandats sera terminée, tous les poinçons et matrices qui auront servi à la fabrication seront déposés aux archives, et il en sera dressé procès-verbal en double, sur les registres tenus par l'archiviste et par le commissaire à la confection.

24. — Les lois faites contre les ouvriers et employés à la fabrication des assignats qui se seraient écartés de leur devoir auront leur application contre les employés et ouvriers à la fabrication des mandats qui ne rempliraient pas leurs obligations.

CHAPITRE III

L'AGIOTAGE EN L'AN IV. — SUPPRESSION DE LA FORMALITÉ D'ENDOSSEMENT POUR LES PROMESSES DE MANDATS. — LA LOI SUR LA PROTECTION DU NOUVEAU PAPIER-MONNAIE : SA DISCUSSION, SON INEFFECTIVITÉ.

La loi du 28 ventôse an IV, en donnant aux assignats le coup suprême, fit prendre à l'agiotage d'effrayantes proportions. Le louis d'or, qui n'avait jamais dépassé 5.600 livres, monta immédiatement à 5.800. Le 30 avril, il valait, toujours en assignats, 6.900 livres ; en mai, il varia de 7.400 à 12.200 livres. Le 5 juin, son cours atteignit 19.000 livres (1). Les promesses de mandats ne pouvaient beaucoup résister à une défaveur qui s'étendait forcément à l'ensemble du papier-monnaie.

Les rapports de police nous donnent sur le sentiment populaire des détails intéressants. Le 27 ventôse « la formation du Conseil des Cinq-Cents en comité secret tenait tous les esprits en suspens. Le résultat a jeté la joie dans tous les cœurs. L'opinion de la classe indigente n'est pas douteuse à l'égard des mesures arrêtées, elle en désire la plus sévère exécution (2) ». Mais déjà le 28 on ne pouvait se dissimuler que « les agioteurs cherchaient à jeter le discrédit sur le nouveau papier (3) ». Les causes que nous avons dégagées dans le chapitre précédent commençaient à produire leur effet. La Proclamation du 29 fut bien lue « avec le plus grand intérêt », mais surtout parce que « les citoyens peu instruits y voyaient des indications précises sur la valeur de l'assignat jusqu'au moment

(1) Schmidt, *Tableaux*, t. III.

(2) *Id.* p. 125.

(3) *Id.* p. 126.

de l'échange ». Des incertitudes ne persistaient pas moins, et l'on ne se gênait pas pour accuser les autorités de négligence. Mais, d'une manière générale, on comptait beaucoup sur la fermeté du Gouvernement, sur sa « loyauté ». « Pour faire cesser toute défiance, lit-on dans un rapport du 1^{er} germinal, une mesure paraît désirée par beaucoup de citoyens, ce serait le brisement de la planche après la fabrication de la somme ordonnée, car la malveillance attaquerait cette monnaie par des bruits calomnieux qui n'ont que trop contribué à l'avilissement des assignats (1) ». « On applaudit aux mesures fermes que le Directoire se propose de prendre relativement aux nouveaux papiers-monnaie, on souhaiterait des peines sévères entre ceux qui jetteraient sur eux la défaveur, et des mesures rigoureuses pour le mettre en circulation (2) ».

Ces mesures, nous le verrons, ne vinrent que lentement, naturellement ce retard vint s'ajouter aux autres causes qui influençaient déjà le cours des promesses des mandats, et le peuple ne manqua point de murmurer. Comme dans toutes les périodes de crise économique, la population était partagée en deux classes dont l'une accusait l'autre d'être responsable de tous ses maux : d'un côté ceux qui subissaient sans les comprendre et sans pouvoir se défendre contre elles les conséquences désastreuses de la situation, de l'autre les favorisés qui, s'ils ne cherchaient pas à profiter du désarroi général, pouvaient du moins, moyennant de gros sacrifices, éviter les souffrances. « Le mal, dit Thiers en parlant de cette période, ne vient plus du manque de vivres, mais de la cherté des vivres. Les boutiques sont garnies, celui dont la bourse est pleine n'a qu'à venir et à acheter ; partant, les anciens riches, les propriétaires ou gros rentiers peuvent manger, à la condition de donner leurs assignats par liasses, de tirer leur dernier louis de sa cachette, de vendre leurs bijoux, leurs meubles, leur linge, et les nouveaux riches, les agioteurs, les fournisseurs, les

(1) Schmidt. *Tableaux*, III, 127.

(2) *Id.* 129 (Rapport du 2 germinal).

voleurs heureux et prodigues, qui dépensent pour leur dîner 400, puis 1.000, puis 2.000, puis 3.000, puis 5.000 francs, trouvent chez les grands traiteurs bombance, vins fins et chère exquise... La classe qui souffre, et qui souffre au-delà de toute patience, c'est, avec les employés et les petits rentiers, la plèbe urbaine, le bas peuple parisien (1) ».

Les rapports que nous citons confirment entièrement cette opinion. Il est incontestable que les plus chauds partisans du papier-monnaie, les seuls qui aient mis en lui tout leur espoir, se recrutaient dans la masse populaire dans la foule malheureuse des faubourgs. Elle attend du gouvernement, de sa sagesse, le miracle qui doit la sauver de la famine, elle a confiance en lui, elle croit aveuglément à ses promesses. Comme toujours, on agite devant elle les fantômes de l'accaparement et de la spéculation, et elle en est obsédée. « Nul doute, écrit un observateur le 25 germinal an IV, que les agioteurs, qui ne trouvent pas leur compte dans le succès du nouveau papier, ne fassent tous leurs efforts pour en empêcher l'effet salutaire. Mais la grande masse des citoyens n'a pas changé d'opinion à cet égard, elle désire au contraire la prompté émission des mandats (2) ».

Il n'est certes pas douteux qu'une spéculation éhontée sur le numéraire métallique ne cessa de se pratiquer en dépit de toutes les interdictions. Trop de gens y étaient intéressés. Tous ceux qui, à la faveur de la situation créée par les premières émissions d'assignats avaient pu se procurer de l'or et de l'argent, profitaient d'une occasion inespérée de réaliser d'énormes bénéfices. « En frimaire an IV, un habitué de la Bourse vend un louis 5.000 livres, il ditne pour 1.000 livres et dit hautement : J'ai dîné pour quatre livres dix sous, en vérité ces assignats sont délicieux, je n'aurais pas si bien dîné autrefois pour douze francs (3) ». Le rapport avait encore augmenté de frimaire à pluviôse, et les privilèges donnés aux

(1) Thiers. *Révolution*, III, 537.

(2) Schmidt *Tableaux*, III, 155.

(3) Schmidt *Tableaux*, II (Rapport 17 frimaire an IV).

mandats dans l'achat des biens nationaux encourageaient fort les professionnels de la spéculation à accélérer leur dépréciation, dans le but de faire des opérations d'achats de propriétés foncières, extrêmement fructueuses. Quant aux commerçants, soupçonnés et souvent molestés par la masse, mis par les variations constantes des cours dans l'impossibilité de faire aucune prévision, ils ne pouvaient accueillir qu'avec circonspection les nouvelles réformes monétaires. Ainsi le gouvernement manquait du seul concours qui pouvait être efficace. Comprit-il dans quelle impasse il se trouvait ? En donnant satisfaction aux exigences de la populace malheureuse qui manquait de tout (1), redoutait-il simplement un mouvement qu'eurent sans nul doute marqué les pires atrocités, ou croyait-il vraiment à l'efficacité des mesures qu'il proposait ? Nous ne pouvons le rechercher. Nous allons simplement nous attacher à l'étude critique des lois qui vinrent peu à peu compléter le système des mandats et traduire les difficultés que le Directoire rencontra lorsqu'il voulut suivre la route dans laquelle il s'était engagé et que la poussée des revendications et des exigences populaires ne lui permettait plus de quitter.

Nous devons noter d'abord le vote de la loi supprimant la formalité de l'endossement pour les promesses de mandats. Moins de huit jours après son établissement, un message du Directoire demandait aux Cinq-Cents de supprimer cette condition de validité (2). Le 6 germinal, Balland, au nom de la Commission des finances, vint rendre compte de l'étude de ce mes-

(1) V. Schmidt, *Paris pendant la Révolution*, III, p. 133 : « 1^o Les ouvriers continuaient à recevoir leur salaire en assignats à un taux plus élevé (le taux de 20/0 en moyenne) que celui auquel ils pouvaient employer les assignats en achats de vivres (le taux était en moyenne de 1 ou 1 1/2 0/0). 2^o Les salaires des ouvriers étant de 40 à 100 fois plus élevés, les prix des denrées les plus indispensables de 120 à 290 fois plus élevés, le prix du pain 333 fois plus élevé qu'avant le régime des assignats... » Il s'agit là de la situation en janvier 1796, l'émission des mandats ne pouvait qu'aggraver un tel déséquilibre, auquel le Directoire essayait vainement de remédier par des distributions de vivres.

(2) Cinq-cents, 5 germinal, *Moniteur* 8 germinal.

sage, et conclut à lui donner satisfaction. La pratique n'avait pas justifié les raisons qui avaient fait admettre l'endossement. On s'attendait à ce que les promesses de mandats ne fussent que de grosses coupures, de 1000 ou 2000 francs au moins, circulant peu de temps et entre peu de personnes. On croyait qu'elles seraient surtout utilisées par les fournisseurs de la République, gros négociants se connaissant tous et dont la signature avait une valeur. Les faits n'avaient pas vérifié l'exactitude de ces prévisions. Les petites coupures s'étaient multipliées énormément, et leur circulation avait pris une intensité inattendue. Il fallait aussi faire entrer en ligne de compte le temps pendant lequel cette circulation serait nécessaire : les mandats ne pourraient être livrés avant plusieurs semaines. Dans ces conditions, exposait le rapporteur « l'endossement ne présente plus aucun avantage, puisque les promesses de mandats circuleront assez de temps pour passer d'un bout de la République à l'autre, et dans une infinité de mains différentes, qui ayant cours forcé de monnaie et se trouvant presque le seul signe d'échange pendant un mois et demi, elles circuleront avec beaucoup de rapidité et seront nécessairement employées sur les foires et marchés publics, et pour toutes sortes de paiements. Il arrivera souvent qu'on sera obligé de les recevoir de personnes inconnues, qui pourraient faire une fausse signature et qui ne laisseraient aucune garantie. Cela pourrait inspirer des inquiétudes à celui qui les recevrait d'un homme qu'il ne connaîtrait pas, ou d'un insolvable ; il craindrait peut-être de l'endosser, ce qui serait beaucoup plus nuisible qu'avantageux. » Par ailleurs, l'endossement occasionnait mille difficultés dans la circulation et faisait perdre beaucoup de temps dans les opérations commerciales (gens ne sachant pas signer ou n'ayant pas sur eux de quoi signer, — entraves résultant de l'obligation de faire faire le premier endossement, à Paris par des commissaires de la Trésorerie Nationale, en province par les receveurs, — nécessité d'employer un papier plus fort et d'un format plus grand pour pouvoir supporter et contenir toutes les mentions, etc...). « L'endossement, concluait non sans raison Balland, ne peut s'appliquer avec avantage et sans

inconvenients qu'à un papier qui n'a pas cours de monnaie et qui ne circule qu'entre des commerçants. » Le projet de résolution fut donc adopté (1). Voté également sans discussion au Conseil des Anciens (2), il devint la loi du 7 germinal an IV (3).

Malgré tous les motifs allégués, et la logique évidente du raisonnement, cette mesure n'était pas de nature à rehausser le crédit des promesses de mandats. Peut-être était-il urgent de faire disparaître toutes les difficultés qui, ralentissant leur circulation et s'opposant à leur diffusion, entravaient en même temps le « service public ». Mais l'endossement était (n'oublions pas que les rescriptions faisaient office de promesses de mandats) au moins un moyen de contrôle. En le supprimant, on détruisait du même coup, l'unique apparence de garantie.

Beaucoup plus importante était la question des mesures à prendre pour protéger le nouveau papier-monnaie et en imposer l'usage : nous savons quelle place tenait, dans l'esprit public, cette préoccupation. Les discussions auxquelles donna lieu le projet relatif à cet ordre de dispositions furent, surtout au Conseil des Anciens, extrêmement passionnées. Elles présentent pour nous un intérêt considérable : pour la première fois peut-être le système financier du Directoire et de la Révolution tout entière allait être dans son ensemble, ouvertement et àprement critiqué.

Lorsque, le 3 germinal, Monnot, au nom de la commission

(1) *Moniteur*, 9 germinal.

(2) *Moniteur*, 10 germinal,

(3) *Loi qui supprime la formalité de l'endossement pour les promesses de mandats* (7 germinal an IV — 27 mars 1796). Le Conseil des Cinq-Cents, considérant combien il importe que les promesses de mandats n'éprouvent aucune difficulté dans la circulation, et qu'elles puissent être incessamment employées au service public... prend la résolution suivante :

Article unique. L'article 1^{er} de la loi du 29 ventôse dernier est rapporté, en ce qui concerne seulement la formalité de l'endossement des promesses de mandats.

(*Bull.*, XXXVI, n° 270. — Résolution du 6 germinal).

des finances, vint soumettre au conseil des Cinq-Cents le projet de résolution « contenant des mesures pénales contre ceux qui décrieraient les mandats (1) », un seul orateur, Pelet, osa demander l'ajournement. Il ne craignit pas de faire remarquer, en termes empreints de la plus grande sagesse, la nécessité de la « circonspection » en matière de finances, d'attirer l'attention sur les malheurs auxquels avaient déjà conduit « la légèreté, l'irréflexion » avec lesquelles on avait jusqu'alors délibéré sur les projets de loi financières et pénales (2). Mais personne ne le soutint. « Il n'est aucun de nous, dit au contraire Perrier, qui ne doive avoir l'âme navrée de douleur en voyant ce qui se passe : un nouveau papier-monnaie se lève et il n'est pas un bon esprit qui ne reconnaisse qu'il est remboursé à bureau ouvert, puisque le gage est à côté et qu'on peut s'en emparer sans aucune difficulté. Cependant l'agiotage lutte déjà contre nous, et je vois avec douleur que si vous ne déployez une active sévérité, si vous apportez le moindre retard à la réprimer, il luttera avec avantage » (3). L'urgence qu'il demandait fut immédiatement votée.

Le projet rééditait contre ceux qui fabriqueraient ou distribueraient de faux mandats les peines déjà prononcées par les lois contre « les distributeurs ou fabricateurs » de faux assignats. (art. 1) (4). Ceux qui, par leurs écrits ou leurs discours, décrieraient les mandats, devaient être condamnés, pour la première fois, par voie de police correctionnelle, à une amende qui ne pouvait être moindre de 1000 francs, ni excéder 10.000 francs : en cas de récidive, ils devaient être poursuivis criminellement et punis de quatre années de fers (art. 2). Le refus de recevoir en paiement des mandats territoriaux ou des promesses de mandats devait être, d'après l'art. 3, puni la première fois d'une amende égale à la somme refusée, pour la seconde fois

(1) *Moniteur*, 8 germinal.

(2) *Id.*

(3) *Id.*

(4) La première fois, condamnation à 3.000 livres d'amende et 6 mois de prison ; en cas de récidive, 6.000 livres d'amende et 20 ans de fers. (Décret 1^{er} août 1793, B. H. E. R. 1911, p. 281, n° 434.)

d'une amende décuple, pour la troisième fois de deux ans d'emprisonnement. Sous peine de nullité, les conventions ou transactions quelles qu'elles soient, portant promesses de sommes, ne pouvaient être stipulées ni exigées autrement qu'en mandats (art. 4). Les fonctionnaires publics qui auraient inséré dans des actes des stipulations contraires à cette disposition étaient passibles des peines portées à l'art. 2 (art. 5). Enfin la vente et l'achat du numéraire étaient interdits sous les peines les plus graves (art. 6).

Malgré sa sévérité, le projet semblait trop doux à beaucoup de représentants. L'un d'eux aurait voulu y voir insérer l'obligation absolue de prendre les mandats à la valeur nominale du numéraire. Les récidivistes du refus ou de l'agiotage auraient dû être punis, d'après Lehardy, de l'exposition publique, d'après Talot, de la déportation. Ces deux orateurs étaient d'ailleurs en accord absolu avec l'opinion populaire, et la tribune publique ne manqua pas de manifester vivement son adhésion à ces propositions excessives (1). Elles ne furent cependant pas admises, et le projet fut voté dans sa forme primitive.

Porté immédiatement au Conseil des Anciens, il devait y être également adopté, mais après un débat d'une extrême violence.

Cresnières, rapporteur de la Commission des finances de cette Assemblée, fit une critique sévère de l'article 2, qui ouvrait la porte à trop d'abus. « La commission a vu des juges profiter du vague indéfini de cet article pour absoudre tous les coupables, d'autres en {abuser pour condamner tous les propos, ceux qui ne seraient qu'indiscrets ou déplacés comme ceux qui seraient imposteurs et criminels... Avec trois ou quatre articles de cette espèce insérés dans autant de lois différentes, l'on pourrait tout dire ou tout écrire impunément lorsqu'on connaîtrait des juges assez timides pour n'oser interpréter la loi, ou renoncer absolument à l'usage de la parole et de l'écriture lorsqu'on connaîtrait des juges assez atroces pour appliquer indéfiniment les peines qu'elle prononce. » Il faut « créer la confiance, et réprimer sérieusement ceux qui tente-

(1) Cinq-Cents, 3 germinal. *Moniteur*, 8 germinal.

raient de la détruire » mais cela « sans laisser une latitude aussi effrayante à l'impunité, à la mauvaise volonté ou aux passions des juges ». Il concluait à la modification de cet article (1).

Après lui, Lecouteulx Canteleu s'attacha à démontrer que si les mesures de rigueur étaient en général critiquables, du moins la nature même du papier qu'il s'agissait de défendre, ses caractères spéciaux, les avantages dont il jouissait justifiaient entièrement le fonds du projet. Pour s'éclairer sur les mesures pénales proposées, il était indispensable de comparer les assignats et les mandats et d'en faire ressortir les différences, car « ce qui inquiète le plus sur le crédit des mandats, c'est le sort qu'ont éprouvé leurs prédécesseurs les assignats ». Tandis que le mandat est une traite à vue, payable dans n'importe quel département, puisqu'il y a dans toute l'étendue du territoire des biens nationaux affectés à son gage, l'assignat n'eut jamais de tels avantages. Sa valeur réelle était forcément variable, puisqu'elle dépendait de la concurrence aux enchères. « Rien n'empêchait qu'un bien, quoiqu'estimé au dernier 22, ne fut porté par l'enchère au denier 40. » Aussi la disposition qui défendait de créer des assignats au-delà de la valeur réelle des domaines nationaux était-elle illusoire, parce que cette valeur dépendait elle-même de la quantité d'assignats mis en circulation et qu'en émettant beaucoup d'assignats on haussait à son gré le prix normal de l'hypothèque. Avec le mandat il en va tout autrement. « C'est un papier créé par le gouvernement, actuel, qui est intéressé par toutes sortes de motifs à en soutenir le crédit. » Ce ne peut pas, comme pour les assignats, en imputer la dépréciation aux fautes de ses prédécesseurs. « Or une des principales bases du crédit, en papier hypothéqué, est l'opinion que le public a de la moralité du gouvernement, de l'intention qu'il a de donner au porteur l'objet qui sert à l'acquitter et qu'il a entre ses mains, de l'opinion que le même gouvernement observera rigoureusement la promesse sacrée de ne pas multiplier son papier au-delà des bornes que lui prescrit la valeur réelle du gage... On sait au-

(1) Anciens, 7 germinal. *Moniteur*, 10 germinal.

jourd'hui combien les principes contraires ont contribué au discrédit des assignats. Le public était généralement persuadé que l'intention du gouvernement était de profiter de leur discrédit actuel pour les éteindre ; les discussions et même quelques résolutions jointes à quelques arrêtés du Directoire autorisaient cette croyance funeste, mais les mandats territoriaux sont de la création du gouvernement actuel ; ce dernier non seulement est dans l'impossibilité de manquer à ses engagements parce que tout porteur de mandats peut se payer à volonté, mais quand il le pourrait, il est évident qu'il n'aurait aucun intérêt à le faire... Définitivement le tableau qu'on va donner : 1° des biens nationaux affectés au remboursement des mandats ; 2° des espèces ou coupures de mandats à fabriquer avec les séries et la quantité des numéros de chaque série, rendent moralement impossible toute émission au-delà de la valeur de l'hypothèque, parce que le public apercevrait la fraude sur le champ. Les assignats étaient tellement éloignés de présenter cette assurance tranquillisante et évidente que la multitude ne veut pas croire aujourd'hui à la vérité des tableaux publiés successivement sur la quantité des assignats restants, tableaux enfin qui ne seront plus contestés lorsque tous les assignats auront disparu de la circulation ». Il concluait donc à la légitimité des mesures destinées à garantir le nouveau papier-monnaie contre les efforts combinés « de la cupidité et de la malveillance » et, par suite, à l'adoption du projet dans son ensemble.

En somme la Commission des finances du Conseil des Anciens n'admettait que le fonds de la résolution, et faisait des réserves quant à une rédaction qui pouvait donner lieu à de fausses interprétations des intentions du législateur (1).

Mais certains, dont Legrand se fit le porte-parole, voyaient avec regret ces hésitations. « Il est bien difficile, dit-il, de mettre dans une pareille loi toute la précision qu'on doit toujours désirer dans les lois pénales. Ce ne sera pas souvent le délit matériel qu'il faudra punir, mais il faudra arrêter les in-

(1) Anciens, 7 germinal. *Moniteur*, 10 germinal.

tentions manifestées par des paroles. En un mot ce sera l'intention qui acquittera ou inculpera le prévenu. » Et il approuvait la résolution (1).

C'est alors que Laffon Ladébat vient la combattre violemment au nom des principes éternels de justice. « En les violant, proclama-t-il, vous seriez coupables et les malheurs publics seraient votre ouvrage ». Il appuyait sa critique sur la constitution qui forme, avec la justice, les seules bases sur lesquelles le Conseil des Anciens doit se fonder pour approuver ou rejeter les textes qui lui sont soumis. « Ce serait une erreur bien étrange et bien funeste à la Patrie que celle de croire que parce qu'une loi est rendue, vous devez sanctionner toutes celles qui peuvent ou qu'on croit pouvoir en forcer l'exécution... Si le Conseil des Cing-Cents était dominé par une faction, ne seriez-vous plus ici que les instruments aveugles de ses crimes ou de ses fureurs ? »

Après cet appel à la clairvoyance, il entamait la discussion des articles même de la résolution.

S'il admettait l'article 1, du moins l'article 2 lui apparaissait comme contraire à la Constitution dont l'art. 353 contenait la grande idée : « Nul ne peut être empêché de dire, écrire ou publier sa pensée ». Adopter le texte proposé, c'était transformer en crime l'exercice d'un droit sacré. Les seules tentatives coupables pour discréditer les mandats, seraient celles qui, par des manœuvres perfides, par des opérations frauduleuses, par des bruits répandus pour alarmer l'opinion, porteraient atteinte à la confiance ». Le projet révélait simplement la tendance à encourager la délation et la plus épouvantable inquisition, « comme s'il n'y avait pas, déjà, assez de ferments d'indivision, de haine et de vengeance ». Les articles 3 et 4 étaient aussi exorbitants, ils forçaient en effet tous les particuliers « à contracter avec une valeur indéterminée que l'opinion publique a déjà frappée de discrédit, que le gouvernement lui-même a été forcé de discréditer dès le premier jour, en met-

(1) Anciens, 7 germinal. *Moniteur*, 11 germinal.

tant à la place des mandats des rescriptions qui perdaient 60 0/0. »

Ces déclarations déchaînèrent un véritable tumulte. On accusa l'orateur de faire le jeu des spéculateurs, en attaquant ainsi en pleine assemblée, le système sur lequel tous les amis de la République fondaient leurs espoirs (1). Il n'en continua pas moins ses critiques.

L'article 6 interdisant la vente du numéraire était condamnable comme les précédents et pour les mêmes raisons. « Le numéraire est une propriété comme toute autre, sa transmission et les conditions de cette transmission, dès qu'il n'y a point de fraudes, doivent être indépendantes et libres... Les gouvernements libres ne sont institués que pour maintenir cette indépendance et cette liberté. La Convention a successivement rendu et rapporté de pareilles lois, la défense a toujours été vaine, la loi a été impuissante, et d'autant plus impuissante qu'elle a été plus rigoureuse... De toutes les erreurs d'un gouvernement, la plus fatale à la morale publique, c'est de rendre des lois inutiles et d'une exécution impossible. Le peuple alors s'accoutume à mépriser la loi et le mépris de la loi paralyse le gouvernement. Le caractère des lois doit être sacré, leur action doit être toujours puissante, toujours d'accord avec la justice. Ne croyez pas que je sois l'apologiste du jeu de l'agiotage sur le numéraire, mais ce jeu cruel sur les fortunes publiques tient à la dégradation du signe qui remplace le numéraire, cette dégradation ne peut être arrêtée que par la justice et la confiance. Les lois rigoureuses l'accroissent, car il faudra encore trouver la prime du danger. D'ailleurs, je vous le répète, les mesures qu'on vous propose ouvrent la barrière aux opérations les plus immorales, les plus désastreuses pour la fortune publique et les fortunes particulières... Représentants du peuple, ce n'est point par de pareilles lois qu'on peut sauver la Patrie, la justice seule peut rappeler la confiance, et la confiance et l'énergie d'une nation puissante

(1) Anciens, 7 germinal. *Moniteur*, 11 germinal.

et courageuse assurent toujours son crédit, son indépendance et sa liberté » (1).

Mais cet admirable appel à la raison ne fut pas suivi. Les principes qu'il osait proclamer, on ne voulait pas, on ne pouvait pas les suivre. Nous avons cru devoir transcrire ici de longs passages de ce discours, qui nous paraît la plus remarquable critique qui ait jamais été faite de la politique sociale et financière de la Révolution, en même temps qu'un magistral exposé de quelques règles qui ont été trop souvent oubliées à toutes les époques. Laffon Ladibat faisait toucher du doigt les vices primordiaux du système, sa folie, son inefficacité. Les Anciens l'avaient écouté avec angoisse, avec colère, avec stupeur, avec accablement peut-être, mais ils l'avaient écouté. Cependant l'heure n'était pas encore venue où l'on devait s'incliner devant l'évidence. La rumeur du dehors, les illusions soigneusement entretenues de la masse pesaient sur les décisions des législateurs. On lit dans les rapports de police : « Des plaintes sur la misère publique et sur la cherté des denrées, des imprécations contre ceux qui l'entretiennent, des murmures contre le Gouvernement qui, au gré des malheureux ne déploie pas assez d'énergie contre les sangsues du peuple, des vœux ardents pour la punition prompte et sévère de ceux qui discréditeront ou refuseront les mandats : voilà le cercle d'idées que l'esprit public parcourt depuis quelques jours. Les agioteurs s'étaient rendus hier soir en foule au Palais Egalité. C'est, disait-on, cet infâme agiotage qui entretient la cherté des denrées ; il n'y a que les peines les plus sévères qui puissent retirer la République de l'abîme profond où ses ennemis veulent la précipiter. La malveillance redouble toujours d'efforts pour diminuer la confiance des mandats ; dans différents cafés l'on disait : « Lorsqu'il a été question de créer les assignats, on a consulté les départements ; mais aujourd'hui on n'agit pas de même pour la création des mandats. Le moyen qu'on emploiera pour les faire recevoir seront les

(1) Anciens, 7 germinal. *Moniteur*, 11 germinal.

bayonnettes »... Au café de la République, galerie de bois, des individus se sont permis de dire que les gouvernants étaient de f...tus gueux et qu'ils venaient de faire banqueroute. De bons citoyens, indignés de ces propos aussi injustes qu'indécents, ont réfuté ces injures grossières avec l'arme de la raison... (1) ». « Continuité des plaintes. Continuité des efforts de la malveillance. Trois rapports annoncent que les agio-teurs disent que le Gouvernement a passé, il y a trois jours, des marchés payables en mandats à 70 0/0 de perte... (2) ». « La malveillance continue d'agrir les esprits des hommes simples et faciles en leur disant que déjà les promesses de mandats perdent 50 0/0, et que ce nouveau papier éprouvera le sort de l'assignat. Les ouï dire désignent les marchands et les habitants de la campagne comme résolus à ne pas recevoir ce nouveau papier-monnaie (3) ». Le 7 germinal, on disait dans des groupes du faubourg Marceau : « Les paysans sont convenus de se faire plutôt hâcher que de recevoir les mandats; s'il faut que les marchands agissent de même et si la loi n'est pas exécutée, nous l'exécuterons, et le premier B... qui refusera un mandat, nous le ferons servir d'exemple aux autres (4) ». Pressés par de telles influences, comment les Conseils auraient-ils pu légiférer avec le sang froid et la liberté d'esprit qui, toujours nécessaires, sont indispensables en matière de finances? Il suffit de quelques mots de Régnier, rééditant les clichés connus : que toutes les objections ne tendaient à rien de moins qu'à ruiner l'existence des mandats, — que les précautions étaient prises pour que les peines ne soient pas infligées inconsidérément, — que la loi en question enfin était une véritable mesure de salut public, pour qu'une énorme majorité se réunît pour la voter (5).

(1) Rapport du 4 germinal, an IV. Schmidt, *Tableaux* III, 131.

(2) Rapport du 5 germinal, an IV. Schmidt. *Tableaux* III, 132.

(3) Rapport du 6 germinal, an IV. Schmidt. *Tableaux* III, 133.

(4) Schmidt, *Tableaux* III, 135.

(5) Anciens, 7 germinal. *Moniteur*, 11 germinal.

Cette loi du 7 germinal (1) allait être complétée par un

(1) *Loi contenant des peines contre les fabricateurs et distributeurs de faux mandats.* 7 germinal an IV — 27 mars 1796.

Le Conseil des Cinq-Cents, considérant qu'il importe de lever sans délai tous les obstacles que la malveillance pourrait opposer à la circulation des mandats, et de décerner des peines contre ceux qui tenteraient de falsifier, décrier ou refuser ce papier-monnaie,... prend la résolution suivante :

Art. 1^{er}. — Les peines prononcées par les lois contre les fabricateurs ou distributeurs de faux assignats sont applicables à ceux qui fabriqueront ou distribueront de faux mandats territoriaux ou des promesses de mandats, en quelques termes qu'elles soient conçues. Les coupables seront jugés suivant les formes prescrites par lesdites lois.

Art. 2. — Ceux qui, par leurs écrits ou leurs discours, décrieraient les mandats sont condamnés, pour la première fois, par voie de police correctionnelle, à une amende qui ne pourra être moindre de 1.000 francs, ni excéder 10.000 francs ; en cas de récidive, ils seront poursuivis criminellement et punis de quatre années de fers.

Art. 3. — Ceux qui refuseraient de recevoir en paiement les mandats territoriaux ou promesses de mandats seront condamnés pour la première fois à une amende égale à la somme refusée, pour la seconde fois à une amende décuple ; et, pour la troisième fois, ils seront condamnés à deux ans d'emprisonnement, dans les formes prescrites par la loi du 20 ventôse dernier concernant les monnaies métalliques frappées au nom de la République.

Art. 4. — Aucuns achats, ventes, traites, conventions ou transactions portant promesses de sommes ne pourront être stipulés ni exigés qu'en mandats territoriaux ou promesses de mandats. Toutes stipulations contraires seront rejetées par les tribunaux comme non avenues.

Art. 5. — Les fonctionnaires publics qui auront inséré dans les actes des stipulations contraires à la présente loi, et ceux qui les auront enregistrées, seront punis de peines portées à l'art. 2 ci-dessus.

Art. 6. — Ceux qui achèteraient ou vendraient du numéraire métallique, dans toute l'étendue du territoire français ou occupé par les armées, et leurs complices, seront condamnés, avec leurs complices, pour la première fois à une amende qui ne pourra être moindre de 3.000 francs ni excéder 10.000 francs ; en cas de récidive, ils seront poursuivis criminellement et punis de quatre années de fers.

Art. 7. — Ceux qui auront été condamnés faux amendes prononcées par la présente loi seront retenus en prison jusqu'à l'entier paiement.

Art. 8. — Il n'est pas dérogé aux lois concernant les négociations à faire par le gouvernement pour ses achats en numéraire.

(Résolution du 5 germinal). B. H. E. R., 1911, p. 420, n° 716.

arrêté du Directoire exécutif en date du 16 germinal (1) « contenant des mesures pour assurer le crédit et empêcher la falsification des mandats territoriaux ». Ces mesures étaient

(1) *Arrêté du Directoire exécutif, contenant des mesures pour assurer le crédit et empêcher la falsification des mandats territoriaux* (16 germinal an IV — 5 avril 1796).

Le Directoire exécutif, sur le rapport du ministre des Finances, considérant que la valeur donnée aux rescriptions nationales, aux promesses de mandats et aux mandats territoriaux doit faire prévenir, à l'égard de ces nouveaux signes monétaires, les manœuvres que n'ont cessé d'employer les ennemis de la force publique pour discréditer les assignats, soit en les contrefaisant, soit en alarmant les propriétaires sur la validité de ces effets par des bruits répandus à dessein :

Qu'il importe de prendre toutes les mesures qui peuvent tendre à assurer le crédit de ces nouveaux signes, sur lesquels reposent la prospérité de l'Etat et la fortune de tous les citoyens ;

Que le seul moyen de déjouer les manœuvres des faussaires est de centraliser et de suivre les mesures déjà adoptées contre les fabricateurs et distributeurs de faux assignats, dans les heureux effets sont démontrés par l'expérience :

Arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Le vérificateur général des assignats procédera à la vérification des rescriptions nationales, des promesses de mandats, ensuite des mandats territoriaux, dans la forme prescrite par les lois pour la vérification des assignats.

Art. 2. — Il emploiera, sous la surveillance du ministre des Finances, pour la recherche et la poursuite des contrefacteurs de ces nouveaux papiers nationaux, les mêmes moyens que les lois lui ont donnés pour rechercher et découvrir les fabricateurs et distributeurs de faux assignats.

Art. 3. Les receveurs généraux des contributions directes de chaque département, et les ci-devant receveurs de district conservés, rempliront les fonctions des vérificateurs provisoires, dont ces derniers étaient chargés par la loi du 23 avril 1793, relativement à la vérification des assignats, tant à l'égard de ces derniers papiers pendant le temps qu'ils seront en circulation, qu'à l'égard des rescriptions nationales, des promesses de mandats et des mandats territoriaux.

Art. 4. — Les directeurs de la fabrication des mandats remettront au vérificateur général (d'après un procès-verbal qui sera dressé à cet effet), le nombres des types vérificateurs de chaque coupure de ces ef-

relatives à la vérification, par le vérificateur général à Paris, par les receveurs généraux et particuliers en province, « des rescriptions nationales, des promesses de mandats et ensuite

fets nationaux, suffisant pour en munir les receveurs et vérificateurs dans les départements et à l'étranger.

Art. 5. — Les types vérificateurs sont signés en revers par les citoyens Grouvelle, directeur du timbrage de la fabrication, Frecine, commissaire du Directoire exécutif, chargé de la surveillance du brûlement des assignats, et le citoyen Deperey, vérificateur général.

Art. 6. — Ils seront adressés, sans délai, par le vérificateur général, avec les instructions dont il croira devoir les accompagner, à chacun des receveurs généraux et particuliers, et aux autres vérificateurs, à fur et à mesure que les coupures seront mises en circulation.

Art. 7. — Les receveurs généraux et particuliers correspondront directement avec le vérificateur général, pour tout ce qui sera du ressort de la vérification de ces nouveaux papiers nationaux, comme faisaient les receveurs des ci-devant districts, relativement aux assignats.

Art. 8. — Ils continueront à lui donner tous les renseignements qui pourront tendre à diriger et à éclairer sa marche dans la recherche et la poursuite des contrefacteurs.

Art. 9. — Le vérificateur général rédigera et fera publier les procès-verbaux des signes caractéristiques des contrefaçons qu'il pourrait découvrir, d'après les formes prescrites par la loi du 24 avril 1793.

Art. 10. — Les autorités constituées continueront à donner connaissance au vérificateur général de toutes les découvertes qu'elles pourraient faire des délits de cette nature ainsi qu'elles y étaient tenues pour les faux assignats par l'article 2 de la loi du 23 avril 1793, et l'article 8 de la loi du 2 messidor, an II.

Art. 11. — Conformément à l'article 9 de cette dernière loi, relatif à la mise en jugement des fabricateurs et distributeurs de faux assignats, les accusateurs publics près les tribunaux criminels des départements ne pourront traduire en jugement un citoyen prévenu de la fabrication de fausses rescriptions, promesses de mandats ou mandats territoriaux, sans les avoir préalablement soumises à la vérification définitive du vérificateur général.

Art. 12. — Les feuilles de promesses de mandats qui auront été fautes, tant à l'imprimerie qu'au timbre, seront versées par le directeur du timbre entre les mains du vérificateur général, pour être brûlées en présence d'un préposé de la Trésorerie nationale, et du commissaire du Directoire exécutif chargé de surveiller le brûlement des assignats.

Procès verbal de cette remise sera dressé à la suite de ceux des verse-

des mandats territoriaux ». Les formes étaient celles déjà prescrites pour la vérification des assignats (1).

Les considérants de cet arrêté, tout en ne manquant naturellement pas d'invoquer la nécessité d'assurer le crédit des nouveaux signes monétaires « sur lesquels reposait la prospérité de l'Etat et la fortune de tous les citoyens », contiennent une phrase au moins curieuse : « Le seul moyen de déjouer les manœuvres des faussaires est de centraliser et de suivre les mesures déjà adoptées contre les fabricateurs et distributeurs de faux assignats, dont les heureux effets sont démontrés par l'expérience ».

Les assignats, pourtant, n'avaient pu être sauvés par toutes les protections dont on les avait entourés. Il est des lois économiques plus fortes que les dispositions pénales les plus rigoureuses. Elles avaient joué contre les anciens papiers-monnaie, elles avaient ruiné le système de Law, elles avaient réduit les assignats à 1/300 de leur valeur. Au lieu de les reconnaître, on les violait encore, et les mêmes causes amenaient les mêmes effets. On eut beau faire promulguer à son de trompe, dans toutes les communes de la République, la loi du 7 germinal (2), on eut beau adresser aux commissaires du Directoire exécutif près les administrations départementales une circulaire les encourageant à la plus grande sévérité (3),

ments de bonnes feuilles, faits à la Trésorerie nationale par le directeur du timbre.

Art. 13. — Le présent arrêté sera imprimé, et le ministre des Finances veillera à ce qu'il en soit envoyé expédition au vérificateur général, aux receveurs généraux et particuliers des départements, et aux autorités constituées qu'il peut concerner.

(B. H. E. R., 1911, p. 423, n° 713. — Duv., IX, p. 87).

(1) Loi du 23 avril 1793. B. H. E. R., 1911, p. 263, n° 392.

(2) B. H. E. R., p. 425, n° 722. Arrêté du Directoire exécutif du 18 germinal an IV — 7 avril 1796.

(3) *Circulaire du ministre de la police générale (Cochon) aux commissaires du Directoire exécutif près les administrations centrales relativement au nouveau signe monétaire (mandats territoriaux)*, 21 germinal an IV — 10 avril 1796. (Date de l'envoi au Département du Doubs, dans les ar-

la dépréciation des promesses de mandats ne s'arrêta pas un seul instant.

chives duquel nous avons trouvé le texte que nous publions : note de M. Camille Bloch).

— La création d'un nouveau signe monétaire, Citoyen, dans les circonstances impérieuses où le corps législatif a dû le regarder comme un moyen sûr de raviver le crédit national, ne pouvait que donner prise aux ennemis de la prospérité de la République. Déjà ils s'agitent en tous sens pour avilir les mandats territoriaux; déjà par leurs écrits perfides et par leurs déclamations séditeuses, ces hommes pervers espèrent faire avorter cette grande et salutaire mesure ou la rendre la proie de leur dévorante cupidité. Dans les grandes communes, dans les campagnes, en public, en particulier, partout et de toutes manières, ils attendent au rétablissement de nos finances, persuadés que la dépréciation des valeurs représentatives doit entraîner avec elle l'état de détresse et le désespoir des citoyens, la révolte, l'anarchie, et que, victimes de tant de fléaux, les Français ne sauraient plus longtemps soutenir le poids de la guerre contre leurs ennemis du dehors.

A ces projets homicides opposant la surveillance et l'exécution sévère des lois, en vain auraient-elles prévu les délits, si la répression qu'elles en ont prescrite ne les suivait de près: Point de grâce à quiconque tenterait d'anéantir la fortune publique, qu'une surveillance sévère environne. Tel est le délit dont se rendraient coupables tous ceux qui par leurs écrits ou leurs discours, décrieraient les mandats, ceux qui achèteraient, vendraient du numéraire métallique. Que chaque citoyen, pénétré de la nécessité des mandats, en dénonce et fasse punir les dépréciateurs. Tout est perdu, si l'indulgence ou le besoin transige avec la malveillance et compose avec la cupidité, si l'autorité publique ne brise ces thermomètres dangereux qui marquent les variations mensongères de la valeur du signe et les mouvements de l'agiotage; si les journalistes qui oseraient se permettre d'établir le cours comparé du numéraire avec les mandats, promesses de mandats et assignats et qui coterait désormais tout autre cours de change que celui du papier sur l'étranger, ne sont sévèrement punis. Oui, il faut que, porté à un taux fixe, le papier national n'ait pas à souffrir les variations du cours; sa valeur équivaldra alors à celle du numéraire, puisqu'aux termes de la loi du 8 germinal, présent mois. « Aucuns achats, ventes, traités, conventions ou transactions, portant promesses de sommes, ne pourront être stipulés ni exigés qu'en mandats ou promesses de mandats, *puisque* toutes stipulations contraires seront rejetées par les tribunaux comme non avenues; *puisque* les fonctionnaires publics qui auraient inséré dans les actes des stipulations contraires à la présente loi, et ceux qui les auraient enre-

gistrées, seront, en cas de récidive, poursuivis criminellement, et punis de quatre années de fers; *puisqu'enfin* ceux qui achèteraient ou vendraient du numéraire métallique, et leurs complices, encourent les mêmes peines. »

Sans doute cette loi excitera dans son exécution pleine et entière les murmures de la malveillance : mais dans ses dispositions moins rigoureuses que salutaires, tous les bons citoyens, tous les vrais amis du peuple ne verront que la renaissance du crédit public, l'abondance et une paix glorieuse, suite nécessaire de nos moyens centuplés de continuer la guerre.

C'est à vous, Citoyen, c'est aux autorités constituées à maintenir dans leur intégrité les dispositions précitées. Dirigez notamment votre attention vers les journalistes, surtout en ce qui concerne la seule cote du change qui doit exister maintenant, et songez que le sort de la République appelle, en faveur du nouvel ordre dans les finances, toute votre vigilance et toute votre autorité.

(B. H. E. R., 1911, p. 425, n° 723).

CHAPITRE IV

LA LOI DU 13 GERMINAL AN IV ET LE RÉTABLISSEMENT DES TRANSACTIONS ENTRE CITOYENS. — LES MANDATS ET L'EMPRUNT FORCÉ. — L'ÉCHANGE DES ASSIGNATS CONTRE LES MANDATS. — LE PAYEMENT DU DEUXIÈME QUART DU PRIX DES DOMAINES NATIONAUX.

Tandis que le Conseil des Anciens discutait les mesures à prendre pour sauver le nouveau papier-monnaie de la dépréciation qui s'emparait de lui, les Cinq-Cents abordaient l'étude d'une question qui présentait, au point de vue économique, une incalculable portée. Les mandats, et, en attendant leur création, les promesses de mandats devaient trouver, dans l'application rigoureuse de la loi du 7 germinal, une force qui leur manquait. Certes, le programme que les législateurs s'étaient imposé était loin d'être réalisé, des points très importants restaient encore à fixer, mais personne ne voulait douter que les problèmes qu'ils soulevaient ne fussent rapidement résolus. Ainsi on pouvait et on devait espérer que le discrédit indéniable qui atteignait les promesses de mandats n'agirait point contre les mandats eux-mêmes, grâce aux garanties qui les entoureraient dès leur émission. Et le moment fut jugé favorable pour rétablir dans les affaires l'ordre qu'avait détruit la débâcle des assignats.

Le décret du 23 messidor an III (13 juillet 1795) (1) et la loi du 12 frimaire an IV (3 décembre 1795) (2) avaient rompu les

(1) B. H. E. R., 1911, p. 365, n° 615.

(2) *Id.*, p. 393, n° 648.

relations entre débiteurs et créanciers, en raison de la dépréciation du papier-monnaie. La première de ces dispositions suspendait provisoirement « le remboursement de toutes les rentes créées avant le 1^{er} janvier 1792, quelles que soient leur nature et la cause dont elles procédaient » et la seconde, « pour arrêter le cours des vols que faisaient journellement à leurs créanciers des débiteurs de mauvaise foi » autorisait le refus de remboursement de capitaux dûs par obligations antérieures au 1^{er} vendémiaire. Tout créancier qui se croyait lésé par le paiement ou le remboursement qui lui serait offert de capitaux dûs par obligations publiques ou privées antérieures à cette date, était libre de le refuser (1). Étaient exceptés les effets de commerce de négociant à négociant, mais il est bien probable que leur circulation devait être bien restreinte, sinon nulle ; somme toute, ces lois étaient la consécration d'une stagnation économique à peu près complète, qu'il importait évidemment de faire cesser le plutôt possible.

La tâche apparaissait à tous comme bien ardue ; on espérait cependant la mener à bonne fin. Il suffisait pour cela de faire naître la confiance dans les nouveaux signes monétaires, de démontrer publiquement combien leur valeur était certaine et garantie. Cette démonstration, Defermont chercha une fois de plus à la faire le 6 germinal, en présentant aux Cinq-Cents « le tableau des domaines nationaux qui devaient servir de gage aux mandats, et celui des domaines nationaux non aliénés (2) ». Or les premiers s'élevaient d'après lui, à une valeur de 3.050.000.000, et encore n'y étaient pas compris « les forêts nationales, les usines, les canaux, les salines, les domaines des départements réunis qui valaient 8.410.000.000 ». Comment, dans de telles conditions, les plus incrédules et les plus malveillants oseraient-ils continuer leurs attaques contre les mandats ? La publication que l'on devait faire de ces tableaux au

(1) Une loi interprétative du 3 nivôse an IV (24 décembre 1795) portait que ces dispositions n'étaient pas applicables aux sommes dues au Trésor public.

(2) *Moniteur* du 9 germinal an IV.

moment même où paraîtrait la loi d'exécution de celle du 28 ventôse, allait les étonner et les confondre. Les amis et les ennemis de la France seraient saisis d'admiration devant ces richesses, devant l'« étendue et la nature du gage qui servait d'hypothèque à la nouvelle monnaie ». Certes, les manœuvres des spéculateurs étaient toujours à redouter ; la fermeture de la Bourse n'apparaissait pas, malgré l'opinion de certains, comme un remède efficace : l'agiotage, tout simplement, se ferait ailleurs. Du moins pouvait-on être certain qu'il ne résisterait pas à la poussée de l'opinion populaire, et qu'il serait réduit à néant par le succès définitif du signe monétaire auquel il s'était d'abord attaqué.

On ne pouvait se dissimuler d'ailleurs que le projet soumis à l'approbation du Conseil contenait une certaine part d'arbitraire, et qu'il ferait nécessairement quelques mécontents malgré tous les efforts faits pour le soumettre aux principes de la plus stricte justice. « Il était impossible de passer de l'état affligeant dans lequel nous nous trouvions à un état meilleur, sans froisser quelques intérêts particuliers, cependant votre commission a cherché les moyens d'adoucir ce passage. » Ces moyens, elle les avait trouvés dans les mandats territoriaux eux-mêmes. « Il suffit que les Français amis de leur pays sachent que le sort de la liberté est attaché à ce que la nouvelle monnaie ne tombe pas dans l'avilissement qui a tué les assignats ; quant à ceux qui n'ont pas au fond du cœur l'amour ardent de la République, ils doivent aussi soutenir les mandats, s'ils ne veulent pas voir renaître les crises révolutionnaires qui ont failli les dévorer. »

L'article 1^{er} du projet de résolution, relatif à l'abrogation des lois de messidor et de frimaire, et l'article 2, ordonnant l'acquittement en mandats de toutes les obligations antérieures au 1^{er} janvier 1792, ou contractées depuis en numéraire ou lingots d'or et d'argent, ne soulevèrent pas de difficultés. La parfaite « loyauté » du mandat étant chose admise, il semblait tout naturel et il était d'ailleurs logique de le substituer à toute autre monnaie.

Il n'en fut pas de même de l'art. 3. Dans sa rédaction primi-

tive, il portait que « pour les obligations contractées et non spécifiées en numéraire, postérieurement à l'époque du 1^{er} janvier 1792, leur valeur réelle serait fixée d'après le tableau annexé à la présente loi, et le montant de la valeur réelle, soit en capital, soit en intérêts, serait acquitté en mandats ». Ce tableau auquel on renvoyait indiquait les proportions d'après lesquelles les obligations devaient être réduites selon leur date. La réduction allait de 95 0/0 (obligations contractées en 1792) à 20/0 (obligations contractées depuis le 1^{er} nivôse an IV). Dans le texte définitif, il fut simplement incorporé à l'article 3.

On le critiqua vivement, dans la crainte qu'il dût léser un nombre trop considérable d'intéressés, et on proposa, toujours en se basant sur le même souci de justice, de lui substituer d'autres systèmes : « Il n'y a qu'un moyen d'être juste, dit Dubois Crancé, c'est de reporter l'acquittement des obligations à l'époque, au jour même où elles ont été contractées. Le moyen est simple : il ne s'agit que de publier le cours de la Bourse de tous les jours depuis que l'or a perdu contre l'assignat, et établir pour base des remboursements des obligations, le prix de l'or au jour où elles auront été contractées » (1). Cette proposition fut vivement combattue par Thibaud, qui la jugeait particulièrement « funeste » : « Si jamais vous prenez pour base la comparaison qui existe entre l'or et l'assignat, on vous demandera d'en établir une pareille entre le mandat et l'or... Il faut qu'il n'existe de point de comparaison du signe qu'avec le gage que ce signe représente : or ce gage consiste dans les domaines nationaux. Si vous adoptez un autre point de comparaison, vous vous mettriez en contradiction avec vous-mêmes... quelques mesures que vous adoptiez... relativement aux loyers (en particulier) attendez-vous à froisser quelques intérêts... il n'y a peut être qu'une seule mesure strictement juste, ce sera de résilier tous les baux, de les faire renouveler en mandats, sans que les prix puissent excéder ceux de 1790 (2) ». Chénier et Bailleul, cependant, soutinrent la théo-

(1) Cinq-Cents, 5 germinal, *Moniteur* du 9 germinal.

(2) *Id.*

rie de Dubois Crancé. Pour le premier, on allait ruiner, si on ne la suivait pas, les propriétaires, pour favoriser quelques avides spéculateurs. Pour le second, elle était l'expression de « la bonne foi et de l'équité (1) ». Mais Craffous s'éleva avec violence contre elle, il caractérisa la situation, sa gravité, la nécessité d'une mesure absolue. « J'ai lieu d'être étonné, dit-il, de la proposition qui vous est faite et des expressions dont on se sert pour la soutenir, après le principe qui a été adopté... Vous autorisez à rembourser des valeurs effectives avec des mandats qui, au bout du compte, ne sont que des assignats à trente capitaux pour un, et vous invoquez la bonne foi et l'équité pour demander que les remboursements soient faits sur le pied du cours journalier plutôt que sur celui d'une échelle proportionnelle. Si vous voulez rapporter l'article 3, je suis de votre avis, et je n'ai pas cru que des lingots puissent se rembourser avec des mandats, lorsqu'ils ont été donnés en vertu d'une loi positive qui en permettrait la vente, mais si vous maintenez cet article, si vous persistez dans ce principe, il faut en adopter aussi la conséquence (2) ». Revenir en arrière eut été un coup fatal porté au système. Le conseil s'en tint à ce raisonnement, et le projet tout entier fut adopté le 6 germinal (3).

La loi qui le mettait en vigueur porte seulement la date du 15 germinal. C'est qu'elle fut, au Conseil des Anciens, l'objet d'une discussion extrêmement serrée. Après être restée plusieurs jours à l'étude à la Commission des finances, elle vint en délibération le 14 germinal.

Rousseau, au nom de la Commission, vint apporter la défense et la justification du projet, il les basait naturellement sur la valeur incomparable des mandats, dont il fit un nouvel éloge. « Le mandat n'est point, comme l'assignat le fut toujours, la représentation idéale d'une valeur fugitive et indéterminée », c'est « une véritable monnaie territoriale substituée à la monnaie métallique, c'est une monnaie dont le titre et la valeur sont

(1) Cinq-Cents, 5 germ. *Moniteur*, 9 germinal.

(2) *Id.*

(3) *Id.*, 6 germ. *Moniteur*, 9 germinal.

aussi invariables que l'objet qu'elle représente, ou plutôt c'est moins le signe d'une propriété foncière que la chose même exprimée en valeur métallique ; en un mot c'est un capital effectif dont le produit est connu, et dont on n'a besoin que de requérir la délivrance pour s'en assurer la possession. Mais il ne suffit pas d'avoir créé les mandats territoriaux et substitué enfin des valeurs réelles à des valeurs idéales, l'intérêt général exige que la circulation soit promptement dégagée des entraves dont l'avilissement des assignats l'a trop longtemps surchargée ; il faut que les engagements contractés à différentes époques, en assignats, soient réduits à leur juste valeur, il exige enfin qu'une disposition salutaire assure pour l'avenir aux fermages et aux loyers de toute espèce une exécution conforme aux règles de la justice. » Nous retrouvons ici tous les sophismes habituels. Tandis que l'assignat ne pouvait se soutenir que par la seule confiance, le mandat a une valeur propre et tellement inhérente à son essence qu'elle ne peut en être séparée. C'est « un signe représentatif qui réunit le double caractère d'un effet payable à vue et d'un contrat emportant privilège. » Quant à l'agiotage, il ne peut avoir aucune prise sur le mandat, car « pour triompher de ses attaques, il suffit de lui opposer des réalités palpables et de répondre à de vaines présomptions ou à des calculs sophistiques par des faits notoires et toujours subsistants... L'extrême avilissement des assignats avait depuis longtemps jeté dans le paiement des transactions entre citoyens une confusion telle que la justice elle-même, la loi à la main, ne pouvait plus se faire jour à travers tant d'incertitudes et d'obscurités pour établir d'une manière stable et sévère les droits respectifs des citoyens. L'altération survenue dans le papier-monnaie, la mobilité de son cours et l'énorme différence que chaque jour produisait entre sa valeur nominale et sa valeur présumée réelle, avait rendu impossible l'exécution des engagements antérieurs. Le mot subsistait, la chose n'existait plus, tout était bouleversé, et dans le déplacement de toutes les valeurs, soit réelles, soit fictives, le texte des transactions n'en offrait plus ni la substance, ni l'esprit. La résolution qui vous est soumise est destinée à faire cesser

ce chaos monstrueux. Appuyée sur la loi du 28 ventôse, qui a créé un nouveau signe représentatif d'une valeur fixe et indestructible, comme le sol qu'il représente, elle a pour objet de restituer à chacun ses droits, en rappelant toutes les dénominations monétaires d'une commune mesure, dont la base repose sur la richesse territoriale (1) ».

Dès son début, la discussion sur ces principes prit l'allure la plus orageuse. Après un discours de Kauffmann, favorable au projet (2), Barbé Marbois vint soutenir un avis diamétralement opposé, et essayer de prouver l'inefficacité absolue de la loi proposée. D'abord, elle était inopportune. « C'est précisément, dit-il, dans des temps semblables à ceux où nous sommes qu'une loi de suspension des remboursements est nécessaire. Les affaires ne peuvent plus désormais que s'améliorer ; celui-ci par le commerce, celui-là par des entreprises, cet autre par des successions, tous par une sage économie dont la nécessité nous donne aujourd'hui la sévère leçon, se trouveront avec le temps en état de remplir leurs engagements et s'il est des débiteurs qui ne le puissent ni aujourd'hui ni un jour à venir, la loi qui autoriserait dès à présent les remboursements est inutile pour eux comme pour leurs créanciers. » Ensuite elle était manifestement contraire au grand principe inscrit dans la déclaration des droits : « aucune loi criminelle ni civile ne peut avoir d'effet rétroactif ». Or la solution « par un effet rétroactif que ses défenseurs eux-mêmes ne contestent plus, anéantit les contrats les plus solennels. Elle nous dit : vous avez contracté il y a un mois, un an, dix ans, avec un autre citoyen, vous avez vendu l'immeuble, livré la chose échangée, vous avez en un mot rempli vos engagements avec une foi religieuse, mais la loi va, par un effet rétroactif, relever celui qui a contracté avec vous des promesses qu'il vous avait faites, et il pourra se libérer avec vous d'une manière telle que vous n'auriez pas contracté si vous aviez pu la prévoir ». Une telle mesure est donc injuste, elle est aussi dange-

(1) Anciens, 14 germ. *Moniteur*, 19 germinal.

(2) *Id.*

reuse par le trouble qu'elle jette dans les esprits. « Personne n'osera plus s'engager sur la foi d'un contrat ». Qu'on ne dise pas, pour essayer de la justifier : « cette loi nouvelle est la conséquence nécessaire, inévitable, forcée, de la loi du 28 ventôse, le premier fait nécessite le second ». Une telle conception serait indigne des deux Conseils, ce serait la porte ouverte aux plus grands dangers. Et Barbé Marbois citait l'exemple de l'Amérique au moment de la dépréciation du Dollar continental. « Elle ne sortit de la crise qu'en abrogeant toutes les lois de contrainte, en proscrivant sans retour les réquisitions et les taxes, en déclarant formellement que les stipulations anciennes étaient maintenues. Peu à peu l'ordre se rétablit dans les affaires... Quand des circonstances difficiles mettent un corps politique dans l'impuissance momentanée d'acquitter les engagements dans toute leur étendue, l'ordre social d'accord avec la morale lui conseillent et lui prescrivent de maintenir les stipulations des citoyens entre eux telles qu'elles ont été faites c'est l'unique expédient pour abrégier la durée de cette triste situation et en atténuer les effets (1) ». Le rejet de la résolution était la conclusion forcée de ces considérations d'une si belle lucidité et d'une si haute portée.

La discussion du principe de la non rétroactivité forma également le fonds du discours de Porcher. Il s'appliqua à démontrer que ce principe n'est admissible qu'autant qu'il ne porte pas atteinte aux droits souverains de l'Etat, en matière de création et d'administration des finances. « Il en est du numéraire comme des contributions, elles sont volontaires au moment de leur création parce qu'elles sont consenties par les représentants du peuple, elles le sont en effet vis-à-vis de la nation tout entière qui les a accordées, mais elles n'en sont pas moins obligatoires vis-à-vis de chaque citoyen, et il est forcé de se soumettre à l'opinion générale. » D'ailleurs — et l'intérêt que présente cette théorie nous pousse à la noter malgré qu'elle sorte un peu du cadre de notre étude — l'article de la Constitution qui proscribit absolument la rétroactivité fut

(1) Anciens, 14 germ. *Moniteur* des 19 et 20 germinal.

voté dans des conditions qui le rendent un peu suspect. « Le Gouvernement de 1793 agissait encore lorsqu'il n'existait plus, et l'aversion profonde qu'on pouvait naturellement concevoir des mesures qu'il avait outrées, en interdisait l'usage lors même qu'elles pouvaient devenir salutaires. C'est ainsi, par exemple, que l'abus criminel de l'effet rétroactif en matière de législation, qu'on pouvait si justement lui reprocher, a malheureusement déterminé les fondateurs de la Constitution à la proscrire dans tous les cas. » Mais le grand principe romain *leges plerumque in futurum, quandoque etiam in præteritum* ne doit point être oublié. Il est des circonstances dans lesquelles, « tout en ne cessant de regarder comme un crime la plus légère atteinte à la Constitution, il faut néanmoins savoir plier devant la nécessité inéluctable ». On peut même aller plus loin : « l'adoption de la résolution s'impose pour des raisons de saine politique ». Il est incontestable que le mandat avec toutes ses garanties, ses privilèges, sa « délégation spéciale » vaut la meilleure des lettres de change. Alors même qu'il soit aussi déprécié qu'on le puisse imaginer, il est incontestable qu'il aura toujours effectivement la même valeur, qu'il représentera toujours une propriété qui sera restée la même. Imposer à un créancier l'obligation de recevoir un bien fonds estimé à un prix modéré, en acquittement de sa dette, c'est remplir à son égard tout ce qu'il aurait pu obtenir de la justice la plus rigoureuse. « N'écoutez pas, concluait l'orateur, le langage de ces hommes qui voudraient annoblir les affections de l'intérêt privé, en empruntant hypocritement le langage de la Constitution. Il me semble voir le médecin de Molière soutenir à son malade qu'il vaut mieux mourir dans les règles que se sauver contre les règles. Quant à moi, j'ai prouvé que l'article de la résolution que je voulais défendre était juste, indispensable, politique, puisqu'il ne blessait point la Déclaration des Droits. Je suis donc d'avis que le Conseil déclare qu'il adopte cette résolution, dans le cas où l'on n'aurait à lui objecter que ce reproche (1) ».

(1) Anciens, 14 germinal. *Moniteur*, 20 germinal, an IV.

Desgraves vint réfuter cette argumentation spécieuse et combattre le projet au nom de principes plus élevés et plus sains que ceux de la simple opportunité. Il voyait en lui « une violation qui poursuit la conscience », il affirmait que les circonstances étaient au fond les mêmes qu'au moment où avait été décidée la suspension des remboursements. La résolution proposée n'était que la consécration de la faillite de tous les engagements particuliers. « Si elle est admise, rien plus ne garantira, dans l'avenir, la confiance dans les conventions les plus sacrées ». Au fond, les mandats territoriaux ont été créés, non pour les besoins des particuliers, mais pour ceux du gouvernement. Tout ce qu'on peut demander aux premiers, c'est d'accorder à ce papier-monnaie la confiance la plus étendue. Mais comment mériter cette confiance ? « En n'exigeant rien au delà de ce qu'elle comporte, en laissant chacun dans ses intérêts, ou comme il était avant la création du nouveau signe, car je ne pense pas que les transactions particulières frappées par la suspension soient de nature à faire la moindre impression relativement à la circulation des mandats ». En considérant la question de plus haut encore, « le gouvernement ne doit envisager les traités des citoyens entre eux que pour les protéger, pour veiller à leur conservation, afin qu'ils ne s'altèrent en aucune manière ». Dans ce sens, les lois du 23 messidor an III et du 12 frimaire an IV étaient de la plus stricte justice. « Vous avez beau me parler, dit avec un magnifique élan l'orateur à la fin de son discours, du salut de la Patrie, vous avez beau vous exaspérer contre moi par des épithètes, des apostrophes, je vous répondrai toujours : Vous ne la sauverez jamais, cette Patrie qui m'est chère comme à vous, que par les moyens moraux qui se composent de la prudence, de la vérité et de la justice (1) ».

Mais Lecouteulx Canteleu vint apporter les suprêmes arguments en faveur de la loi. La solennité de son exorde montre bien la portée des débats engagés, la conscience que

(1) Anciens, 15 germinal. *Moniteur*, 20 germinal.

tous les représentants commençaient à reprendre de la gravité tragique du moment.

« C'est en pesant religieusement l'importance des fonctions d'un représentant de la nation française que je me suis convaincu qu'il devait y avoir aussi pour les législateurs des raisons d'Etat, lorsque leurs décisions ont une influence assez grande sur l'action du gouvernement pour pouvoir la paralyser, si elles sont portées sans aucun égard aux circonstances. » Son raisonnement consista surtout à mettre en face de l'intérêt des créanciers, sauvegardé d'ailleurs par le gage exceptionnel affecté à la garantie des mandats, l'intérêt non moins puissant des débiteurs que rien ne protégeait. Il montra le travail, qui restait à accomplir, par lequel serait donné aux mandats un crédit inattaquable. Ce travail était en bonne voie et l'efficacité certaine de sa mise en exécution justifiait pleinement la loi proposée. « Si vous abrogez aujourd'hui les lois qui ont suspendu les remboursements, ces dispositions donneront bien effectivement aux mandats territoriaux le caractère de monnaie, mais cela ne suffit pas : il faut en faire une bonne monnaie. Vous avez à cet effet ordonné que les mandats emporteraient avec eux hypothèque privilégiée sur tous les biens nationaux situés dans l'étendue de la République », et que leurs porteurs pourraient en faire l'acquisition dans des conditions d'une simplicité exceptionnelle. Les dispositions qui les règlent n'ont encore reçu aucune exécution. Et cependant ce sont elles qui « donnent aux mandats territoriaux, non seulement le caractère de monnaie, mais qui doivent en faire une bonne monnaie... Jusqu'au moment où elles seront en pleine exécution, je soutiens qu'il n'y a point de mandats... qu'ils n'ont pas cours de monnaie, et que les caisses où ils doivent être remboursés à présentation, non seulement ne sont pas ouvertes, mais sont encore déclarées fermées par ceux qui sont chargés de l'exécution des lois... Comment, dans cet état de choses, peut-on donner leur prix aux mandats, en publier le cours avec affectation, et dire qu'ils perdent 60, 70 et 80 0/0. Je le répète, il n'y a point encore de mandats. Lorsque le Corps législatif voudra qu'ils aient la valeur qu'ils doivent rai-

sonnablement espérer, lorsqu'il voudra dissiper les inquiétudes qui s'élèvent déjà et que nos ennemis sont si empressés de propager, qu'il se prononce fortement pour le complément, pour l'exécution des lois que vous avez rendues ; que les soumissions soient reçues sans retard, que chaque propriétaire de mandats puisse les réaliser à volonté et sur le champ. C'est alors seulement que les mandats acquerront leur véritable valeur, mais le Corps législatif doit encore plus fortement se prononcer pour l'exécution de l'article 3 de la loi du 28 ventôse. Il ordonne que la forme des mandats territoriaux et les précautions pour constater que la fabrication n'excèdera pas les 2.400.000.000 seront réglées de la manière la plus convenable et la plus sûre. Et, aux termes de cet article, il aurait dû être fait un rapport à ce sujet au Conseil des Cinq-Cents.

« Déjà, on voudrait faire entendre que tous les avantages des dispositions que vous avez adoptées pour donner aux mandats une valeur réelle et fixe disparaissent par le sentiment que chacun paraît avoir qu'il n'y a rien qui garantisse la nation d'une émission de ces mandats aussi indéfinie que celle des assignats, mais, je l'ai déjà dit à cette tribune et je me crois autorisé à le répéter ici avec solennité ; nous touchons enfin au terme de nos espoirs, comme à celui de nos erreurs, et ce ne sera pas, je crois, une peu ferme garantie que celle que peut donner le Conseil des Anciens... Certainement, mes collègues, après avoir donné votre sanction à une loi qui limite positivement cette émission, vous ne consentirez jamais à ce qu'il soit porté la moindre atteinte à une disposition à laquelle sont attachés l'honneur et la loyauté du gouvernement constitutionnel (1) ».

Ce discours emporta le vote de la loi (2) dont nous publions ci-après le texte intégral :

(1) Anciens, 15 germ. *Moniteur*, 21 germ.

(2) *Id.*

Loi qui lève la suspension des remboursements et détermine le mode de paiement des obligations, des loyers et des fermages.

13 germinal an IV — 4 avril 1796.

Le Conseil des Cinq-Cents, sur le rapport de la Commission des finances relatif au paiement des transactions entre citoyens, considérant qu'après avoir assuré aux mandats une valeur réelle en fixant le montant de leur émission et leur affectant spécialement un gage qui lui est bien supérieur, il ne reste aucun motif de prolonger la suspension des paiements ordonnée par les lois des 23 messidor et 12 frimaire dernier ;

Considérant qu'il faut promptement chercher à concilier avec le nouvel ordre dans les finances les intérêts des débiteurs et des créanciers, de manière à ne pas rendre onéreux le sort des premiers et à conserver aux autres ce que la justice les mettrait en droit d'exiger...

prend la résolution suivante :

Art. 1^{er}. — Les lois des 23 messidor et 12 frimaire derniers, qui suspendent provisoirement les remboursements, sont abrogées.

2. — En exécution de la loi du 28 ventôse dernier, toutes les obligations antérieures au 1^{er} janvier 1792, ou contractées depuis en numéraire ou lingots d'or et d'argent, seront, tant en principal qu'en intérêts, acquittées en mandats. Les arrérages de rentes viagères entre particuliers seront payés en mandats.

3. — Quant aux autres obligations contractées et non spécifiées en valeur numéraire postérieurement à l'époque du 1^{er} janvier 1792, leur valeur réelle, pour ce qui en reste dû, sera fixée de la manière suivante :

Les obligations contractées depuis le 1^{er} janvier 1792 au 1^{er} janvier 1793 seront réduites à 95 francs pour 100.

Celles contractées pendant les cinq premiers mois de 1793 seront réduites à 85 francs pour 100.

Celles contractées pendant les mois de juin, juillet, août et septembre jusqu'au 1^{er} vendémiaire an II, et pendant les six premiers mois de l'an II, seront réduites à 75 francs pour 100.

Celles contractées pendant les six derniers mois de l'an II, et jours complémentaires, seront réduites à 65 francs pour 100.

Celles contractées pendant les trois mois de vendémiaire, brumaire et frimaire de l'an III seront réduites à 60 francs pour 100.

Celles contractées dans les mois de nivôse et pluviôse même année, seront réduites à 50 francs pour 100.

Celles contractées en ventôse et germinal à 40 francs pour 100.

Celles contractées en floréal seront réduites à 30 francs pour 100.

Celles contractées en prairial seront réduites à 20 francs pour 100.

Celles contractées en messidor et thermidor, à 15 francs pour 100.

Celles contractées en fructidor et jours complémentaires à 10 francs pour 100.

Celles contractées en vendémiaire an IV, à 8 francs pour 100.

Celles contractées en brumaire, à 6 francs pour 100.

Celles contractées en frimaire, à 4 francs pour 100.

Celles contractées en nivôse, à 3 francs pour 100.

Celles contractées depuis, à 2 francs pour 100.

Le montant de la valeur réelle des obligations ainsi réduites soit en capital, soit en intérêts, sera acquitté en mandats.

4. — Les fermages non payés des biens ruraux, ceux des moulins à blé, et les arrérages des rentes foncières pour l'an III et années antérieures, seront payés en grains pour la partie déterminée par les lois ou par les conventions, et, pour le surplus, en mandats.

5. — Les fermages des usines non stipulés en nature seront payés en mandats.

6. — Les loyers des maisons dont les baux sont stipulés en numéraire seront payés en mandats.

7. — Tous les loyers des maisons non stipulés en numéraire seront payés, pour le temps qui s'est écoulé jusqu'au 1^{er} germinal courant, comme ils l'ont été pour le terme précédent.

8. — Les locataires qui n'ont pas de baux par écrit continueront de payer de la même manière les trois mois suivants.

9. — Les locataires qui jouissent en vertu d'un bail antérieur au 1^{er} nivôse de l'an III seront tenus de payer en mandats pour le temps qui s'écoulera depuis le 1^{er} germinal.

10. — A l'égard des baux passés depuis le 1^{er} nivôse de l'an III, les propriétaires et les locataires auront respectivement la faculté de les résilier, en s'avertissant trois mois d'avance, si mieux n'aiment les locataires payer en mandats le prix stipulé dans leur bail. La faculté de déclarer la résiliation devra être exercée dans les deux mois à compter de la présente loi. — Les loyers du temps qui écherra jusqu'à la résiliation effectuée seront payés comme ils

l'ont été pour le terme précédent, jusqu'au 1^{er} messidor ; et pour le temps postérieur, en mandats au trentième du prix stipulé.

11. — Tout dépôt sera rendu en nature.

12. — Tout débiteur pour compte courant dont le solde se trouve payable en assignats, et tout négociant, commissionnaire, qui, pour compte de ses commettants, aura vendu des marchandises ou reçu des lettres de change payables en assignats, dont on aura laissé le produit entre ses mains, sans empêchement de sa part à ce qu'il en ait été autrement, sera censé dépositaire des assignats qui lui restent en mains par suite de ces opérations, et il ne pourra être tenu qu'à les fournir ou à les déposer. Il sera de même tenu de fournir les autres valeurs telles qu'ils les aura reçues.

13. — La loi du 29 nivôse relative aux retraites de lettres de change sur l'étranger continuera d'être exécutée (1).

Cette loi, en rétablissant les transactions, devait rendre « aux beaux arts tout leur éclat, au commerce son ancienne activité ». Elle était en quelque sorte le couronnement du système. Elle lui donnait toute sa portée pratique, elle consacrait son rôle régénérateur de la vie économique du pays. Si nous nous sommes aussi longuement arrêtés aux discussions qui en précédèrent le vote, c'est qu'elles mettent en pleine lumière les préoccupations des législateurs du Directoire. Elles complètent les enseignements que nous avons pu déjà retirer des théories et des contradictions qui caractérisent cette période de crise économique sans précédent, elles nous montrent une fois de plus le drame d'un gouvernement obligé de faire taire la voix secrète de la raison devant les exigences inéluctables d'une situation financière chargée de toutes les fautes passées, et de forger de toutes pièces, au jour le jour, sous la pression des passions populaires encore déchaînées, une doctrine en contradiction avec les faits les plus évidents. Il nous semble bien que Lecouteulx Canteleu ne fit que développer et présenter aux législateurs et à l'opinion une nouvelle théorie officielle :

(1) B. H. E. R., 1911, p. 421, n° 717.

la dépréciation des promesses de mandats était incontestable, on en rejetait la raison sur les retards apportés à la mise en circulation des mandats eux-mêmes, mais ceux-ci restaient au-dessus de toute atteinte, et leur émission n'allait pas manquer de rétablir l'ordre. Et nous allons assister maintenant à l'exécution d'une folle entreprise : d'une part continuer à légiférer comme si les mandats existaient, d'autre part leur substituer, puisqu'ils n'existaient pas, les mêmes promesses de mandats dont nul homme de bonne foi ne pouvait plus constater la dépréciation.

La loi fondamentale du 28 ventôse an IV, nous le savons laissait dans l'imprécision un grand nombre de points. Il ne suffisait pas, nous l'avons déjà dit, de formuler les principes du système des mandats ; il fallait aussi en appliquer l'usage à tous les actes de la vie publique et privée. Ils devaient être, désormais, la seule monnaie officielle. Les assignats, cependant, existaient toujours. Il fallait régler leur situation respective, pallier, au moyen du rachat de ceux-ci par ceux-là, aux inconvénients de leur concours, liquider les opérations financières en suspens, tenir en un mot la promesse de rétablir l'ordre dans les finances. Nous allons passer en revue la série des mesures, échelonnées de mars à juin 1796, qui allaient combler les lacunes et parachever la mise en action du système nouveau.

Le 17 germinal an IV (6 avril 1796) une loi ordonna qu'à compter du 1^{er} germinal, les traitements seraient réduits à un taux fixé et payés en mandats (1). Le même jour, une autre loi transporta dans le domaine des engagements contractés pour le compte de la République les principes admis dans le règlement des transactions entre particuliers (2) : A compter du 1^{er} germinal, les rentes et pensions dues par le Trésor

(1) B. H. E. R., 1911, p. 424, n° 720.

(2) 17 germinal an IV — 6 avril 1796. *Loi relative au mode de paiement des rentes et pensions perpétuelles ou viagères dues par le Trésor public* (Résolution du 9 germinal).

Art. 1^{er}. — Les rentes ou pensions perpétuelles ou viagères dues par

public devaient être payées en mandats. C'étaient là de simples mesures complémentaires.

L'admission des promesses de mandats en paiement de l'Emprunt forcé fit naître de plus grandes difficultés. Elle avait été déjà proposée le 5 germinal, mais, combattue par Treilhard comme « désorganisatrice des finances » en ce qu'elle enlevait précisément à la loi sur l'Emprunt forcé son effet principal qui était de retirer de la circulation le plus grand nombre possible d'assignats, elle ne trouva aucun appui (1). Cependant quatre jours plus tard, le 9 germinal, un message du Directoire posait à nouveau la question. Renvoyé à la Commission des finances (2), il fut discuté le 15. Defermont, rapporteur, invoqua la nécessité de donner aux porteurs de promesses de mandats, sorties du Trésor public au taux du numéraire, la faculté de les y faire rentrer pour la même valeur. Balland ajouta que le rejet du projet serait un coup fatal porté au recouvrement de l'Emprunt forcé, et au crédit des promesses de mandats lui-même. « Elles sont sur la place, elles ne peuvent encore être échangées contre les mandats » non plus que contre les assignats, « la vente des biens nationaux n'est pas encore ouverte, aussi restent-elles entre les mains des agioteurs et éprouvent-elles une perte progressive. » Malgré quelques oppositions, les Cinq-Cents se rallièrent à l'opinion générale, que Thibault formula avec une netteté remarquable : « Un gouvernement doit recevoir en paiement la monnaie dont il se sert pour acquitter ses dépenses (3) ». Le lendemain, après le vote d'un article sup-

le Trésor public seront payées en mandats pour le temps qui s'écoulera à compter du 1^{er} germinal.

Les arrérages jusqu'audit jour, et qui n'auront pas été reçus avant le 1^{er} messidor, ne seront payés, après cette époque, qu'au trentième seulement en mandats.

2. — Tous les engagements contractés pour le compte de la République seront acquittés par la Trésorerie nationale comme les obligations entre les particuliers.

(B. H. E. R., 1911, p. 424, n° 719. — Duv., IX, p. 89).

(1) Cinq-Cents, 5 germinal, *Moniteur*, 8 germinal an IV.

(2) Cinq-Cents, 12 germinal. *Moniteur*, 21 germinal.

(3) *Id.*

plémentaire invitant les autorités compétentes à ouvrir sans délai les poursuites tendant au recouvrement, le texte entier put être envoyé aux Anciens qui ne firent aucune objection. Les promesses de mandats étaient admises en paiement de l'Emprunt forcé, mais seulement jusqu'au moment où l'échange des assignats contre les mandats serait ouvert (1).

Le retirement, par voie d'échange des assignats par les mandats était, en effet, l'un des principaux buts de la loi du 28 ventôse. « Sur les 2.400.000.000 de mandats territoriaux, disait l'article 8, il sera prélevé la quantité suffisante pour retirer, à raison de 30 capitaux pour un, tous les assi-

(1) *Loi qui détermine les valeurs admissibles en paiement de l'emprunt forcé* (17 germinal an IV — 6 avril 1796).

Le Conseil des Cinq-Cents, sur le rapport de la commission des finances sur le message du Directoire exécutif, du 9 de ce mois.

Considérant que, s'il était utile de retirer par l'emprunt forcé la presque totalité des assignats, et d'ordonner en conséquence, par la loi du 28 ventôse, de n'admettre en paiement de cet emprunt que des assignats, il est de toute justice aussi de modifier cette disposition, qui pourrait réduire ceux qui doivent à l'emprunt forcé à l'impossibilité de s'acquitter...

prend la résolution suivante :

Art. 1^{er}. — La disposition de l'art. 16 de la loi du 28 ventôse dernier, qui ordonne que l'emprunt forcé ne pourra être payé qu'en assignats, est rapportée. Il pourra être payé dans les valeurs exprimées dans l'article 7 de la loi du 19 frimaire, sans déroger à la disposition de l'article 2 de la loi du 19 ventôse, aussi dernier, qui ordonne qu'après l'échéance des délais y fixés, les assignats ne seront reçus que sur le pied de 110 capitaux, et d'un capital de plus pour chaque jour de retard.

2. — Les promesses de mandats seront aussi reçues en paiement de cet emprunt, mais seulement jusqu'au moment où l'échange des assignats contre les mandats sera ouvert. Celles qui rentreront par l'emprunt forcé seront annulées comme les assignats.

3. — Les poursuites pour le recouvrement entier de l'emprunt forcé tant des premières taxes que des cotes additionnelles seront faites sans délai par les autorités chargées de cet objet.

(B. H. E. R., 1911, p. 424, n° 721).

gnats restant en circulation. » Cet échange était donc subordonné à l'émission contrôlée des mandats. Comme nous l'avons vu, la loi d'exécution qui en fixait les formalités, et qui, dans la pensée des législateurs, devait suivre presque immédiatement la loi fondamentale, parut seulement le 6 floréal (23 avril) (1). Force était de s'en passer, et de prévoir même encore de longs délais avant la mise en circulation de la nouvelle monnaie républicaine. Il fallait donc se résoudre à faire le service avec des promesses de mandats, malgré leur dépréciation, et, pour combattre cette dépréciation même, ne pas en tenir compte, les assimiler complètement avec le papier dont elles tenaient lieu sans en posséder les garanties. Cette théorie, que nous avons déjà entrevue, est exposée en propres termes dans le préambule de la loi qui, le 4 prairial an IV (23 mai 1796) allait « ouvrir l'échange des assignats au-dessus de 100 livres contre les mandats ou promesses de mandats. »

« Le Conseil des Cinq-Cents considérant que la surabondance du signe monétaire en occasionne la dépréciation ; que, dans la vue d'en diminuer la masse et d'établir un juste équilibre entre le papier-monnaie et les denrées et marchandises, il a été ordonné, par la loi du 28 ventôse dernier, que les assignats seraient retirés à 30 capitaux pour un et échangés contre des mandats, spécialement affectés sur les domaines nationaux et susceptibles d'être réalisés à chaque instant par la délivrance qui serait faite aux porteurs des domaines nationaux à leur convenance, sur simples soumissions, avec dépôt du quart du prix des dits domaines ;

Considérant que la malveillance et l'agiotage cherchent à profiter des délais de la fabrication des mandats pour répandre des inquiétudes sur l'exécution de la loi du 28 ventôse dernier, et que le concours momentané des promesses de mandats et des assignats nuit à ces deux papiers et multiplie les chances et les spéculations de l'agiotage ;

Considérant enfin que la fabrication des promesses de mandats

(1) V. le texte de cette loi. *Supra*, page 40.

permet d'accélérer l'échange proposé, et voulant prévenir tous les doutes et raffermir la confiance...

prend la résolution suivante :

Art. 1^{er}. — En conformité de la loi du 28 ventôse dernier, il sera procédé à Paris et dans les différentes communes de la République à l'échange des assignats, à trente capitaux pour un, contre des mandats ou promesses de mandats.

2. — Cet échange sera terminé le 23 prairial présent mois pour le département de la Seine, et le 10 messidor prochain pour les autres départements.

Passé lesquelles époques, les assignats au-dessus de 100 livres cesseront d'avoir cours de monnaie, et ne pourront plus être échangés contre des mandats ou promesses de mandats qu'à raison de cent capitaux pour un.

3. — Le Directoire exécutif est chargé de faire effectuer l'échange des mandats contre des assignats chez les notaires de la commune de Paris et chez les receveurs des deniers publics dans toutes les autres communes, et par tous les moyens qui pourront faciliter et accélérer cet échange.

4. — L'échange des assignats de 100 livres et au-dessous sera indiqué par une nouvelle loi, et, dans un délai suffisant, à trente capitaux pour un, sans préjudice néanmoins de l'échange des assignats de 50 sous et au-dessous, qui aura lieu contre des valeurs métalliques, conformément à la loi du 28 ventôse dernier.

5. — La loi du 28 ventôse sera exécutée, quant à l'annulation des mandats, en présence du porteur, et en tout ce qui n'est pas contraire à la présente (1).

Le lendemain était lancée une « Proclamation du Directoire exécutif, contenant le mode de l'échange des assignats au-dessus de 100 livres contre les mandats territoriaux » qui fixait jour par jour, du 16 au 23 prairial, l'ordre d'échange des assignats suivant leur valeur (2).

(1) B. H. E. R., 1911, p. 429, n° 729.

(2) *Id.*, p. 430, n° 729.

Comme corollaire à cette loi du 4 prairial, une circulaire du ministre des Finances aux commissaires du Directoire exécutif près les administrations centrales de département modifiait le mode d'estimation et d'adjudication, dans les ventes, du mobilier national. En raison de la démonétisation des assignats au-dessus de 100 livres après la clôture du délai ouvert pour leur échange, il était indispensable que, passé ce délai « les estimations de mobilier, ainsi que les enchères dans les ventes et les adjudications, soient faites simplement en mandats ou promesses de mandats, sauf le paiement des appoints en assignats de 100 livres et au-dessous, à 30 capitaux pour un » (1).

L'Echange des assignats contre les mandats ne donna pas les résultats que l'on en attendait. Loin de relever le cours de la promesse de mandat, qui variait déjà entre 8 et 10 0/0, il détermina une sorte de débâcle, qui nous semble due surtout aux confusions et aux incertitudes provoquées par les différences établies entre les divers papier-monnaie et même entre les diverses coupures de ces papiers. Pour ne pas avouer son échec, le gouvernement fut obligé de prolonger encore le délai d'échange. La veille du jour où il devait être définitivement clos, la loi du 9 messidor, an IV (27 juin 1796) (2), s'appuyant sur un double motif : — d'abord qu'on avait présumé l'exis-

(1) B. H. E. R., 1911, p. 430, n° 730.

(2) *Loi portant prorogation du délai fixé par celle du 4 prairial pour l'échange des assignats au-dessus de cent livres contre des mandats.* — 9 messidor an IV — 27 juin 1796.

Le Conseil des Cinq-Cents, après avoir entendu le rapport de sa Commission des finances sur le message du Directoire exécutif du 7 de ce mois ;

Considérant que la présomption de l'existence d'une plus grande quantité d'assignats dans le département de la Seine que celle qui s'y est trouvée lors de l'échange avait fait réserver une somme de mandats beaucoup plus forte que celle qui y était nécessaire, ce qui a occasionné dans la répartition faite entre les autres départements, un déficit qui ne peut être réparé dans le délai fixé par la loi du 4 prairial ;

Que cette loi, dont l'intérêt public exige le maintien, ayant ôté aux assignats au-dessus de 100 livres, dont elle ordonne l'échange, toute espèce de cours de monnaie à compter du 10 de ce mois, il est aussi ins-

tence dans le département de la Seine de plus d'assignats qu'il n'y en avait en réalité, d'où l'envoi dans les départements de moins de mandats qu'il n'en fallait pour l'échange, ensuite qu'il était indispensable de tranquilliser les porteurs d'assignats non encore échangés et de leur faciliter cette opération, prorogeait jusqu'au 30 messidor, pour les départements, le délai fixé par la loi du 4 prairial jusqu'au 25 prairial pour le département de la Seine et au 10 messidor pour les autres départements. Elle aggravait par ailleurs considérablement les conséquences de la loi du 4 prairial. Celle-ci admettait qu'après la clôture du délai, les assignats pouvaient encore être échangés contre des mandats ou des promesses de mandats à raison de 100 capitaux pour un. La nouvelle disposition déclarait nuls, passé le 30 messidor, tous les assignats au-dessus de 100 livres, leur échange n'était plus admis à aucun taux. C'était bien la banqueroute définitive, officiellement déclarée, de l'ancien papier-monnaie.

Enfin le 21 messidor (9 juillet, une circulaire des Commissaires de la Trésorerie nationale aux receveurs de département, relative à l'échange des assignats au-dessus de 100 livres contre les promesses de mandats, complétait les prescriptions relatives aux formalités de cet échange (1).

tant que juste de tranquilliser les porteurs de ces assignats sur leur emploi et de leur en faciliter l'échange ;

Prend la résolution suivante :

Art. 1^{er}. — Le délai fixé par la loi du 4 prairial au 10 messidor pour l'échange des assignats au-dessus de 100 livres à 30 capitaux pour un contre mandats, dans les départements autres que la Seine, est prorogé au 30 de ce mois.

2. — Passé le 30 messidor, tous les assignats sujets à l'échange en exécution de la loi du 4 prairial seront nuls, et ne pourront plus être admis, par toute la République, ni dans les caisses publiques, ni à l'échange contre mandats à aucun taux.

(B. H. E. R., 1911, p. 431, n° 734).

(1) « La loi du 4 prairial dernier relative à l'échange des assignats au-dessus de 100 livres contre des promesses de mandats, Citoyen, fixe au

Une dernière question, celle de l'acquisition en mandats des domaines nationaux, avait été laissée en suspens par la loi du 28 ventôse, an IV. L'art. 4 de cette loi ne formulait en effet qu'une règle générale : « Tout porteur de mandats peut se

10 messidor présent mois, l'époque à laquelle les échanges devront être terminés dans les départements autres que celui de la Seine. Elle porte en même temps que, passé cette époque, les assignats au-dessus de 100 livres cesseront d'avoir cours de monnaie, et ne pourront plus être échangés contre des mandats ou promesses de mandats qu'à raison de cent capitaux pour un.

Une nouvelle loi, rendue à ce sujet le 9 messidor, proroge le délai fixé par celle du 4 prairial, dans les départements autres que celui de la Seine, au 30 du même mois de messidor, et ordonne en même temps que, passé cette époque, tous les assignats sujets à l'échange seront nuls et ne pourront plus être admis par toute la République, ni dans les caisses publiques, ni à l'échange contre mandats, à aucun taux.

D'après cette dernière disposition, vous ne pourrez plus admettre, passé le 30 messidor, dans les versements qui vous seront faits par vos préposés, ni ceux-ci recevoir des préposés de l'enregistrement et des douanes, non plus que des percepteurs des communes, les assignats au-dessus de 100 livres, provenant des contributions et autres recettes de toute nature, à moins que les uns et les autres ne justifient, chacun pour ce qui le concerne, de les avoir reçus dans les délais fixés par la loi du 9 messidor.

Vos préposés devront, à cet effet, exiger des percepteurs des communes, des préposés de l'enregistrement, de ceux des douanes, et de tous autres qui feraient des versements postérieurs à cette époque, les extraits des procès-verbaux dressés par les officiers municipaux de leurs communes respectives, contenant le nombre d'assignats de chaque valeur au-dessus de 100 livres, qui seront trouvés dans leurs caisses à l'époque fixée par la dernière loi précitée, et la somme à laquelle ils pourront monter.

Ils devront aussi, pour ce qui les concerne personnellement, requérir l'administration municipale de leurs cantons respectifs, de vérifier leurs caisses au 30 messidor, ils leur représenteront alors les extraits des procès-verbaux qui leur auront été remis par les percepteurs et autres préposés, ainsi que celui qu'ils auront fait dresser eux-mêmes à la même époque : le montant de ces divers procès-verbaux présentera par son résultat la somme qu'ils auront à vous verser.

Lorsque vos préposés effectueront ces versements dans notre caisse, ils y joindront un certificat de la municipalité, portant qu'il résulte de la

présenter à l'administration de département de la situation du domaine national qu'il voudra acquérir, et le contrat de vente lui en sera passé sur le prix de l'estimation qui en sera faite, à la condition d'en payer le prix en mandats, moitié dans la première décade et l'autre moitié dans les trois mois. Le con-

vérification faite de leurs caisses que les assignats au-dessus de 100 livres qui s'y seront trouvés proviennent réellement des paiements qui leur auront été faits par les percepteurs et préposés de leurs arrondissements, ou de ceux qui se trouvaient dans leurs propres caisses au 30 messidor.

Quant à ceux provenant des échanges contre promesses de Mandats, il devra être dressé un procès-verbal et délivré un certificat particulier pour cet objet seulement.

Vous jugerez aisément que vous devez en user de la même manière pour ce qui vous concerne particulièrement, tant en qualité de receveur de l'arrondissement chef-lieu, qu'en celle de receveur de département ; c'est-à-dire qu'après avoir fait faire par la municipalité de votre résidence, pour l'arrondissement du district chef-lieu dont vous faites directement la recette, et à l'époque du 30 messidor, la même vérification qui aura lieu pour vos préposés, vous inviterez l'administration départementale à nommer des commissaires pour vérifier votre caisse et constater la somme d'assignats qui devra s'y trouver, d'après les certificats dont il vient d'être parlé. Vous mettrez ces certificats sous leurs yeux et ils dresseront à leur tour deux procès-verbaux de leur montant. Lorsque cette dernière vérification sera faite, vous demanderez à ces commissaires deux certificats généraux, qui comprendront le montant de tous ceux qui vous auront été adressés par vos préposés et de ceux qui vous auront été délivrés à vous-mêmes pour ce qui vous concerne personnellement.

Vous garderez par devers vous ces certificats et les assignats dont il s'agit, et vous marquerez à vos préposés de vous faire passer seulement les certificats qui leur auront été délivrés et qui vous seront nécessaires pour faire dresser les procès-verbaux et les certificats généraux, mais de s'abstenir de vous envoyer les assignats jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné.

Nous vous prions de transmettre sans délai les dispositions de la présente à vos préposés, afin qu'ils puissent s'y conformer et donner connaissance à tous ceux qui sont dans le cas de faire des versements dans leurs caisses. Vous voudrez bien nous en accuser la réception courrier par courrier. »

(B. H. E. R., 1911, p. 432, n° 735).

trat lui en sera passé dans la décade au plus tard du jour de la clôture de l'estimation ». Il en résultait qu'un individu pouvait soumissionner, sans rien verser, uniquement dans le but de se créer un droit de priorité dans l'achat d'un ou de plusieurs domaines et de revendre ensuite ce droit avec bénéfice. C'est pour mettre obstacle à cette sorte de spéculation que la loi du 6 floréal an IV (1) vint exiger de chaque acquéreur la consignation d'un quart au moins du prix présumé des objets qu'il voulait soumettre. La loi du 22 prairial an IV (10 juin 1796) (2),

(1) V. *supra*, page 40.

(2) *Loi additionnelle à celles des 28 ventôse et 6 floréal derniers concernant les mandats territoriaux* (22 prairial an IV — 10 juin 1796).

Le Conseil des Cinq-Cents, considérant qu'au moment de l'échange des assignats contre les mandats, il est instant d'assurer à cette dernière monnaie la valeur que son hypothèque lui garantit, en facilitant le placement et l'application certaine des mandats par le développement des moyens établis par les lois des 28 ventôse et 6 floréal derniers ;

Considérant qu'il est indispensable de faire cesser toutes les lenteurs que des circonstances imprévues ont mises dans la marche des administrations et dans les opérations relatives aux ventes ;

Considérant qu'il n'est pas moins instant de mettre les soumissionnaires à portée de remplir leurs engagements qu'ils ont contractés par leurs soumissions et de les faire jouir des objets dont ils se sont rendus acquéreurs...

prend la résolution suivante :

Art. 1^{er}. — Ceux qui, conformément aux lois des 28 ventôse et 6 floréal derniers ont soumissionné des biens nationaux, et au profit desquels il n'a pas été passé contrat, sont tenus d'acquitter, dans les dix jours de la publication de la présente loi, le second quart du prix de l'objet dont ils se sont portés acquéreurs.

2. — Ceux qui soumissionneront à l'avenir en exécution des lois précitées seront tenus de faire le paiement du second quart dans les dix jours de l'admission de leur soumission.

3. — La quittance de paiement du second quart sera enregistrée, à présentation, à l'administration centrale du département. — La date de cet enregistrement déterminera l'entrée en jouissance de l'acquéreur, lorsque le contrat de vente à son profit ne sera passé que postérieurement.

fut destinée, d'après son préambule « donner aux mandats le véritable moyen de remplir leur but » et « à faire cesser les lenteurs que des circonstances imprévues » avaient mis « dans la marche des administrations et dans les opérations relatives aux ventes ». Pour cela, elle obligeait les soumissionnaires à s'acquitter, dans les dix jours de sa publication, du second quart du prix, sous peine de déchéance. En réalité, elle procédait du même esprit que toutes les dispositions que nous avons notées au cours de ce chapitre : elle substituait aux mandats dont l'émission devenait problématique, les promesses de mandats. La multiplication des formalités, des exigences, des causes de déchéance dans l'achat des biens nationaux n'étaient que la reconnaissance officielle de la dépré-

ment : en conséquence, la portion de fermages et loyers à percevoir de cette époque, lui appartiendra.

4. — Les dispositions de l'article précédent ne pourront être opposées à l'acquéreur pour retarder la délivrance de son contrat dans les délais et les formes prescrites par les lois des 28 ventôse et 6 floréal.

5. — Tout soumissionnaire qui n'aura point satisfait au paiement du second quart dans les délais prescrits par les articles 1 et 2 de la présente résolution, sera déchu de sa soumission. — L'annonce de cette déchéance sera affichée dans le bureau du receveur, dès le lendemain qu'elle aura eu lieu.

6. — Dans le cas où l'estimation de l'objet soumissionné ne serait faite que postérieurement au paiement du second quart du prix présumé, et se trouverait surpasser ce prix, l'acquéreur sera tenu de compléter, dans le délai de trois jours, la moitié du prix total de son acquisition, et ce à peine de la déchéance prononcée par l'art. 5.

7. — Tous les mandats ou promesses de mandats donnés en paiement d'un domaine national seront bâtonnés par le receveur en présence de l'acquéreur, au moment de l'acquittement du second quart.

8. — Les administrations centrales de département demeurent responsables des retards qu'elles pourraient apporter dans l'exécution des lois des 28 ventôse et 6 floréal ; elles vérifieront plusieurs fois par decade, les caisses des receveurs, sans indiquer aucun jour fixe ; elles rendront compte au Directoire exécutif de l'état de ces caisses.

9. — Le Directoire exécutif activera par les moyens qui sont en son pouvoir, l'exécution de la présente loi. — Il instruira le 1^{er} et le 16 de chaque mois, le corps législatif de la situation des ventes.

(B. H. E. R., page 431, n° 731).

ciation du nouveau papier : il s'agissait déjà, non plus de la défendre, mais de se défendre contre lui (1).

(1) V. à ce sujet, A. Schmidt, *Paris pendant la Révolution*, t. III. p. 166 sq. — « En donnant aux mandats cours de monnaie et en s'engageant à les recevoir au pair en échange des biens nationaux on s'était flatté d'aliéner ces biens au prix de 1790 valeur en numéraire. Mais cette imagination où ce calcul reposait sur un échafaudage d'hypothèses et d'erreurs fatales. Non seulement, pour que la vente fut justifiée, il eût fallu que les mandats se maintinssent réellement au pair, et que les assignats montassent réellement à 3 1/3 0/0, mais il eût fallu, pour que cette vente fût possible, que la valeur en numéraire des biens nationaux fut restée la même qu'en 1790. Or la valeur des biens fonds... avait diminué, depuis 1790, de la moitié, des deux tiers, des trois quarts. La vente des biens nationaux n'était donc pas possible, si on ne réussissait à se procurer le papier-monnaie qui devait servir de paiement à la moitié, au tiers, au quart de sa valeur nominale. Il fallait conséquemment que les mandats tombassent très vite à 50, à 34, à 25 0/0. Ces cours répondaient à peu près à la valeur actuelle des terres et qui, par suite, n'effrayaient pas encore les financiers officiels, furent atteints au moment où l'on préparait, sur les bases de la loi du 18 mars, une loi d'exécution pour la vente des biens nationaux. Le 15 avril, Defermont présenta ce document au conseil des Cinq-Cents, il obtint force de loi le 25 avril (6 floréal) et aussitôt les ventes commencèrent. Il est clair que le nombre des amateurs devait croître en proportion des avantages de l'opération : aussi les mandats baissèrent-ils : ils tombèrent au-dessous de 25 0/0. Conséquence nécessaire : la masse sans cesse croissante de ceux qui spéculaient sur les biens nationaux ne cessa de pousser à la baisse, à l'avalissement aussi grand que possible des mandats, afin d'obtenir à des prix d'autant plus bas les biens convoités. Du côté des gouvernants, la désillusion fut de plus en plus pénible. Sur le marché des biens, les acheteurs qui, au début, se retiraient, formaient maintenant une véritable marée montante. Et comme 100 livres en mandats ne valaient, au commencement d'avril, que 17 livres en monnaie, à la mi-mai que 11 livres 1/2, à la mi-juin que 8 livres, il était évident que, contrairement aux prévisions, l'Etat vendait en réalité ou était sur le point de vendre les biens nationaux, dès la fin d'avril, pour un sixième, au mois de mai pour un neuvième, au mois de juin pour un douzième de leur valeur de 1790. Ainsi se reproduisait la situation embarrassante où on s'était trouvé quelque temps auparavant, au sujet des assignats, alors qu'on s'était décidé à supprimer les aliénations de biens nationaux par la voie des enchères. Car les mêmes raisons donnaient lieu, comme à cette époque, à une affluence d'amateurs

tout à fait extraordinaire. Se procurer une solide propriété en biens-fonds pour le sixième, le neuvième et même le douzième de sa valeur antérieure, il n'y avait pas, dans la France entière, d'opération plus lucrative. Aussi le flot des soumissions effraya-t-il les législateurs, on craignait de voir, en peu de temps, l'ensemble des domaines nationaux aliénables, cédé et dissipé pour un prix dérisoire. Et l'on était, par suite, très disposé à briser plus brutalement encore que l'année précédente, les contrats passés avec les acquéreurs de biens nationaux, à démonétiser, sans plus de précaution, les mandats, et à ajouter ainsi une nouvelle banqueroute déclarée à celle à laquelle les assignats avaient déjà donné lieu. »

CHAPITRE V

LA CHUTE DU SYSTÈME. — LA FIXATION D'UN COURS DES MANDATS PAR RAPPORT AU BLÉ. — LE PAIEMENT DU TROISIÈME QUART DU PRIX DES BIENS NATIONAUX. — L'ADMISSION D'UN COURS OFFICIEL DES MANDATS PAR RAPPORT AU NUMÉRAIRE. — LE PAIEMENT DU QUATRIÈME QUART DU PRIX DES DOMAINES NATIONAUX ET LA LOI DU 18 THERMIDOR AN IV. — LE RETOUR AU NUMÉRAIRE COMME BASE D'ÉVALUATION. — L'ABOLITION DU COURS FORCÉ.

Il avait donc fallu près de quatre mois aux législateurs pour compléter et régler dans ses détails le système dont la loi du 28 ventôse avait tracé les grandes lignes. Et, des trois buts principaux qu'elle se proposait — création, dans l'intérêt des services publics, d'un papier ayant la valeur de la monnaie métallique (et, en conséquence, rétablissement des transactions sur la base de cette valeur) — rachat des assignats, — extinction enfin des mandats par la vente des biens nationaux, aucun n'avait été atteint. La dépréciation qui, dès le début, s'était emparée de nouveau signe monétaire, n'avait cessé d'augmenter. Nous l'avons vue constatée à la tribune même des assemblées. Est-il nécessaire de revenir sur ses causes ? Mieux que nous ne le pourrions faire, les orateurs les avaient mises en lumière. Mais elles n'apparaissent pas seulement dans les discussions, souvent passionnées, qui précédèrent le vote des lois. Elles se dégagent aussi de l'aspect général de toute cette législation touffue, presque incohérente, caractéristique d'une crise profonde. Un seul résultat était acquis. C'était la démonétisation des assignats, la formidable banqueroute du système financier dans lequel la Révolution

toute entière avait mis son espoir, le désaveu de ce qui, dans l'ordre économique, était le pendant des folles entreprises qui, sans la remplacer d'une manière suffisamment stable, avaient bouleversé l'organisation politique et sociale du pays tout entier. Mais le procédé que l'on avait voulu employer pour liquider la situation créée par les assignats était entaché des mêmes vices que les assignats eux-mêmes. Une seconde faillite allait fatalement suivre la première, déterminée par les mêmes causes, conséquence des mêmes erreurs. Les faits étaient là : la hausse de la monnaie métallique, la spéculation croissante sur les domaines nationaux, la désorganisation commerciale, l'inefficacité des mesures répressives, la misère générale surtout, qui se traduisait journellement par des désordres et des bagarres. Il fallait plier devant leur évidence. Nous pouvons dire que le système des mandats territoriaux ne connut jamais de point d'équilibre : il s'était écroulé dans le même temps où s'achevait son édification.

Cette dépréciation du mandat, ou plutôt de la promesse de mandat, si souvent enregistrée par les dispositions mêmes qui devaient l'enrayer, les législateurs ne pouvaient se décider à l'avouer officiellement. D'après M. A. Schmidt, leurs hésitations masquaient simplement le désir de laisser s'achever la liquidation des assignats avant d'entreprendre celle des mandats eux-mêmes. « Le Conseil des Cinq-Cents, écrit-il, déclarait encore le 30 juin (12 messidor) qu'il n'y avait aucune raison de décréter pour les mandats un cours inférieur à la valeur nominale. Néanmoins, le cours des mandats étant tombé à la mi-juillet à 5 1/2 0/0 et l'affaire de l'anéantissement des assignats, cette première et grande liquidation, s'étant heureusement terminée le 18 juillet (30 messidor), les gouvernants n'hésitèrent pas à mettre la main à la seconde liquidation, en portant une atteinte légale à la valeur des mandats. Ainsi fut faite la loi du 13 thermidor... (1) » Cette opinion est soutenable à première vue. Nous verrons en effet que la loi admettant généralement les

(1) *Paris pendant la Révolution*, III, p. 168.

paiements en mandats au cours fut promulguée seulement le 13 thermidor. Mais bien avant cette date, le Directoire avait déjà renoncé, d'une manière détournée il est vrai, au principe de maintenir dans tous les cas au mandat sa valeur nominale.

La loi du 18 messidor an IV (26 juin 1796) (1) « qui fixe le montant de la contribution foncière pour l'an IV et détermine le mode de sa perception » adoptait, en réalité, un cours des mandats. Elle indique que cette contribution « fixée, en principal et en intérêts, à la même somme qu'en l'an III », devait être également « perçue sur les rôles de l'an III », mais d'après un principe nouveau : « Tout contribuable, disait l'article 3, imposé aux dits rôles, paiera, pour chaque franc de cotisation, le prix de dix livres de blé froment, en mandats ». « Le Directoire exécutif fera parvenir tous les mois au Corps législatif, le tableau du prix du blé-froment dans l'étendue de la République. Le Corps législatif en fixera tous les trois mois le prix moyen, il servira de règle pour le paiement de la contribution » (art. 10). « Pour le paiement des six premiers mois, ce prix sera fixé incessamment par le Corps législatif » (art. 11). La loi du 9 messidor sur le mode de paiement des baux à ferme (2) admettait, pour ceux qui étaient exigibles en argent, la même évaluation. Lorsque la loi du 21 messidor (3) qui

(1) B. H. E. R., 1911, p. 431, n° 733. — Duv., IX, p. 132.

(2) Duv., IX, p. 133-134. Ce texte n'est pas noté dans le B. H. E. R.

(3) *Loi qui fixe la valeur de la livre de blé froment en mandats pour l'acquittement de la contribution foncière et des fermages de l'an IV.* — 21 messidor an IV — 9 juillet 1796.

Art. 1^{er}. — Chaque livre de blé froment due en mandats, en exécution des lois des 8 et 9 messidor, pour l'acquittement de la contribution foncière et des fermages de l'an IV, sera payée, d'ici au 1^{er} fructidor prochain, par seize sous en mandats.

2. — Tous contribuables et tous débiteurs de fermages pourront, pour les termes qui seront échus au 1^{er} fructidor prochain, acquitter avec des mandats dans la proportion déterminée par l'article précédent, ce qu'ils doivent payer en valeur représentative.

3. — La disposition de l'art. 10 de la loi du 8 messidor sur la continuité de chaque fixation pour trois mois, est rapportée.

(B. H. E. R., 1911, p. 434, n° 736. Duv., IX, p. 138).

rapportait par ailleurs la disposition relative à la fixation trimestrielle du cours moyen, eut fixé à 16 sous la valeur de la livre de blé, il fut facile de calculer que dans les paiements envisagés, le mandat n'était plus admis que pour le huitième de sa valeur nominale.

Que cette décision eût une portée considérable, qu'elle mît en question tout le système, nul n'en doutait. Deux jours seulement après la promulgation de la loi du 8 messidor, Defermont vint exposer aux Cinq-Cent l'importance de ses conséquences, surtout en ce qui concernait les transactions entre particuliers : « Jusqu'ici, dit-il, la nature du mandat, fixé par les lois du 28 ventôse, 4 et 13 germinal dernier, ne permettait pas de le considérer autrement que la monnaie métallique, et il devait comme elle être admis dans toutes les caisses à sa valeur nominale... La malveillance, habile à profiter de tout, a réussi à exciter des inquiétudes et des défiances, et est parvenue à faire méconnaître sa véritable valeur. Vous avez alors senti la nécessité d'établir les contributions d'après une valeur relative, et non d'après la valeur nominale du mandat : vous vous êtes convaincus que le plus sûr moyen d'éclairer l'opinion publique et de la tourner au profit du mandat, était d'intéresser chaque citoyen à le ramener à sa valeur primitive... En prenant, pour en régler la valeur, le prix commun du blé, vous avez intéressé tous les Français à son sort... mais aujourd'hui que vous avez adopté ce régulateur pour le paiement des contributions, pouvez vous vous dispenser de l'étendre à toutes les transactions, tant entre les citoyens qu'entre les citoyens et le gouvernement ? » Une route nouvelle était ouverte. Devait-on la suivre ? Defermont n'hésitait pas à faire ressortir les conséquences de la décision qu'il demandait aux Cinq-Cents de prendre, et sans délai. « Si vous adoptez l'affirmative, il faut modifier votre législation sur les mandats. Si vous maintenez la négative, ce serait perpétuer des injustices déjà trop prolongées et dont chacun de nous doit avoir gémi plus d'une fois (1) ». Dans l'esprit de l'orateur, cette révision devait donc

(1) Cinq-Cents, 11 messidor. *Moniteur*, 16 messidor, an IV.

porter tout d'abord sur les dispositions relatives aux transactions, il en excluait celles qui concernaient le mode d'acquisition des domaines nationaux. Cette exclusion ne devait, d'ailleurs, être que momentanée. Il fallait envisager l'étude sérieuse d'une solution générale qui réglerait la situation de tous les intérêts en présence, quels qu'ils soient, mais on ne devait pas attendre la réalisation de ce gros travail pour « annoncer à toute la République qu'il n'est plus permis d'abuser de la loi du 15 germinal, et que, si dans toutes les transactions entre citoyens, le mandat ne peut être refusé, on ne pourra forcer de le prendre qu'à la valeur relative, suivant la loi sur la contribution foncière » (1). Sur une intervention de Craffous, qui demanda « une discussion froide, approfondie » d'une question « à laquelle sans doute est attaché le salut des finances de la République » le Conseil des Cinq-Cents se forma en comité général (2). Lorsque la séance fut rendue publique, le lendemain, il fut donné lecture d'une déclaration portant qu'« il n'y avait lieu à délibérer sur toute proposition tendant à fixer au mandat un cours inférieur à sa valeur normale (3) ». C'est à cette déclaration que M. A. Schmidt fait allusion dans la phrase que nous citons plus haut.

Que faut-il conclure ? D'après nous les représentants faisaient une distinction assez subtile, en admettant la fixation d'un cours du mandat par rapport à une marchandise comme le blé, et en écartant la reconnaissance officielle d'une valeur relative par rapport au numéraire. Cette distinction ne pouvait tenir longtemps. Lorsque Duchatel, le 16 messidor, fit voter par les Cinq-Cents la résolution, devenue la loi du 19 messidor, ordonnant le paiement, en mandats valeur nominale, du troisième quart du prix des domaines nationaux soumissionnés (4), il

(1) Cinq-Cents, 11 messidor. *Moniteur*, 16 messidor, an IV.

(2) *Id.*

(3) Cinq-Cents, 12 messidor. *Moniteur*, 17 messidor, an IV.

(4) 1^o Messidor an IV — 7 juillet 1796. *Loi qui fixe l'époque du paiement du troisième quart du prix des biens nationaux soumissionnés.*

Le Conseil... considérant que si les estimations des biens nationaux soumissionnés conformément aux lois des 28 ventôse et 6 floréal dernier,

fixa à la question des limites plus précises. Après avoir émis le regret que les lenteurs apportées dans l'exécution de la loi du 28 ventôse n'aient donné que trop de crédit aux bruits suivant lesquels cette loi allait être rapportée et les soumissions annulées, et justifié sa proposition par la nécessité « de diminuer la masse des mandats qui s'arrêtent sur la place de Paris et dans

avaient été faites avec activité, les contrats de vente seraient passés, la première moitié du prix aurait été payée dans la décade sans qu'il eût été nécessaire d'aucune disposition ultérieure pour en ordonner le paiement nonobstant les retards dans les estimations, et le versement du surplus du prix toucherait à son terme ;

Considérant que la loi du 22 prairial, en obviant en partie aux effets des lenteurs dans les estimations, laisse néanmoins désirer une mesure additionnelle qu'il est instant d'adopter pour que les retards qui pourraient se prolonger par le fait même des soumissionnaires que cette loi a mis en jouissance, ne tournent pas au préjudice de la nation,...

prend la résolution suivante.

Art. 1^{er}. — Le troisième quart du prix des biens nationaux soumissionnés, conformément aux lois des 28 ventôse et 6 floréal derniers, sera payé, savoir, dans les dix jours pour les départements de Seine, Seine-et-Oise et Seine-et-Marne, et dans les quinze jours pour les autres départements, à compter de la publication de la présente, par tous les soumissionnaires qui, en exécution de la loi du 22 prairial, auront acquitté le second quart, et ce, sous les peines portées par l'article 5 de cette dernière loi, touchant le paiement du second quart.

Art. 2. — Si l'estimation de l'objet soumissionné n'a pas encore été terminée, le paiement du troisième quart sera fait sur le pied du second, sauf à le parfaire comme celui de la première moitié, aux termes de l'article 6 de la même loi.

Art. 3. — Ceux qui soumissionneront à l'avenir seront tenus de payer le troisième quart dans les délais fixés par l'article 1^{er}, après l'échéance de celui dans lequel le paiement du deuxième quart aura dû être effectué, en confirmité de l'article 2 de la susdite loi du 22 prairial.

Art. 4. — A défaut du paiement du troisième quart, comme il est dit ci-dessus, la déchéance sera encourue, ainsi qu'elle a été prononcée relativement au deuxième quart.

Art. 5. — Les autres dispositions de la loi du 22 prairial continueront d'être exécutées.

(*Moniteur* du 21 Messidor. Duvergier IX, p. 137, 138. N'est pas citée dans le *Bulletin d'Histoire Economique de la Révolution*).

quelques autres grandes communes où l'agiotage porte particulièrement son influence » il ajouta : « objectera-t-on, si l'on demande aujourd'hui le troisième quart, que les domaines vont être payés au-dessous de leur valeur ? Mais les mandats sont des billets au porteur, faits le 28 ventôse, et stipulés payables en terre. Ce n'est pas en numéraire métallique que la nation doit les acquitter, *toute comparaison avec ce métal doit être regardée comme étrangère aux stipulations convenues entre la nation et le porteur de ces mandats, quand ils s'emploient en domaines nationaux* (1) ». L'orateur admettait donc déjà que la comparaison avec le numéraire pouvait servir de base dans tous les autres cas, et aucun des Cinq-Cents ne releva ses paroles. Le moment était proche où ils allaient se résoudre à faire passer dans la loi ce qui existait depuis si longtemps dans les faits.

La Commission des Finances de ce conseil était déjà chargée d'étudier le mode suivant lequel devaient être acquittées les obligations entre particuliers. Le 22 messidor, Danchy vint annoncer que ce travail était achevé. Le conseil, une fois encore, se forma en comité secret. Le 28, on donna en séance publique, lecture de cinq résolutions qui furent immédiatement soumises au conseil des Anciens (2). Ceux-ci, après une première lecture, en adoptèrent sans plus tarder une seule. Elle devint la loi du 29 messidor an IV (17 juillet 1796) qui rapportait purement et simplement les articles 2 et 3 de la loi du 15 germinal (3), ceux-là précisément qui substituaient dans

(1) *Moniteur* du 21 Messidor.

(2) *Moniteur* du 3 thermidor.

(3) *Loi qui rapporte les articles 2 et 3 de la loi du 15 germinal dernier, sur les transactions entre citoyens*, 29 Messidor an IV, 17 juillet 1796.

Le conseil... considérant qu'au moment où il s'occupe des moyens de rétablir un juste équilibre dans les transactions entre particuliers, il est urgent de prévenir l'abus qu'on pourrait faire des dispositions des articles 2 et 3 de la loi du 15 germinal, et de rapporter ces deux articles... prend la résolution suivante :

Article unique. — Les articles 2 et 3 de la loi du 15 germinal dernier, sur le paiement des transactions entre citoyens, sont rapportés.

(B. H. E. R.. 1911, p. 434, n° 737).

tous les règlements le mandat au numéraire et fixaient une échelle pour le remboursement des obligations contractées pendant la durée du système des assignats. Tous les règlements de comptes étaient de nouveau suspendus.

Ce n'était, et ce ne pouvait être qu'une mesure d'attente. Après plusieurs séances tenues en comité général, les Anciens allaient, en donnant leur avis sur les quatre autres résolutions votées par les Cinq-Cents, montrer qu'ils étaient désormais décidés à aller de l'avant et à écarter les demi-mesures. Trois des textes soumis à leur approbation introduisaient en effet dans les transactions entre citoyens le système d'évaluation du cours des mandats par rapport à la livre de blé que nous avons vu admis pour le paiement de la contribution foncière et des fermages. Le premier n'était qu'une reproduction du tableau incorporé dans l'article 3 de la loi du 13 germinal. Les obligations antérieures à 1791 devaient être remboursées en mandats, à raison de la valeur de dix livres de blé pour chaque franc ou livre tournois, celles postérieures à cette date étaient, selon leur ancienneté, réduites en francs payables sur la même base. Les deux autres résolutions appliquaient les mêmes principes aux rentes foncières et viagères et aux loyers des maisons (1). Dans la séance publique du 11 thermidor, on apprit qu'elles étaient rejetées (2).

Au contraire la même assemblée avait mis un véritable empressement à voter, le 3 thermidor (23 juillet) la loi qui sans aucune restriction, consacrait officiellement l'usage depuis longtemps devenu courant :

Le Conseil des Cinq-Cents, considérant qu'il est nécessaire de rendre au commerce son activité, et aux transactions entre citoyens une liberté qui assure la prompte amélioration de toutes les parties de l'économie politique... Prend la résolution suivante :

Art. 1^{er}. — A dater de la publication de la présente loi, chaque citoyen sera libre de contracter comme bon lui semblera, les obli-

(1) *Moniteur* du 3 thermidor an IV.

(2) *Moniteur* du 19 thermidor an IV.

gations qu'il aura souscrites seront exécutées dans les termes et valeurs stipulées.

2. — Nul ne pourra refuser son paiement en mandats au cours du jour et du lieu où le paiement sera effectué.

3. — Les dispositions des lois contraires à la présente sont abrogées (1)

Aucun doute ne pouvait subsister : le cours dont il s'agissait était bien celui du mandat par rapport à la monnaie métallique. Il ne restait plus qu'à généraliser la formule et à l'étendre au système des mandats territoriaux tout entier,

Ce fut l'œuvre de la loi du 13 thermidor an IV (31 juillet 1796) ordonnant que le quatrième quart des domaines nationaux soumissionnés serait fait en mandats au cours. La décision, évidemment, était assez difficile à prendre. Les paroles, qu'après Defermont, Duchatel avait prononcées pour justifier le paiement du troisième quart en mandats valeur nominale, pouvaient être considérées comme l'expression d'un engagement officiel. La garantie conservée au mandat dans ces acquisitions, c'était tout ce qui restait du système de la loi du 28 ventôse, c'était son essence même (2). En ne l'admettant plus,

(1) B. H. E. R., 1911, p. 434, n° 738.

(2) « Incontestablement, la loi du 13 thermidor changeait totalement celle du 28 ventôse. Elle était certainement nécessaire, pour empêcher la rapide disparition, pour des sommes illusoires, de ce qui restait d'actif à la nation, pour mettre un terme à de révoltants scandales, pour procurer aux acquéreurs un titre plus respectable... Mais, si inévitable qu'elle fût, si légitime même qu'elle pût paraître — car il était évident qu'avec la baisse du mandat ni le vendeur ne recevait le prix qu'il avait entendu recevoir, ni l'acquéreur ne payait celui qu'il s'était engagé à payer, elle n'en était pas moins immorale, puisqu'elle modifiait, en cours d'exécution, un contrat consenti sur d'autres bases ; inconstitutionnelle, puisqu'elle avait un effet rétroactif ; injuste, puisque ces mandats que l'Etat ne voulait plus recevoir valeur nominale, il les avait donnés et les donnait encore valeur nominale à ses fonctionnaires et à ses créanciers : impolitique, puisque le gouvernement faisait exactement par là ce que les ennemis les plus déclarés de la Révolution, comme

on le détruisait complètement. Le 7 thermidor cependant, les Cinq-Cents en prirent la résolution. Portée aux Anciens, elle fut, après étude de la Commission des finances, violemment combattue.

Blaud, Durand-Mallane, Lafond-Ladébat vinrent tour à tour attaquer un projet qui violait les engagements les plus solennels. Le dernier montrait, chiffrés à l'appui, la situation faite aux acquéreurs de biens nationaux : « Le créancier de l'Etat auquel il était dû 700.000 livres, et que vous avez payé avec 700.000 livres de mandats, s'il a soumissionné un bien de 100.000 livres, à déjà payé pour les trois quarts 75.000 livre ; les 25.000 livres qu'il doit absorberont, si vous adoptez la résolution, les 625.000 livres restantes, car ces 625.000 livres, à 4 francs le 100, ne représentent que 25.000 livres. Ainsi, pour 700.000 livres écus que le gouvernement lui devait, il n'aura qu'un bien de 100.000 livres valeur de 1790, valant à peine aujourd'hui 30 à 40.000 livres. » Et il démontrait que le projet était, non seulement injuste, mais inutile pour l'Etat.

Mais Lecouteulx Canteleu, fit cesser les hésitations, et celui qui jadis avait si brillamment vanté les mandats, au moment de la discussion des mesures à prendre pour les pro-

J. de Maistre, appelaient de tous leurs vœux, à savoir qu'on pressurât les acquéreurs, qu'on leur infligeât des augmentations de prix ou des impôts extraordinaires ; désastreuse parce qu'elle enlevait toute confiance dans la stabilité législative, parce qu'elle avertissait qu'onque traiterait désormais avec l'Etat de se tenir sur ses gardes, parce qu'elle poussait les fournisseurs à majorer leurs prix, et les acquéreurs de biens nationaux à baisser les leurs, dans la mesure commandée par le caractère aléatoire du contrat ; terrible, enfin, pour beaucoup d'acquéreurs, qui certainement n'auraient pas soumissionné sans les conditions exceptionnellement favorables auxquelles ils étaient en droit de s'attendre, qui allaient être hors d'état de fournir ce qu'on exigeait d'eux pour le paiement du quatrième quart, tomber en déchéance et être ruinés par la restitution illusoire des paquets de mandats qu'ils avaient consignés lorsqu'ils valaient 10 à 12 0/0 et qui n'en valaient plus maintenant que 3 ou 4. »

(Marcel Marion. *La vente des biens nationaux pendant la Révolution*, pp. 288-289).

tiéger contre la spéculation, apporta la même éloquence à prononcer leur oraison funèbre :

«... Il ne faut plus se le dissimuler, le règne du papier-monnaie est passé, il est tout entier entre les mains des agisseurs, qui n'attendent que le dernier effort que vous ferez pour le relever, afin de le remettre dans la circulation ». Il ajouta, et chacune de ses paroles semble lourde de désillusions et de remords : « ... Lorsque nous avons adopté la loi du 28 ventôse, devions nous nous attendre, et les soumissionnaires eux-mêmes ont-ils pu se persuader ... qu'il y aurait d'aussi fortes dépréciations ?... Nous ne disions pas alors, comme on paraît aujourd'hui nous en accuser, que ces mandats procureraient complètement aux possesseurs tous les avantages d'une pièce de monnaie, et qu'ils en obtiendraient le même service. Mais nous disions expressément qu'il ne s'agissait pas tant de procurer aux mandats tous les avantages d'une pièce de monnaie que de fournir au gouvernement constitutionnel les moyens de satisfaire aux dépenses indispensables de son action, dont on paraît aujourd'hui, *après le danger*, avoir oublié l'épouvantable urgence... Toute la France, toute l'Europe diront ainsi que moi, que cette loi du 28 ventôse, qui nous a affranchis du poids énorme d'une masse de 40 milliards d'assignats sous lesquels nous étions accablés, qui a donné un mouvement si prodigieux, si plein d'énergie à notre gouvernement et à nos armées... ne sera pas une loi funeste » (1).

Ce texte important, qui consacrait la faillite du système de la loi du 28 ventôse (2) allait être complète par les arrêtés du Directoire exécutif des 22 thermidor an IV (9 août 1796) « por-

(1) *Moniteur* du 22 thermidor an IV.

(2) *Loi qui détermine le mode de paiement du dernier quart des domaines nationaux soumissionnés* — 13 thermidor an IV — 31 juillet 1796.

Le conseil... considérant que la dépréciation des mandats depuis les premières soumissions pour l'acquisition des domaines nationaux, présente une lésion dans le prix qui alarme les soumissionnaires eux-mêmes et écarte de nouvelles soumissions ; qu'il est instant de fixer le paiement définitif d'une manière qui fasse cesser toutes les inquiétudes,

tant que le dernier quart du prix des biens nationaux soumissionnés ne sera acquitté qu'en mandats au cours » dont le seul but était d'interdire à la Trésorerie nationale et aux autres

en conciliant l'intérêt public avec l'intérêt particulier, prend la résolution suivante :

Art. 1^{er}. — Le dernier quart du prix des domaines nationaux soumissionnés sera acquitté en mandats, valeur au cours, en la forme et dans les délais ci-après fixés.

Art. 2. — Le cours sera déclaré tous les jours par la Trésorerie nationale ; le Directoire proclamera le terme moyen des cinq jours précédents et l'adressera à chaque département qui le transmettra sur le champ aux receveurs.

Art. 3. — Chaque paiement sera réglé, par le receveur, sur le dernier cours qui aura été proclamé.

Le receveur sera tenu d'arrêter tous les jours son registre de recette, immédiatement après le dernier enregistrement.

Art. 4. — Sur le quatrième quart, il sera fait une remise de 10 0/0 sur le prix des maisons d'habitation qui, en exécution de la loi du 5 floréal dernier, ont été estimées séparément.

Art. 5. — Le quatrième quart sera acquitté en six paiements égaux, avec l'intérêt de chaque terme sur le pied de 4 0/0 par an. — Le premier des six paiements sera effectué dans le mois de la publication de la présente, et sera excepté de l'intérêt : le second dans les trois mois suivants, et ainsi des autres, de manière que le tout soit acquitté dans seize mois.

Art. 6. — Ceux qui auront soumissionné avant la publication de la présente, pourront, dans les trente jours de sa publication, faire, devant l'administration, au profit d'un ou de plusieurs particuliers, déclaration de command pour tout ou partie de leurs acquisitions, sans être assujetés à aucun droit de mutation ; ils paieront seulement un franc pour droit d'enregistrement de chaque déclaration.

Art. 7. — Ceux des dits soumissionnaires qui ne paieront pas aux termes portés en l'article 5, encourront la déchéance. Les mandats par eux consignés leur seront rendus sans frais et sans retenue.

Art. 8. — Les acquéreurs qui paieront en mandats la totalité du dernier quart dans le mois après la publication, obtiendront une remise de 18 0/0, ceux qui paieront plus tard le tout ou partie du terme à échoir auront une remise de 1 0/0 par mois d'anticipation, ceux qui paieront dans la décade le vingt-quatrième payable dans le premier mois obtiendront une remise de 2 0/0.

Art. 9. — Les sommes payées en mandats à compte ou pour com-

receveurs et percepteurs de faire aucune négociation sur ce paiement, et de recevoir du numéraire en place de mandats (1), et 25 thermidor an IV (12 août 1796), prescrivant la manière dont il devait être procédé à la proclamation du cours des

plément du quatrième quart des biens soumissionnés libéreront les acquéreurs dans les proportions suivantes, savoir :

De 20 0/0 pour les paiements faits en germinal,

De 15 0/0 pour ceux faits en floréal,

De 10 0/0 pour ceux faits en prairial,

De 8 0/0 pour ceux faits en messidor ;

et d'après le cours qui sera déclaré par le Directoire, pour ceux faits postérieurement et jusqu'à la publication de la présente.

Art. 10. — Nul acquéreur ne pourra anticiper les coupes de bois taillés, ni les époques de pêche des étangs, ni abattre aucune futaie, ni faire aucune démolition avant d'avoir effectué le paiement définitif de son acquisition.

Art. 11. — Ceux qui auraient fait ou se permettraient de faire des dégradations de l'espèce de celles prohibées en l'article précédent, seront tenus de parachever dans les trois mois le paiement du quatrième quart, et seront, en cas de déchéance, poursuivis à la requête du commissaire du pouvoir exécutif près l'administration du département dans l'arrondissement duquel se trouvera le domaine dégradé, pour se voir condamnés à la réparation du dommage qu'ils auraient causé.

Art. 12. — Les soumissions qui seront faites à l'avenir seront reçues sur la consignation du premier quart, conformément à la loi du 6 floréal ; les deux quarts suivants seront consignés de même de quinzaine en quinzaine, à dater du jour de la soumission, et pour le dernier quart, payable en mandats, valeur au cours, il sera dressé en six paiements égaux. — Le premier sera effectué dans le second mois de la soumission, le second dans les trois mois après, et ainsi des autres, de manière que le tout soit acquitté dans seize mois, sous les peines de la déchéance portée en l'article 11 de la présente et dans l'instruction du 6 floréal dernier. — Les soumissionnaires jouiront également des avantages accordés par les articles 4 et 8 de la présente, en se conformant aux dispositions y contenues.

Art. 13. — Toutes les dispositions des lois antérieures contraires à la présente loi sont abrogées.

(B. H. E. R., 1911, p. 434, n° 739).

(1) B. H. E. R., 1911, p. 436, n° 743.

mandats, en conformité de l'article 1^{er} de la loi du 13 thermidor (1).

Nous pouvons dire qu'à partir de ce moment le système des mandats territoriaux était définitivement tombé. Nous allons nous borner à énumérer les textes qui, entre le 13 thermidor an IV et le 16 pluviôse an V, date de l'abolition du cours forcé des mandats, opérèrent peu à peu leur remplacement par la monnaie métallique.

Dès le 22 thermidor, le système de paiement des contributions et des fermages établi par les lois des 8 et 9 messidor

(1) Le Directoire exécutif, vu la loi du 13 thermidor qui détermine le mode de paiement du dernier quart des domaines nationaux soumissionnés, et celui de la proclamation du cours des mandats, vu aussi la loi du 22 thermidor sur le paiement des contributions.

Arrêté.

Art. 1^{er}. — Le cours des mandats sera proclamé par un arrêté particulier, les primidi et sixtidi de chaque décade, sur le terme moyen des cours des cinq jours précédents, déclarés par la Trésorerie nationale.

Art. 2. — L'arrêté sera envoyé à la Trésorerie nationale, à la régie des domaines nationaux, et à toutes les administrations centrales des départements, et transmis par ces dernières à chaque administration municipale, et au receveur du droit d'enregistrement, chargé de recevoir le prix des domaines nationaux.

Art. 3. — Le dernier cours reçu sera observé jusqu'à ce que le suivant ait été notifié aux receveurs et percepteurs.

Art. 4. — Le terme moyen du cours du mois de thermidor est proclamé par le présent, en exécution de l'article 9 de la loi du 13, pour les sommes payées en mandats à compte ou pour complément du quatrième quart des biens nationaux, ainsi qu'il suit :

Pour cent livres en mandats, pour les cinq premiers jours de la première décade, quatre livres neuf sous trois deniers, ci 4 l. 9 s. 3 d.

Pour les cinq derniers jours, quatre livres cinq sous dix deniers, ci 4 l. 5 s. 10 d.

Pour les cinq premiers jours de la seconde décade, deux livres dix-sept sous, ci 2 l. 17 s.

Pour les cinq derniers jours, deux livres neuf sous neuf deniers, ci 2 l. 9 s. 9 d.

(B. H. E. R., p. 437, n° 745. — Duv., IX p. 164).

était abrogé : seul restait admis le cours officiel proclamé par le Directoire (1). La loi du 10 fructidor an IV (27 août 1796) (2), étendait, après un délai d'un mois, ce mode de paiement aux contributions de l'an III et antérieures, et, le 23 fructidor, une circulaire du ministre des Finances donnait aux administrateurs de département des indications précises pour son application (3). Les lois du 18 fructidor an IV (4 septembre 1796) (4), et du 21 fructidor an IV (17 septembre) (5) prenaient la même mesure

(1) *Loi portant que les contributions seront payées en numéraire ou en mandats valeur des cours* (Extraits). 22 thermidor an IV — 9 août 1796.

Le Conseil des Cinq-Cents, considérant qu'on ne peut, sans nuire à l'intérêt public, apporter du retard à la perception des contributions, qu'il est aussi juste que nécessaire de faire payer les propriétaires et les contribuables en valeurs qui puissent assurer l'existence des uns et le service de l'autre, et que le plus sur moyen de relever le crédit du mandat est d'intéresser les citoyens à le faire valoir en accordant une prime à ceux qui l'emploieront promptement à s'acquitter de leurs fermages ou de leurs contributions,

prend la résolution suivante :

Art. 1^{er}. — A compter du 1^{er} fructidor prochain, chaque franc de contribution directe ou indirecte, payable en valeur représentative de 10 livres de blé, froment, sera payé en numéraire ou en mandats valeur au cours.

Art. 2. — Le cours sera déclaré et proclamé conformément à l'article 2 de la loi du 13 thermidor sur le payement du quatrième quart des prix des domaines nationaux.

Art. 3. — Les receveurs et percepteurs, seront tenus de donner quittance et d'exprimer dans leurs quittances le montant et l'espèce des valeurs qu'ils auront reçues.

Art. 7. — Il sera fait remise de 20 0/0 aux contribuables sur chaque paiement fait en mandats pendant le mois de fructidor.

Art. 8. — Chaque franc de fermage payable en valeur représentative en exécution des articles 5 et 6 de la loi du 9 messidor, sera, pendant le mois de fructidor, payé comme chaque franc de contribution foncière.

(B. H. E. R., 1911, p. 436, n° 744. Duv., IX, p. 162).

(2) B. H. E. R., 1911, p. 439, n° 754. Duv., IX, p. 186.

(3) B. H. E. R., 1911, p. 441, n° 764. Duv., IX, p. 186.

(4) B. H. E. R., 1911, p. 440 n°, 760.

(5) B. H. E. R., 1911, p. 440, n° 762.

en ce qui concernait les fermages et les loyers des maisons, et, le 30 thermidor, l'achèvement de la liquidation et du recouvrement de l'Emprunt forcé avait été réglé d'après les mêmes principes, encore élargis, puisque les sommes qui restaient dues pouvaient être payées, non seulement en numéraire ou en mandats au cours, mais aussi en matières d'or et d'argent, et en grains (1). Enfin le 6 frimaire an V (21 novembre

(1) *Loi contenant des mesures pour terminer la liquidation et le recouvrement de l'emprunt forcé.* — (30 thermidor an IV — 17 août 1796) (Extraits).^{*}

Le Conseil des Cinq-Cents, considérant que les besoins du trésor public exigent la prompte rentrée de ce qui reste dû de l'emprunt forcé, et qu'il est injuste que les prêteurs en retard puissent se libérer avec de moindres valeurs que ceux qui sont venus avec empressement au secours de la patrie ;

Considérant qu'aux termes de l'art. 2 de la loi du 17 germinal dernier, les mandats ou promesses de mandats n'ont pu être reçus valeur nominale en paiement de l'emprunt forcé depuis que l'échange des assignats contre les mandats a été ouvert, et qu'il est instant d'établir le mode suivant lequel il y seront admis... prend la résolution suivante :

Art. 3. — Les sommes qui restent dues sur l'emprunt forcé seront payées en mandats ou promesses de mandats au cours, en numéraire métallique, en matières d'or et d'argent, ou en grains, sans préjudice des amendes encourues qui seront payées au faux fixé par les lois précédentes.

Art. 4. — Les prêteurs qui s'acquitteront entièrement en mandats ou promesses de mandats au cours dans la décade de la publication de la présente loi jouiront d'une prime de 30 0/0, dont il leur sera fait remise sur une taxe au moment du paiement.

Ceux qui se libéreront dans la second décade jouiront d'une prime de 10 0/0.

Après ce délai, il ne sera plus accordé aucune remise ni prime, et les prêteurs en retard seront poursuivis et contraints au paiement suivant les lois précédentes.

Art. 5. — La quittance d'emprunt forcé sera reçue en paiement des contributions par coupons annuels d'un dixième, réduction faite de la dite prime, qui sera mentionnée dans cette quittance.

Art. 6. — Les assignats de 100 francs et de toutes les coupures au-dessous seront reçus au trentième des mandats, au cours, en paiement de l'emprunt forcé.

Art. 7. — Les promesses de mandats qui auraient été données en paye-

1796) les acquéreurs de biens nationaux étaient autorisés eux aussi à se libérer en numéraire, comme en mandats au cours, et les lois des 13 et 16 pluviôse an V (3 et 4 février 1797) admettaient exclusivement la monnaie métallique, dans le paiement des arrérages de rentes et pensions entre particuliers (1) et des

ment de l'emprunt forcé depuis le 20 messidor dernier jusqu'à la publication de la présente seront tenues en compte au prêteur sur le pied de 50 0/0. Le surplus sera acquitté en valeur réelle, conformément à l'art. 3 ci-dessus.

Art. 8. — Le précédent article n'est point applicable aux taxes supplémentaires qui auront été payées en entier dans la décade de la modification.

(B. H. E. R., 1911, p. 437, n° 748. Duv., IX, p. 171.)

(1) Loi prescrivant le paiement en numéraire métallique des arrérages de rentes et pensions entre particuliers.

15 pluviôse, an V, 3 février 1797.

Le conseil, après avoir entendu le rapport qui lui a été fait au nom d'une commission spéciale, relativement aux transactions entre particuliers, notamment sur une pétition de plusieurs créances de rentes, de pensions et de capitaux exigibles, dus en vertu de titres d'une date antérieure à l'émission des papiers monnaies, lesquels demandent qu'en attendant la confection des travaux du Conseil sur la généralité des transactions entre particuliers, la suspension soit levée par rapport aux arrérages et intérêts échus depuis que les paiements ne se font plus entre particuliers qu'en mandats au cours ou en argent, et pour ceux qui écherront à l'avenir ; qu'en conséquence leurs débiteurs soient obligés, suivant leurs engagements, de les payer en numéraire métallique.

Considérant qu'en attendant le complément des lois sur les transactions entre particuliers, desquelles le Conseil s'occupera sans retardement et sans discontinuation, il est juste de rétablir promptement le cours naturel et l'exécution de ces sortes d'engagements...

Prend la résolution suivante :

Art. 1^{er}. — Les arrérages des rentes, tant perpétuelles que viagères, et des pensions, ainsi que les intérêts des capitaux exigibles, dus entre particuliers, fondés sur des titres qui ont une date antérieure au 1^{er} juillet 1790, échus à cette époque, et qui peuvent encore être dus, ainsi que ceux échus depuis le 1^{er} vendémiaire an V, et qui écherront à l'avenir, pourront être exigés, dès la publication de la présente, en numéraire métallique.

Art. 2 — Seront acquittés de la même manière, les arrérages des rentes

sommes dont les acquéreurs de biens nationaux restaient redevables (1).

Nous ne croyons pas utile d'insister sur l'ensemble des dispositions qui généralisèrent l'emploi du métal seul dans les paiements effectués soit par l'Etat à ses fonctionnaires ou à ses créanciers, soit à l'Etat à l'occasion de la perception de divers droits et redevances (2). De même nous nous bornerons à signaler une circulaire du 6 fructidor an IV — 23 août 1796 adressée par le ministre des Finances aux administrateurs de département au sujet de l'emploi dans les paiements des assignats de cent livres et au-dessous, toujours maintenus en dehors de l'échange, et qui leur attribuait expressément au cours d'1/30 par rapport à celui des mandats territoriaux (3).

La loi du 16 pluviôse an V allait enlever au papier-monnaie du Directoire le peu de valeur qui lui restait en supprimant son cours forcé (4). Elle fut votée — et ses considérants tra-

pensions, ainsi que les intérêts de capitaux exigibles, dont les titres ont été créés dans l'intervalle du 1^{er} juillet 1790 au 1^{er} vendémiaire an V, lorsqu'ils auront été stipulés payables en numéraire métallique, ou lorsqu'ils rappelleront des créances qui avaient une date, soit authentique, soit reconnue par le débiteur, antérieure au 1^{er} juillet 1790.

Art. 3. — Les rentes et autres prestations stipulées en grains, denrées ou marchandises, continueront d'être acquittées en nature, aux termes convenus entre les parties.

Art. 4. — Les conventions au sujet des retenues à faire sur les rentes, pensions et intérêts dont il s'agit auront leur exécution.

A défaut de stipulation, elles seront réglées, relativement aux arrérages et intérêts échus avant le 1^{er} juillet 1790, suivant les lois alors en vigueur ; et, pour ceux échus depuis le 1^{er} vendémiaire an V, au cinquième quant aux intérêts et aux rentes perpétuelles, et aux dixième par rapport aux pensions et aux rentes viagères.

(B. H. E. R., 1911, p. 451, n° 811. Duv., IX, p. 306).

(1) B. H. E. R., 1911, p. 451, n°, 812. Duv., IX, p. 309.

(2) Voir notre table chronologique des textes concernant les mandats territoriaux.

(3) B. H. E. R., 1911, p. 438, n° 750.

(4) *Loi portant que les mandats n'auront plus cours forcé de monnaie entre particuliers.*

— 16 pluviôse an V (4 février 1797).

Le Conseil des Cinq-Cents, après avoir entendu sa commission des

duisent bien ce sentiment — avec une sorte de hâte indifférente. « Il faut, dit négligemment Leconteulx, se débarrasser de toutes les broussailles de papier-monnaie qui encombrant

finances, considérant que la faible valeur des mandats qui restent dans la circulation les rend inutiles aux transactions entre les citoyens, que cependant ils favorisent des spéculations nuisibles aux intérêts de la trésorerie, et prolongent une complication dangereuse dans la comptabilité des deniers publics, qu'il est d'ailleurs instant de rendre justice aux citoyens qui ont fait des consignations en exécution de la loi du 28 ventôse et sont dans le cas de les retirer...

Prend la résolution suivante :

Art. 1^{er}. — A dater de la publication de la présente loi, les mandats cesseront d'avoir cours forcé de monnaie entre les particuliers.

Art. 2. — A compter de la même époque, le Directoire exécutif cessera de publier le cours des mandats.

Art. 3. — Jusqu'au 1^{er} germinal prochain, les mandats seront reçus dans les caisses publiques (sur le pied du dernier cours proclamé par le Directoire exécutif le 10 de ce mois) en paiement des contributions arriérées, de l'an IV et années antérieures, de l'emprunt forcé, du prix des domaines nationaux à vendre, et seulement des deux premiers sixièmes du dernier quart des biens vendus en exécution de la loi du 28 ventôse de l'an V.

Art. 4. — Passé le 1^{er} germinal prochain, les mandats ne seront plus reçus en paiement que pour les biens nationaux à vendre, après avoir été préalablement échangés contre des récipissés de la trésorerie nationale.

Art. 5. — Pour parvenir à cet échange, les porteurs de mandats les déposeront au bureau des receveurs des départements pour être envoyés à la trésorerie nationale, qui renverra aux dits receveurs des récépissés au porteur correspondant à chaque partie de mandats déposée et contenant leur liquidation sur le cours énoncé en l'article 3 de la présente.

Art. 6. — Les mandats consignés dans les caisses publiques pour cause de soumission ou paiement des biens nationaux ne pourront, dans le cas où il y aurait à retirer les consignations, être rendus en nature, mais il sera fourni aux consignataires des récépissés de la trésorerie nationale, dans lesquels les dits mandats seront liquidés pour le prix qu'ils avaient à la date de leur consignation, et d'après le cours inscrit à la trésorerie.

Art. 7. — A cet effet, ceux qui auraient à retirer leurs consignations remettront au receveur de leur département les quittances dont ils sont porteurs, le receveur les remettra de suite à la trésorerie nationale.

Art. 8. — Les commissaires de la trésorerie, après avoir vérifié ou fait

encore le terrain sur lequel nous marchons (1) » Déjà les mandats et les assignats se confondaient, leur liquidation commune allait commencer.

La grande innovation du 28 ventôse an IV, le plan admirable qui devait régénérer les finances françaises, semblait dans la plus lamentable débâcle, s'en allait presque dans l'oubli.

vérifier la régularité, la réalité, la conformité des dates des consignations, et s'il n'y a pas d'oppositions sur les consignataires, enverront au receveur des récépissés au porteur, qui seront par lui remis aux consignataires.

Art. 9. — Ces récépissés, ainsi que ceux énoncés aux articles 4 et 9 de la présente loi, ne seront admis en paiement que pour les biens nationaux à vendre, sur la moitié payable en numéraire et obligations, conformément à la loi du 16 brumaire dernier.

Art. 10. — Lorsque les récépissés de la trésorerie seront offerts en paiement dans les caisses publiques, les receveurs, en cas de doute sur leur validité, pourront, avant de donner leur quittance définitive, les envoyer à la trésorerie pour être vérifiés.

Art. 11. — A compter de la publication de la présente loi, tous les mandats existant dans les caisses publiques et ceux qui y rentreront jusqu'à leur retirement absolu seront annulés et barrés sans délai : ils ne pourront être remis dans la circulation sous quelque prétexte que ce soit.

Art. 12. — Le Directoire exécutif et les commissaires de la trésorerie nationale, chacun en ce qui les concerne, prendront les mesures nécessaires pour la vérification des caisses publiques, le versement et l'annulation des mandats qui y existeront à cette époque et qui y rentreront par la suite.

B. H. E. R., 1911, p. 452, n° 813. Duv., IX, p. 306.

(Suit le tableau reproduit à l'annexe n° 1).

(1) Anciens, 13 thermidor, *Moniteur* du 22 thermidor.

Vu :

Le Doyen,
F. LARNAUDE

Vu :

Le Président de la thèse,
AUG. DESCHAMPS

Vu

et permis d'imprimer
le recteur
de l'Académie de Paris
G. APPEL

ANNEXES

Nous avons vu que la loi du 13 thermidor an IV — 31 juillet 1796 et l'Arrêté du 25 thermidor an IV — 12 août 1796, avaient ordonné la proclamation, les 1^{er} et 6^e jour de chaque décade, du cours moyen des mandats pendant les cinq jours précédents. Le 1^{er} tableau que nous reproduisons, et qui fut annexé à la loi du 16 pluviôse an V — 4 février 1797 se borne à reproduire dans leur ordre chacun de ces arrêtés particuliers. Le second tableau était annexé à la loi du 3 messidor an V — 23 juin 1797 « relative aux transactions passées entre citoyens pendant la durée de la dépréciation du papier-monnaie ».

Cette loi étant générale, il faisait suite au tableau du cours des assignats depuis 1791, et montre la situation du crédit des mandats dès le lendemain du jour de leur création.

1. — *Tableau général du cours des mandats, proclamé par des Arrêtés du Directoire exécutif, en exécution de la loi du 18 thermidor, an IV — 31 juillet 1796 (annexé à la loi du 16 pluviôse an V — 4 février 1797).*

Dates des cours	Pour 100 livres en mandats	Date des Arrêtés qui ont fixé les cours
Thermidor, an IV		
1 ^{er} au 4	1. s. d.	12 août 1796 (25 thermidor, an IV).
6 » 10	4 9 3	
11 » 15	4 5 10	
16 » 20	2 17	
21 » 25	2 9 9	
26 » 30	1 17 10	13 août (26 thermidor).
	2 16	18 août (1 ^{er} fructidor).
Fructidor		
1 ^{er} au 5	3	23 août (6 fructidor).
6 » 10	2 15	28 août (11 fructidor).
11 » 15	2 15	2 septembre (16 fructidor).
16 » 20	3 15	7 septembre (21 fructidor).
20 » 25	5 10	12 septembre (26 fructidor).
26 » 30	5	17 septembre (1 ^{er} jour comp.).
1 ^{er} au 5 ^e jour compl.	5	22 septembre (1 ^{er} vendém., an V).
Vendémiaire, an V		
1 ^{er} au 5	4 5	27 septembre (6 vendémiaire).
6 » 10	4	2 octobre (11 vendémiaire).
11 » 15	4 10	7 octobre (16 vendémiaire).
16 » 20	4 5	12 octobre (21 vendémiaire).
21 » 25	4 5	17 octobre (26 vendémiaire).
26 » 30	4 5	22 octobre (1 ^{er} brumaire).
Brumaire		
1 ^{er} au 5	4 10	27 octobre (6 brumaire).
6 » 10	4 5	1 ^{er} novembre (11 brumaire).
11 » 15	4 10	6 novembre (16 brumaire).
16 » 20	4 5	11 novembre (21 brumaire).
21 » 25	3 5	16 novembre (26 brumaire).
26 » 30	3 5	21 novembre (1 ^{er} frimaire).
Frimaire		
1 ^{er} au 5	2 15	26 novembre (6 frimaire).
6 » 10	2 15	1 ^{er} décembre (11 frimaire).
11 » 15	2 17	6 décembre (16 frimaire).
16 » 20	2 11	11 décembre (21 frimaire).
21 » 25	2 9	16 décembre (26 frimaire).
26 » 30	2 9	21 décembre (1 ^{er} nivôse).
Nivôse		
1 ^{er} au 5	2 4	26 décembre (6 nivôse).
6 » 10	1 17	31 décembre (11 nivôse).
11 » 15	1 15	5 janvier 1797 (16 nivôse).
16 » 20	1 10	10 janvier (21 nivôse).
21 » 25	1 4	15 janvier (26 nivôse).
26 » 30	1	20 janvier (1 ^{er} pluviôse).
Pluviôse		
1 ^{er} au 5	1	25 janvier (6 pluviôse).
6 » 10	1	30 janvier (11 pluviôse).

II. — Cours des Promesses de mandats depuis
(Tableau annexé au décret du

Dates	An IV, pour 100 livres					
	Germinal		Floréal		Prairial	
	l.	s. d.	l.	s. d.	l.	s. d.
1	17	»	16	»	12 1 3	7 17 6
2	17 10	»	15 10	»	» » »	7 15 »
3	18 »	»	15 »	»	12 » »	7 10 »
4	18 5	»	15 »	»	10 5 »	6 15 »
5	17 »	»	14 10	»	10 2 »	6 10 »
6	18 10	»	14 10	»	8 16 3	6 1 3
7	17 »	»	14 15	»	7 10 »	6 7 6
8	17 »	»	14 5	»	7 » »	7 5 »
9	17 10	»	13 10	»	7 2 6	7 12 6
10	»	»	12 1 3	»	» » »	Fête
11	16 15	»	12 1 5	»	7 1 3	» » »
12	17 »	»	12 »	»	7 2 6	3 10 »
13	18 10	»	12 »	»	6 16 3	3 6 »
14	16 »	»	12 »	»	6 15 »	3 » »
15	15 10	»	13 10	»	5 » »	2 4 »
16	21 10	»	13 »	»	3 17 6	2 5 »
17	20 17 6	»	13 10	»	4 » »	2 8 »
18	20 »	»	12 15	»	4 12 6	2 12 »
19	20 2 6	»	12 15 »	»	5 7 6	2 13 »
20	»	»	»	»	» » »	2 6 »
21	19 5 »	»	12 10 »	»	6 10 »	» » »
22	18 »	»	12 10 »	»	7 18 9	1 14 »
23	18 10 »	»	12 5 »	»	8 17 6	1 10 »
24	20 »	»	12 2 6	»	8 10 »	Fête
25	20 »	»	12 »	»	9 15 »	7 » »
26	19 15 »	»	»	»	8 17 6	2 4 6
27	18 2 »	»	12 1 3	»	8 10 »	2 3 »
28	17 7 6	»	12 »	»	8 2 6	6 10 »
29	16 »	»	12 »	»	8 5 »	5 18 9
30	»	»	»	»	» » »	5 11 3
						5 7 6
						5 2 6
						3 8 »
						2 16 »
						4 3 »

Jours complémén
1^{er}.... 4 l. 18 s. 6 d. — 2^e.... 4 l. 17 s. 7 d. —

Je certifie les cours ci-dessus conformes à ceux de la trésorerie, d'après les observations submentionnées.

A Paris, ce 8 nivôse, an IV.

Signé : DECLERCK fils.

le 1^{er} germinal an IV au 5 nivôse an V.
 5 messidor an V — 23 juin 1797.

An V, pour 100 livres				Observations
Vendémiaire	Brumaire	Frimaire	Nivôse	
l. s. d.	l. s. d.	l. s. d.	l. s. d.	
4 8 »	4 3 8	2 17 6	2 7 3	Ces cours ont été établis : 1 ^o Depuis le 1 ^{er} germinal au 1 ^{er} thermidor, an IV, d'après des notes particu- lières. 2 ^o Depuis le 1 ^{er} thermidor, an IV, au 5 nivôse an V, d'après les certificats de l'agence des négociations de la trésorerie.
4 8 4	4 5 6	2 16 »	1 5 10	
3 19 »	4 5 »	2 15 9	2 3 5	
3 16 7	4 5 3	2 11 1	2 3 2	
3 11 6	4 10 6	2 7 6	2 2 3	
3 18 »	4 8 10	2 8 11		
3 18 9	4 4 8	2 10 2		
3 9 7	4 2 6	2 13 8		
3 15 »	4 4 6	2 12 9		
3 16 2	4 1 10	2 12 9		
3 17 »	4 4 10	2 14 8		
4 15 4	4 3 10	2 17 6		
4 15 4	4 5 4	3 4 6		
4 1 9	4 6 8	2 17 3		
4 3 9	4 7 2	2 12 6		
4 2 1	4 6 »	2 14 6		
3 18 7	4 6 8	2 11 9		
4 3 8	4 6 10	2 10 4		
4 5 »	4 » 4	2 10 5		
4 1 7	3 14 »	2 11 9		
8 19 2	3 10 8	2 11 10		
4 1 6	3 9 10	2 11 1		
4 3 5	2 18 7	2 10 »		
4 5 4	2 17 4	2 8 11		
4 2 »	2 17 10	2 7 »		
4 2 »	2 17 7	2 8 2		
4 4 7	3 4 1	2 10 2		
4 4 8	3 5 »	2 10 3		
4 3 »	3 4 »	2 8 9		
4 2 6	3 1 »	2 8 9		

taires de l'an IV.

3^e.... 4 l. 18 s. 4 d. — 4^e.... 5 l. 19 s. — 5^e.... 4 l. 15 s.

Vu par nous Commissaires de la Trésorerie nationale.

Signé : DECLERCK, DESREZ, LEMONNIER.

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES TEXTES

CONCERNANT LES MANDATS TERRITORIAUX

	Pages
28 ventôse an IV. — 18 mars 1796. Loi portant création de 2.400.000.000 de mandats territoriaux	27
29 ventôse an IV. — 19 mars 1796. Proclamation et arrêté du directoire exécutif, relatifs aux mandats territoriaux.	29
29 ventôse an IV. — 19 mars 1796. Loi additionnelle à celle portant création de mandats et autorisant la Trésorerie nationale à délivrer des promesses de mandats.	35
29 ventôse an IV. — 19 mars 1796. Arrêté du Directoire exécutif, sur la comptabilité des ministres, le paiement de leurs ordonnances et celui des arrérages des rentes, et donnant aux Rescriptions cours forcé de monnaie.	36
2 germinal an IV. — 22 mars 1796. Circulaire du ministre de la Justice aux administrateurs de département, sur les exécutoires payables en numéraire par les receveurs de l'enregistrement, décernés par les tribunaux	37
7 germinal an IV. — 27 mars 1796. Loi qui supprime la formalité de l'endossement pour les promesses de mandats.	58
7 germinal an IV. — 27 mars 1796. Loi contenant des peines contre les fabricateurs et distributeurs de faux mandats	67

15 germinal an IV. — 4 avril 1796. Loi qui lève la suspension des remboursements, et détermine le mode de payement des obligations, des loyers et des fermages	85
16 germinal an IV. — 5 avril 1796. Arrêté du Directoire exécutif, contenant des mesures pour assurer le crédit et empêcher la falsification des mandats territoriaux.	68
17 germinal an IV. — 6 avril 1796. Loi relative au mode de paiement des rentes et pensions perpétuelles ou viagères dues par le Trésor public	88
17 germinal an IV. — 6 avril 1796. Loi portant qu'à compter du 1 ^{er} germinal les traitements seront réduits à un taux fixe et payés en mandats	88
17 germinal an IV. — 6 avril 1796. Loi qui détermine les valeurs admissibles en paiement de l'Emprunt forcé.	90
18 germinal an IV. — 7 avril 1796. Arrêté du Directoire exécutif, qui ordonne la promulgation à son de trompe, dans toutes les communes de la République, de la loi du 7 de ce mois contenant des peines contre les fabricateurs et distributeurs de faux mandats	70
21 germinal an IV. — 10 avril 1796. Circulaire du ministre de la Police générale aux commissaires du Directoire exécutif près les administrations centrales, relativement au nouveau signe monétaire (mandats territoriaux)	70
6 floréal an IV. — 25 avril 1796. Loi contenant instruction pour l'exécution de celle du 28 ventôse, qui crée les mandats territoriaux.	40
6 floréal an IV. — 29 avril 1796. Loi qui détermine le type des mandats territoriaux	48
7 floréal an IV. — 26 avril 1796. Loi qui détermine les coupures des mandats territoriaux et les opérations relatives à leur fabrication	49
4 prairial an IV. — 23 mai 1796. Loi relative à l'échange des assignats de cent livres et au-dessus contre des mandats ou des promesses de mandats	91
18 prairial an IV. — 6 juin 1796. Circulaire du ministre des Finances aux commissaires du Directoire	

exécutif près les administrations centrales de département, sur le paiement en mandats du mobilier dans les ventes	93
21 prairial an IV. — 10 juin 1796. Loi additionnelle à celles des 28 ventôse et 6 floréal, concernant les mandats territoriaux.	97
8 messidor an IV. — 26 juin 1796. Loi qui fixe le montant de la contribution foncière pour l'an IV et détermine le mode de sa perception.	103
9 messidor an IV. — 27 juin 1796. Loi relative au mode de paiement des baux à ferme.	103
9 messidor an IV. — 27 juin 1796. Loi portant prorogation jusqu'au 30 messidor du délai fixé par la loi du 4 prairial pour l'échange des assignats au-dessus de cent livres contre les mandats.	93
19 messidor an IV. — 7 juillet 1796. Loi qui fixe l'époque du paiement du troisième quart du prix des biens nationaux soumissionnés	105
21 messidor an IV. — 9 juillet 1796. Circulaire des commissaires de la Trésorerie nationale aux receveurs de département, relative à l'échange des assignats au-dessus de cent livres contre des promesses de mandats	94
21 messidor an IV. — 9 juillet 1796. Loi qui fixe la valeur de la livre de blé, froment en mandats, pour l'acquittement de la contribution foncière et des fermages de l'an IV	103
29 messidor an IV. — 17 juillet 1796. Loi qui rapporte les articles 2 et 3 de la loi du 15 germinal sur les transactions entre particuliers.	107
5 thermidor an IV. — 23 juillet 1796. Loi relative aux transactions entre citoyens	108
13 thermidor an IV. — 31 juillet 1796. Loi qui détermine le mode de paiement du dernier quart des domaines nationaux soumissionnés	111
14. Thermidor an IV. — 1 ^{er} août 1796. Loi qui établit un nouveau tarif pour le paiement des droits de timbre	111
14 thermidor an IV. — 1 ^{er} août 1796. Loi contenant une nouvelle fixation des droits d'enregistrement . . .	111

24 thermidor an IV. — 1 ^{er} août 1796. Loi portant que les droits de douane et de navigation seront perçus en numéraire ou en mandats valeur représentative	114
22 thermidor an IV. — 9 août 1796. Arrêté du Directoire exécutif, portant que, conformément à la loi du 13 thermidor, le dernier quart du prix des domaines nationaux soumissionnés ne sera acquitté qu'en mandats au cours.	111
25 thermidor an IV. — 12 août 1796. Arrêté du Directoire exécutif, qui prescrit la manière dont il sera procédé à la proclamation du cours des mandats, en conformité de la loi du 13 thermidor.	113
26 thermidor an IV. — 13 août 1796. Arrêté du Directoire exécutif qui proclame le terme moyen du cours des mandats pour les cinq jours précédents	Ann. I
30 thermidor an IV. — 17 août 1796. Loi contenant des mesures pour terminer la liquidation et le recouvrement de l'Emprunt forcé	116
1 ^{er} fructidor an IV. — 18 août 1796. Arrêté du Directoire exécutif qui proclame le terme moyen du cours des mandats pendant les cinq derniers jours de thermidor	Ann. I
5 fructidor an IV. — 23 août 1796. Circulaire du ministre des Finances aux administrateurs de département sur l'emploi des assignats de cent livres et au-dessous dans les appoints	105
6 fructidor an IV. — 23 août 1796. Arrêté du Directoire exécutif, qui proclame le terme moyen du cours des mandats du 1 ^{er} au 5 fructidor	Ann. I
20 fructidor an IV. — 27 août 1796. Loi portant que, pendant un mois, les contributions directes de l'an III et antérieures seront payées suivant le mode établi par les lois précédentes	115
10 fructidor an IV. — 27 août 1796. Loi portant que le terme moyen du cours des mandats sera réglé à l'avenir sans fractions	Ann. I
21 fructidor an IV. — 28 août 1796. Arrêté du Directoire exécutif qui proclame le terme moyen du cours des mandats du 6 au 10 fructidor.	Ann. I
26 fructidor an IV. — 2 septembre 1796. Arrêté du Di-	

rectoire exécutif, qui proclame le terme moyen du cours des mandats du 11 au 15 fructidor	Ann. F
18 fructidor an IV. — 4 septembre 1796. Loi qui détermine le mode de paiement des fermages arriérés . . .	115
21 fructidor an IV. — 7 septembre 1796. Loi qui règle la manière dont seront payés les loyers des maisons. . .	115
21 fructidor an IV. — 7 septembre 1796. Arrêté du Directoire exécutif, qui proclame le terme moyen du cours des mandats du 16 au 20 fructidor	Ann. F
23 fructidor an IV. — 9 septembre 1796. Circulaire du ministre des Finances aux administrateurs du département, sur le mode de paiement des contributions. .	115
26 fructidor an IV. — 12 septembre 1796. Arrêté du Directoire exécutif, qui proclame le terme moyen du cours des mandats du 21 au 25 fructidor	Ann. F
1 ^{er} jour complémentaire an IV. — 17 septembre 1796. Même arrêté pour la période du 26 au 30 fructidor . .	Ann. F
4 ^e jour complémentaire an IV. — 20 septembre 1796. Loi qui fixe le mode des adjudications de bois pour l'an V	118
5 ^e jour complémentaire an IV. — 21 septembre 1796. Loi portant qu'il sera payé un quart en numéraire sur les arrérages de rentes du dernier semestre de l'an IV . .	118
1 ^{er} vendémiaire an V. — 22 septembre 1796. Arrêté du Directoire exécutif qui proclame le terme moyen du cours des mandats pendant les cinq jours complémentaires	Ann. F
6 vendémiaire an V. — 27 septembre 1796. Même arrêté pour la période du 1 ^{er} au 5 vendémiaire.	Ann. F
11 vendémiaire an V. — 2 octobre 1796. Même arrêté pour la période du 6 au 10 vendémiaire	Ann. F
16 vendémiaire an V. — 7 octobre. 1796. Même arrêté pour la période du 11 au 15 vendémiaire	Ann. F
16 vendémiaire an V. — 7 octobre 1796. Arrêté du Directoire exécutif, portant que les droits de greffe du tribunal de cassation seront perçus en numéraire métallique ou en mandats au cours	118
21 vendémiaire an V. — 13 octobre 1796. Arrêté du Directoire exécutif qui proclame le terme moyen du cours des mandats du 16 au 20 vendémiaire	Ann. F

- 23 vendémiaire an V. — 15 octobre 1796. Arrêté du Directoire exécutif, portant que le droit de marque et contrôle sur les ouvrages d'or et d'argent sera perçu en numéraire ou en mandats au cours
- 26 vendémiaire an V. — 17 octobre 1796. Arrêté du Directoire exécutif, qui proclame le terme moyen des mandats du 21 au 25 vendémiaire. Ann. I
- 1^{er} brumaire an V. — 22 octobre 1796. Même arrêté pour les cinq derniers jours de vendémiaire Ann. I
- 2 brumaire an V. — 23 octobre 1796. Arrêté du Directoire exécutif, portant que le paiement des frais des procédures criminelles à la charge de la République sera déterminé par les exécutoires en valeur métallique 118
- 4 brumaire an V. — 25 octobre 1796. Loi qui règle la manière dont sera provisoirement payé le traitement des fonctionnaires publics et des employés, à compter du 1^{er} vendémiaire 118
- 6 brumaire an V. — 27 octobre 1796. Arrêté du Directoire exécutif, qui proclame le terme moyen du cours des mandats du 1^{er} au 3 brumaire Ann. I
- 11 brumaire an V. — 1^{er} novembre 1796. Même arrêté pour la période du 6 au 10 brumaire Ann. I
- 15 brumaire an V. — 5 novembre 1796. Loi relative au traitement des employés des douanes. 118
- 16 brumaire an V. — 6 novembre 1796. Loi relative aux dépenses ordinaires et extraordinaires de l'an V 118
- 16 brumaire an V. — 6 novembre 1796. Arrêté du Directoire exécutif, qui proclame le terme moyen du cours des mandats pour la période du 11 au 15 brumaire. Ann. I
- 21 brumaire an V. — 11 novembre 1796. Même arrêté pour la période du 16 au 20 brumaire Ann. I
- 26 brumaire an V. — 16 novembre 1796. Même arrêté pour la période du 21 au 25 brumaire Ann. I
- 1^{er} frimaire an V. — 21 novembre 1796. Même arrêté pour la période du 26 au 30 brumaire. Ann. I
- 6 frimaire an V. — 26 novembre 1796. Loi qui autorise les acquéreurs de biens nationaux à se libérer en numéraire, ou en mandats au cours. 117

- 6 frimaire an V. — 26 novembre 1796. Arrêté du Directoire exécutif, qui fixe le terme moyen du cours des mandats pour la période du 1^{er} au 5 frimaire Ann. I
- 11 frimaire an V. — 1^{er} décembre 1796. Même arrêté pour la période du 6 au 10 frimaire Ann. I
- 14 frimaire an V. — 4 décembre 1796. Loi portant que le cours des mandats sera fixé sans égard aux fractions au-dessous de cinq centimes ou d'un sou et rapportant celle du 10 fructidor précédent Ann. I
- 16 frimaire an V. — 6 décembre 1796. Arrêté du Directoire exécutif, qui proclame le terme moyen du cours des mandats du 11 au 15 frimaire Ann. I
- 21 frimaire an V. — 11 décembre 1796. Même arrêté pour la période du 16 au 20 frimaire Ann. I
- 26 frimaire an V. — 16 décembre 1796. Même arrêté, pour la période du 21 au 25 frimaire. Ann. I
- 1^{er} nivôse an V. — 21 décembre 1796. Même arrêté pour la période du 26 au 30 frimaire Ann. I
- 2 nivôse an V. — 22 décembre 1796. Loi portant qu'à compter du 1^{er} nivôse la totalité du traitement des fonctionnaires publics et employés leur sera payée en numéraire métallique 118
- 6 nivôse an V. — 26 décembre 1796. Arrêté du Directoire exécutif, qui proclame le cours moyen des mandats du 1^{er} au 5 nivôse. Ann. I
- 11 nivôse an V. — 31 décembre 1796. Même arrêté pour la période du 6 au 10 nivôse Ann. I
- 16 nivôse an V. — 5 janvier 1797. Même arrêté pour la période du 11 au 15 nivôse. Ann. I
- 21 nivôse an V. — 10 janvier 1797. Même arrêté pour la période du 16 au 20 nivôse. Ann. I
- 21 nivôse an V. — 15 janvier 1797. Même arrêté pour la période du 20 au 25 nivôse Ann. I
- 1^{er} pluviôse an V. — 20 janvier 1797. Même arrêté pour la période du 26 au 30 nivôse Ann. I
- 6 pluviôse an V. — 25 janvier 1797. Même arrêté, pour la période du 1^{er} au 5 pluviôse. Ann. I
- 11 pluviôse an V. — 30 janvier 1797. Même arrêté pour la période du 6 au 10 pluviôse Ann. I

15 pluviôse an V. — 3 février 1797. Loi prescrivant le payement en numéraire métallique des arrérages de rentes et pensions entre particuliers	117
16 pluviôse an V. — 4 février 1797. Loi qui détermine le mode de paiement des sommes dont les acquéreurs de biens nationaux restent redevables	117
16 pluviôse an V. — 4 février 1797. Loi portant que les mandats n'auront plus cours forcé de monnaie entre particuliers	118
5 messidor an V. — 23 juin 1797. Loi relative aux tran- sactions passées entre particuliers pendant la durée de la dépréciation du papier monnaie	Ann. II

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- A. Aulard. — *Paris pendant la réaction thermidorienne et sous le Directoire. Recueil de Documents pour l'Histoire de l'Esprit public à Paris* 5 vol. in-8°, Paris, 1898-1902. Tome III (1 ventôse an IV, 20 février 1796 à 20 ventôse an V, 10 mars 1797).
Bulletin d'Histoire Economique de la Révolution, publié par la Commission de Recherche et de publication des Documents relatifs à la vie Economique de la Révolution. Année 1911. Numéro unique : Monnaie et Papier-monnaie.
- Fachan. — *Historique de la Rente française et des valeurs du Trésor*. Paris, 1904.
- La Gazette nationale ou le Moniteur universel*. Années 1796 et 1797.
- Marcel Marion. — *La vente des biens nationaux pendant la Révolution*. Paris. in-8° 1908.
- René Stourm. — *Les finances de l'Ancien régime et de la Révolution* 2 vol. in-8°. Paris, 1885.
- René Stourm. — *Les Finances du Consulat*. 1 vol. in-8°, Paris, 1902.
- Aldolf. Schmidt. — *Paris pendant la Révolution, d'après les rapports de la Police secrète 1789-1800*. Traduction française accompagnée d'une préface par Paul Viollet, in-8° 4 volumes, Paris, 1890. Tome III.
- Adolf. Schmidt. — *Tableaux de la Révolution française*, publiés sur les papiers inédits du département et de la police secrète de Paris. Leipzig, Veit et comp., 1870. 3 vol. in-8°. Tome III.

H. Taine. — *Les origines de la France contemporaine. La Révolution.* Tome III. *Le Gouvernement révolutionnaire.*

Collection des lois, décrets, ordonnances et avis du conseil d'Etat de J. B. Duvergier. 1788-1824. Tome IV (6 brumaire an IV. 28 octobre 1795 au 30 messidor an V, 18 juillet 1797).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE	1
Introduction historique	3
Les assignats	3
L'Emprunt forcé et les Rescriptions	6
CHAPITRE I. — La Préparation et la Discussion de la loi sur les mandats territoriaux	11
CHAPITRE II. — Etude de la loi du 28 ventôse an IV.	26
Comparaison entre les assignats et les mandats	28
Les Promesses de mandats	36
La Législation sur la fabrication des mandats terri- toriaux et les formes d'acquisition des domaines nationaux	40
CHAPITRE III. — L'agiotage en l'an IV	53
La suppression de la formalité d'endossement des promesses de mandats	56
La loi sur la protection du nouveau papier-mon- naie, sa discussion, son inefficacité	58
CHAPITRE IV. — La loi du 15 germinal an IV et le rétablis- sement des transactions entre citoyens.	73
Les mandats et l'Emprunt forcé	89
L'Echange des assignats contre les mandats	90
Le Paiement du deuxième quart du prix des do- maines nationaux.	97

CHAPITRE V. — La chute du système	101
La fixation d'un cours des mandats par rapport au blé	103
Le paiement du troisième quart du prix des biens nationaux, en mandats valeur nominale	105
L'admission d'un cours officiel des mandats par rapport au numéraire : la loi du 13 thermidor an IV et le paiement du quatrième quart du prix des domaines nationaux.	111
Le retour au numéraire	114
L'abolition du cours forcé	118
ANNEXES. — I. — Tableau du cours des mandats du 1 ^{er} thermidor an IV au 10 pluviôse an V.	123
II. — Tableau général du cours quotidien des mandats du 1 ^{er} germinal an IV au 5 nivôse an V . .	124
III. — Table chronologique des textes concernant les mandats territoriaux.	127
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE	135

Saint-Amand (Cher). — Imprimerie BUSSIÈRE.
